

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

Annexe au procès-verbal de la séance du 22 juin 1967.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette Commission chargée d'étudier le développement et l'aménagement des agglomérations urbaines en U. R. S. S. (10-26 septembre 1966),

Par MM. André DULIN, Jacques MASTEAU et Jean BARDOL,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Alex Roubert, président ; Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto, vice-présidents ; Martial Brousse, Roger Lachèvre, Pierre Carous, secrétaires ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Armengaud, Jean Bardol, Aimé Bergeal, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, André Colin, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Marcel Fortier, André Fosset, Henri Henneguella, Roger Houdet, Michel Kistler, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Marcel Martin, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, François Schleiter, Louis Talamoni, Ludovic Tron.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Introduction	7
Programme de la mission	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Aperçu général de l'Union soviétique	15
CHAPITRE I. — Le développement de l'urbanisation en U.R.S.S.	21
I. — Les aspects démographiques de l'urbanisation	22
A. — La situation avant la Révolution	22
1. Prédominance de la population rurale	22
2. Les caractéristiques de l'urbanisation sous le régime tsariste	22
B. — L'urbanisation accélérée de la période soviétique	24
1. Les causes de l'essor urbain	24
2. Les chiffres de l'évolution	25
3. Les différents types de développement urbain	27
II. — Les aspects géographiques de l'urbanisation	29
A. — La situation avant la Révolution	29
1. La prédominance des régions occidentales	29
2. La faiblesse de l'urbanisation des autres régions	31
B. — Les causes de transformation de la répartition des centres urbains	33
1. La mise en valeur systématique de nouvelles régions	33
2. L'amélioration des moyens de transport	35
3. Les impératifs stratégiques	38
C. — La structure actuelle du réseau urbain soviétique	39
1. La géographie des villes en U.R.S.S.	39
2. La ville, élément de l'aménagement du territoire soviétique	45
CHAPITRE II. — L'aménagement des agglomérations urbaines soviétiques	50
Section I. — Les données de base de l'urbanisme soviétique	51
I. — Les bases idéologiques et juridiques	52
A. — Les objectifs idéologiques	52
1. Le développement harmonieux de l'individu	53
2. Le développement des sentiments collectivistes	53

	Pages.
B. — Les données juridiques.....	54
1. La propriété du sol.....	54
2. La planification de l'urbanisation.....	54
3. Le caractère public de l'urbanisation.....	54
II. — Les problèmes généraux de l'urbanisation soviétique.....	55
A. — Les handicaps historiques.....	55
1. Le fonds urbain tsariste.....	55
2. Les destructions dues aux guerres.....	57
3. La priorité à l'industrialisation.....	57
B. — L'ampleur du développement urbain.....	58
1. L'accroissement de la population urbaine.....	58
2. La création des villes nouvelles.....	59
3. La rénovation et la croissance des villes anciennes.	59
C. — Les problèmes posés par la dimension des villes.....	60
1. La mise en place d'un réseau urbain équilibré.....	61
2. Les essais pour limiter l'expansion des très grandes villes	62
3. Les villes satellites.....	64
D. — L'esthétique des villes soviétiques.....	66
E. — Les climats.....	68
1. Le Grand Nord.....	68
2. Les régions de climat tempéré.....	69
3. Les régions désertiques.....	69
Section II. — Les aspects et les méthodes de l'aménagement et de l'équipement intérieurs des villes.....	69
I. — La structure et l'équipement des villes soviétiques.....	70
A. — La structure des villes soviétiques.....	70
1. Zones industrielles et zones résidentielles.....	70
2. L'aménagement des zones résidentielles.....	71
3. Les espaces verts et les zones de repos.....	73
B. — Les équipements collectifs urbains.....	74
1. Communications et transports.....	74
2. L'approvisionnement en gaz et électricité.....	76
3. Les équipements socio-culturels.....	77
C. — La construction de logements.....	81
1. Les insuffisances de la construction locative de 1917 à 1957.....	81
2. L'effort de construction à partir de 1957.....	84
3. Les techniques de construction.....	88
4. Les agents et les méthodes de construction immobilière	90
5. Les Soviétiques face au problème du logement.....	93

	Pages.
II. — L'administration des villes soviétiques.....	95
A. — Les Soviets locaux.....	96
1. Structure des Soviets locaux.....	96
2. Attributions des Soviets locaux.....	99
3. La subordination des organes locaux.....	101
B. — La planification de l'urbanisme et de la construction..	102
1. La centralisation de la planification urbaine.....	102
2. Les problèmes de la planification urbaine.....	103
III. — Les finances des villes soviétiques.....	104
A. — Les budgets locaux.....	105
1. Recettes.....	105
2. Dépenses.....	108
B. — Les autres sources de financement de l'équipement urbain.....	109
Section III. — Aspects de la vie quotidienne des habitants des villes soviétiques.....	110
A. — L'égalisation des conditions de vie.....	110
B. — Le caractère collectif de l'existence quotidienne.....	112
C. — L'insuffisance des services courants.....	115
CHAPITRE III. — Les villes visitées.....	120
I. — Moscou.....	121
A. — Rappel historique.....	121
B. — L'aménagement de Moscou depuis 1917.....	123
C. — Les équipements urbains.....	124
1. Le problème du logement.....	125
2. Les équipements collectifs.....	126
3. Les moyens de transport.....	126
4. L'approvisionnement en eau.....	127
5. Le chauffage.....	128
6. Les équipements culturels.....	128
7. Les espaces verts.....	129
8. Les équipements sportifs.....	129
D. — L'administration et les finances municipales.....	129
1. Le Soviet des députés des travailleurs.....	129
2. Les finances de la ville de Moscou.....	132
II. — Léninegrad.....	134
A. — Histoire de la ville.....	134
B. — L'aménagement de la ville.....	135
C. — L'administration de la ville.....	138

	Pages.
III. — Samarkand	139
A. — Histoire de la ville.....	139
B. — L'aménagement de la ville.....	140
Note sur Tachkent	142
IV. — Alma-Ata	142
A. — Histoire de la ville.....	143
B. — L'aménagement de la ville.....	143
C. — L'administration de la ville.....	147
D. — Le Soviet Suprême de la République du Kazakhstan...	147
V. — Irkoutsk et Bratsk.....	149
A. — Histoire de la ville d'Irkoutsk.....	149
B. — L'aménagement de la ville.....	150
C. — La vie administrative.....	151
D. — Le combinat d'aluminium et la ville nouvelle de Chelikhov	151
E. — La ville nouvelle de Bratsk.....	152
VI. — Novosibirsk	155
A. — Histoire de la ville.....	155
B. — L'aménagement de la ville.....	157
C. — La vie administrative.....	159
D. — L'usine de construction de machines électriques lourdes de Sibérie.....	160
E. — La cité académique de Novosibirsk : Akademgorod.....	162
Conclusion générale.....	167
Bibliographie	173

ANNEXE I. — Extrait des directives du XXIII ^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique concernant le plan quinquennal de développement économique de l'U.R.S.S. (1966-1970).....	175
ANNEXE II. — L'organisation de la recherche en matière de construction...	183
ANNEXE III. — Les Soviets locaux, plaque tournante de la vie administrative, culturelle, sociale et économique de l'U.R.S.S.....	185
ANNEXE IV. — Carte des Républiques fédérées, de la répartition de la population et des villes principales.....	187
ANNEXE V. — Structure administrative de l'agglomération moscovite.....	189

Mesdames, Messieurs,

Du 10 au 26 septembre 1966, une délégation de la Commission des Finances du Sénat a effectué une mission d'information en U.R.S.S. pour étudier les conditions et les perspectives économiques et financières du développement et de l'aménagement des agglomérations urbaines.

Notre époque est celle où l'équipement et l'expansion des villes posent dans tous les pays, et notamment dans le nôtre, des problèmes considérables et toujours plus difficiles à résoudre. A cet égard, l'étude des conditions dans lesquelles l'Union soviétique a fait d'un pays rural à plus de 80 % en 1917 une nation dont la population est pour plus de la moitié urbaine de nos jours, paraissait primordiale. Aucun autre pays, à l'époque contemporaine, n'offre pareil champ d'observation d'un tel phénomène urbain.

Certes, les réalisations de l'urbanisme soviétique ne sauraient être transposées telles quelles. Les données naturelles de la géographie comme les conditions politiques du régime lui confèrent une particulière originalité, notamment par rapport à la réalité française. Cependant, l'expérience soviétique offre des exemples utiles à méditer, car elle concerne finalement un problème commun à toutes les nations : celui des conceptions et des méthodes les plus appropriées pour contrôler le développement et améliorer l'aménagement des villes.

*
* *

La délégation était composée de :

MM. ANDRÉ DULIN, Sénateur de la Charente-Maritime, ancien Ministre ; JACQUES MASTEAU, Sénateur de la Vienne, vice-président de la Commission des Finances ; JEAN BARDOL, Sénateur du Pas-de-Calais ; JACQUES RICHARD, Sénateur de Seine-et-Oise (1).

(1) M. Jacques Richard a été élu député du Val-d'Oise en mars 1967.

Elle était accompagnée de M. Gérard RATEAU, Administrateur au Sénat, Secrétaire de la Commission des Finances, et de Mme Daniel MAILLIARD, diplômée de l'Ecole des Langues orientales.

*
* *

Les membres de la délégation tiennent à renouveler ici leurs plus vifs remerciements aux hautes autorités soviétiques, nationales et locales, pour la remarquable qualité de l'accueil qui leur a été partout réservé au cours de leur long périple à travers leur immense pays. Ils se plaisent également à souligner la contribution apportée à l'organisation et au déroulement de leur mission par l'Ambassade d'U.R.S.S. à Paris et par celle de France à Moscou, ainsi que par les fonctionnaires et dirigeants d'entreprises soviétiques.

*
* *

Avant d'aborder le compte rendu technique de ce déplacement, il convient encore de rappeler les conditions dans lesquelles on peut appréhender la réalité d'un pays tel que l'Union soviétique. L'immensité de son territoire et la diversité de ses problèmes constituent un premier obstacle à une connaissance complète et précise au cours d'une mission forcément brève. Il faut y ajouter les radicales différences de signification des notions et même du vocabulaire juridiques, économiques ou fiscaux, sans oublier la rareté de la documentation technique disponible en langue française et la difficulté à analyser des données statistiques dont les séries et la présentation ne coïncident pas toujours avec les nôtres.

PROGRAMME DE LA MISSION

Samedi 10 septembre 1966.

Départ de Paris-Le Bourget à 13 heures par le vol S. U. 050 de l'Aeroflot.

Arrivée à Moscou-Chérémétiévo à 18 heures 40 (1). La délégation est accueillie par Mme Banova et par M. Aoulov, députés au Soviet suprême de l'U.R.S.S., et par M. Fontaine, Ministre-Conseiller, chargé d'affaires de l'Ambassade de France.

Installation à l'hôtel National.

Dimanche 11 septembre 1966.

Visite du Palais des Pionniers.

Visite de nouveaux quartiers.

Exposition des réalisations de l'économie soviétique.

Palais des Armures.

Théâtre des marionnettes.

Lundi 12 septembre 1966.

Entretien au Conseil municipal de Moscou, le Mossoviet (M. Issaev, vice-président du Comité exécutif ; M. Oulasse, directeur-adjoint de la direction de l'architecture et du plan).

Tour de ville, visite d'un nouveau quartier d'habitation et d'un appartement.

Entretien au Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture auprès du Gosstroï de l'U.R.S.S. (M. Baranov, vice-président du Comité d'Etat ; M. Rotchegov, directeur de l'institut Mosprojet).

(1) Heure de Moscou. Par rapport à cette ville, les décalages sont les suivants : Paris : — 2 heures ; Léningrad : néant ; Samarkand : + 2 heures ; Tachkent et Alma-Ata : + 3 heures ; Novosibirsk : + 4 heures ; Irkoutsk et Bratsk : + 5 heures.

Mardi 13 septembre 1966.

Rencontre et entretien avec des députés du Soviet suprême de l'U.R.S.S. membres des commissions de planification et du budget (M. Iasnov, président de la Commission du Soviet des Nationalités ; M. Gromov, député ; M. Joukov, député, président du groupe parlementaire d'amitié franco-soviétique ; M. Manoïlo, vice-ministre des finances).

Réception par M. Spiridonov, président du Soviet de l'Union.

Visite du Kremlin, palais des Terems, appartement et mausolée de Lénine.

Déjeuner à l'Ambassade de France.

Visite d'un chantier et d'un appartement.

Dîner organisé par le Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Visite du métropolitain.

Mercredi 14 septembre 1966.

Départ pour Léninegrad.

Entretien au Comité exécutif de la ville (M. Filonov, vice-président du Comité exécutif, président de la Commission du Plan ; M. Naoumov, sous-directeur de la direction de l'architecture et du plan).

Visite de plusieurs quartiers résidentiels.

Jeudi 15 septembre 1966.

Visite du combinat de construction Oboukhovski.

Suite de la visite de la ville.

Dépôt d'une gerbe au cimetière commémoratif du siège, Piskarev.

Spectacle de ballets : « Le Corsaire » d'Adam.

Vendredi 16 septembre 1966.

Musée de l'Ermitage.

Départ pour Tachkent, via Moscou.

Samedi 17 septembre 1966.

Arrivée à Tachkent.

Tour de ville.

Départ pour Samarkand.

Dimanche 18 septembre 1966.

Visite de la ville.

Spectacle d'opéra ouzbekh : « Khamza » de Iachine.

Lundi 19 septembre 1966.

Départ pour Alma-Ata, via Tachkent.

Projection de documentaires sur le Kazakhstan, aux studios « Kazakh Films ». (M. Cmaïlov, vice-président du Comité d'Etat pour le cinéma du Conseil des Ministres du Kazakhstan, directeur des studios).

Mardi 20 septembre 1966.

Entretien au Soviet suprême de la République socialiste soviétique du Kazakhstan (M. Zakarin, président du Soviet suprême ; Mme Ramazanova, secrétaire du Présidium du Soviet suprême ; Mme Kirbaeva, député ; Mme Sadykoja, vice-ministre des finances ; M. Irsaliev, vice-président du Comité exécutif du Soviet de la région d'Alma-Ata).

Entretien au Comité exécutif du Soviet de la région d'Alma-Ata (M. Douissenov, président du Comité exécutif ; Mme Akhme-dova, vice-président du Soviet ; M. Mendykoulov, architecte en chef de la ville).

Visite de la ville et de nouveaux quartiers.

Promenade en montagne.

Départ pour Irkoutsk, via Novosibirsk.

Mercredi 21 septembre 1966.

Arrivée à Irkoutsk.

Entretien au Comité exécutif du Soviet de la région d'Irkoutsk (M. Maltsev, président du Comité exécutif de la région ; M. Salatsky, président du Soviet d'Irkoutsk).

Visite de la ville.

Combinat d'aluminium de Chelikov.

Documentaires sur la Sibérie.

Jeudi 22 septembre 1966.

Départ pour Bratsk.

Réception par M. Verchinine, président du Soviet de Bratsk.

Visite du combinat forestier.

Visite de la centrale hydro-électrique.

Déjeuner offert par le Soviet de Bratsk.

Visite d'une maison de repos.

Retour à Irkoutsk.

Vendredi 23 septembre 1966.

Promenade sur le lac Baïkal.

Institut limnologique.

Déjeuner offert par le Soviet de la région d'Irkoutsk.

Retour à Irkoutsk.

Samedi 24 septembre 1966.

Départ pour Novosibirsk.

Visite de la ville.

Dimanche 25 septembre 1966.

Entretien au Comité exécutif du Soviet de Novosibirsk (M. Zabaoulev, vice-président du Comité exécutif ; M. Kojevnikov, directeur adjoint de la direction régionale des finances ; M. Kolinko, vice-président du Soviet de Novosibirsk).

Visite de l'usine de matériel électrique « Sib Electro-jazhmach ».

Visite de la cité scientifique d'Akademgorod.

Réception par M. Lavrentiev, président de la filiale sibérienne de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S.

Visite de l'Institut de géologie et de géophysique (M. Soboliev, académicien, directeur de l'Institut).

Visite de l'Institut de génétique et de cytologie (M. Belaiev, directeur de l'Institut).

Retour à Novosibirsk et départ pour Moscou.

Lundi 26 septembre 1966.

Retour à Paris.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

APERÇU GENERAL DE L'UNION SOVIETIQUE

Il n'est pas question d'essayer de refaire, dans ce chapitre introductif, une description complète de l'Union soviétique et de son régime. Cela a été fait dans un nombre incalculable de manuels, de livres, d'études et d'articles. Nous donnerons d'ailleurs, à la fin de ce rapport, une brève bibliographie qui, sans prétendre être exhaustive, bien loin de là, permet de se reporter à quelques ouvrages de base.

Ce que nous avons voulu faire ici, c'est seulement un rappel, extrêmement schématique car le sujet est immense, de la réalité soviétique contemporaine. Ceci afin de tracer les grandes lignes du contexte — pour reprendre un terme fort à la mode — à l'intérieur duquel prend place le phénomène urbain en U. R. S. S.

A. — DIMENSIONS

La superficie de l'U. R. S. S. est à l'échelle des continents. Au total, ce pays couvre 22,4 millions de kilomètres carrés (Afrique : 30,3 millions ; Amérique du Nord : 21,5 ; Europe : 10,2), ce qui représente le sixième des terres émergées.

Aucun pays n'approche, même de loin, pareil gigantisme (Canada : 9,9 millions de kilomètres carrés ; Chine : 9,7 ; Etats-Unis : 9,3 ; Brésil : 8,5 ; Australie : 7,7 ; France : 0,5, soit plus de quarante fois moins).

Les points extrêmes de l'U. R. S. S. sont distants de près de 5.000 kilomètres du nord au sud, de près de 10.000 d'est en ouest.

Onze fuseaux horaires découpent cette immensité où le jour est près de s'achever à l'est quand il commence à se lever à l'ouest.

Voisine de douze pays, l'U. R. S. S. a 60.000 kilomètres de frontières, dont les deux tiers sont maritimes.

B. — CLIMAT

L'U. R. S. S. est principalement un pays nordique. Sur 22,4 millions de kilomètres carrés, plus de 7 sont situés au nord du 60° parallèle et près de 17 au nord du 50°. Cependant son étendue en latitude lui permet d'atteindre la zone subtropicale.

C'est aussi un pays continental, donc éloigné des influences océaniques qui tempèrent les excès climatiques.

Cette continentalité place la Russie d'Europe dans la situation climatique de la prairie canadienne. Au-delà de l'Oural, la violence des contrastes de température devient extrême. A la latitude de Stockholm, dans ces régions, le thermomètre dépasse 25° l'été et descend au-dessous de moins 50° l'hiver.

Autre conséquence de la continentalité, l'U. R. S. S. est un pays sec. La plaine russe reçoit moins de 500 millimètres de précipitations, la Sibérie moins de 400. En Asie soviétique, où il ne tombe que 100 à 300 millimètres, c'est le désert.

La zone de l'agriculture permanente et du peuplement continu prend donc place entre les solitudes glacées du Nord, au sous-sol perpétuellement gelé, et les déserts arides aux étés brûlants.

C. — RELIEF

Les montagnes sont rares et situées, sauf l'Oural, à la périphérie du territoire, au Sud et à l'Est (Carpates, Crimée, Caucase, Kopet-Dagh, Pamir, Tian Chan, Altaï, Saïan, Iablonovyi, Stavonoï, chaînes de l'Extrême-Orient). Au Caucase, les points culminants dépassent 5.000 mètres ; dans le Pamir et le Tian Chan, ils approchent 8.000 mètres.

Ce qui caractérise donc l'U. R. S. S., ce sont les horizons parfaitement plans de plaines et de plateaux, qui couvrent environ les trois quarts du territoire.

Ce relief si peu contrasté ne permet pas, l'Oural mis à part, une classification zonale des paysages naturels qu'il est préférable de caractériser par la nature des sols et des végétations.

D. — ZONES VÉGÉTALES

Au nord, sur une largeur qui atteint plusieurs centaines de kilomètres en Sibérie, c'est la zone du désert froid de la toundra, faite de mousses et de lichens, au sous-sol perpétuellement gelé (phénomène de la merzlota).

Vers le sud, l'apparition de quelques buissons puis de petits arbres tordus et noueux, prélude à la grande forêt du nord, la taïga, qui couvre 7 millions de kilomètres carrés. La rudesse du climat fait que cette forêt est assez peu variée et souvent assez chétive. Elle est composée essentiellement de conifères.

Vient ensuite la steppe russe aux sols noirs : les fameux Tchernoziom. C'est la zone de la civilisation agricole.

On passe progressivement, en fonction de l'aridité croissante, des labours aux pâturages à moutons.

Les déserts de l'Asie soviétique sont évidemment parsemés d'oasis. Plus exactement, il s'agit d'une zone de piémont irriguée par les cours d'eau qui descendent des hautes montagnes de l'Asie centrale. Ces ressources hydrauliques ont permis la mise en valeur d'une contrée aussi déshéritée que la « steppe de la faim », au sud de Tachkent.

L'U. R. S. S. possède encore d'autres jardins subtropicaux ou méditerranéens en bordure du Caucase, en Abkhasie, en Géorgie et sur la côte de Crimée.

E. — DÉMOGRAPHIE

La population de l'U. R. S. S. peut être évaluée actuellement à 235 millions de personnes, ce qui place ce pays au troisième rang dans le monde, loin derrière les géants démographiques chinois et indien.

Cette population s'accroît en moyenne d'environ 3,3 millions d'unités depuis 1959.

Au XVIII^e siècle, l'empire de Pierre-le-Grand n'était pas plus peuplé que la France. La croissance a donc été prodigieuse depuis lors, sans immigration (au contraire, une émigration non négligeable s'est produite après la Révolution) et malgré les pertes dues aux deux guerres mondiales (la seconde a coûté à l'U. R. S. S. 17 millions de morts et un déficit de naissances d'environ 10 millions).

F. — NATIONALITÉS

Cette population se répartit en groupes nationaux très divers, dont la personnalité est reconnue et consacrée par la structure fédérale de la Constitution. L'U. R. S. S. est une fédération de 15 Républiques socialistes soviétiques ayant chacune leur langue nationale parlée et enseignée à côté du russe.

Au total, on dénombre jusqu'à 126 peuples et nationalités, certains ne comptant, il est vrai, que quelques centaines de représentants.

Le groupe essentiel est constitué par les Slaves, subdivisés en trois rameaux : les Russes (114 millions au recensement de 1959, sur une population totale de 208,8 millions) ; les Ukrainiens (37 millions) et les Biélorussiens (8 millions). Ce groupe représente donc à lui seul les trois quarts de la population soviétique.

Pour le reste, la diversité est extrême, allant des Lituaniens, d'origine germanique, aux Kirghiz, Ouzbeks, Turkmènes et Kazakhs, d'origine turcomane et mongole, en passant par les innombrables peuples du Caucase (Géorgiens et Arméniens notamment), les Estoniens, d'origine asiatique, et les Moldaves, apparentés aux Roumains. Le plus important de ces groupes nationaux non slaves est celui des Ouzbeks (6 millions, soit 2,8 % de la population en 1959).

G. — ECONOMIE

L'économie soviétique est devenue la seconde du monde après celle des Etats-Unis (1). Sa puissance et sa solidité ne sont plus contestables.

1. *Les principes.*

Cette économie repose sur les principes du socialisme marxiste, intégrés à la réalité russe par Lénine.

Aux termes de la Constitution, la terre, les eaux, les forêts, le sous-sol et ses ressources, les voies et moyens de communication, les usines et tous les instruments et moyens de production, ainsi

(1) Pour une description plus détaillée, on se reportera avec beaucoup de fruit à l'excellent rapport d'information (Sénat n° 93, session 1965-1966) établi par une délégation de la Commission des Affaires économiques et du Plan.

que les entreprises municipales et la plus grande partie des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont « propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple entier » (art. 5). La gestion en est exercée par l'Etat ou par toute autre collectivité qui en est investie par lui : république fédérée, région, ville ou coopérative.

En attendant l'économie d'abondance qui permettra l'avènement de la société communiste, réglée par le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », l'économie socialiste fait figure d'économie de construction et de transition entre la révolution qui a mis fin au capitalisme et le passage au communisme.

L'objectif immédiat est donc le développement aussi rapide que possible de la production et de l'équipement. En 1913, l'empire russe produisait dix fois moins de produits industriels essentiels que les Etats-Unis. Aujourd'hui, l'Union soviétique se rapproche du niveau de production globale de son grand rival. Les deux pays sont à la tête des techniques les plus avancées (énergie atomique, recherche spatiale).

Cependant, l'écart demeure sensible en ce qui concerne la production considérée par tête d'habitant et le niveau de vie individuel, ce qui s'explique d'ailleurs dans une large mesure par le fait que les Etats-Unis bénéficient des équipements et du confort issus de cent ans d'investissements massifs.

2. *Les plans.*

L'économie socialiste soviétique est une économie planifiée. La compétence du plan s'étend à tous les domaines. Il comporte aussi bien les prévisions de productions que la fixation des prix de détail. Ses objectifs sont à la fois sectoriels et régionaux.

A la planification centralisée à l'excès du début du régime a succédé une conception plus souple. La complexité croissante de l'économie rend en effet inapplicable une direction unique de toutes les activités. C'est ce qui a conduit à la création de régions économiques, chargées de responsabilités pour l'établissement et l'exécution du plan au niveau local (sovnarkhoz).

3. *Les conditions du développement économique.*

L'immensité de son territoire est à la fois un handicap et un avantage pour l'U. R. S. S. Handicap à cause des distances, avantage à cause de la diversité et de l'importance des ressources disponibles. Les réserves déjà exploitées font de ce pays une puissance économique considérable. Celles qui ne le sont pas encore lui ouvrent d'infinies perspectives de croissance.

L'empire russe, un des derniers venus parmi les pays d'économie capitaliste, n'avait pas transmis au nouveau régime une économie développée. Le retard de l'industrie et de l'agriculture était important en 1917.

A ce désavantage sont venus s'ajouter les destructions importantes des deux guerres mondiales et de la guerre civile ; l'antagonisme avec les pays capitalistes, qui a limité les possibilités d'échanges et d'approvisionnement ; le risque permanent d'une épreuve de force, qui a conduit ce pays à soutenir un très coûteux effort d'armement au moment même où il poursuivait son immense entreprise de développement économique.

Malgré tous ces handicaps, l'essor de l'économie soviétique a été considérable. La croissance des industries d'équipement, les fameuses industries lourdes, a été spectaculaire. Par contre, celle des biens d'usage a été beaucoup plus lente. Entre 1930 et 1960, la production d'acier a été multipliée par 20, celle des tissus par 3.

L'agriculture, qui a reçu mission de nourrir la population industrielle et urbaine, a connu de graves difficultés. Les récentes réformes tendant à libéraliser le système et à mieux rémunérer les paysans semblent devoir permettre d'améliorer enfin la production d'un secteur dont les insuffisances ont lourdement pesé sur l'élévation du niveau de vie général, en gênant l'approvisionnement d'une population urbaine en constant accroissement.

Car l'industrialisation, et son corollaire l'urbanisation, ont marqué profondément l'ère soviétique, bouleversant l'économie et l'aspect de cet immense territoire. Le phénomène urbain a été l'une des caractéristiques fondamentales de l'évolution de la société de ce pays depuis près d'un demi-siècle.

N. B. — La monnaie soviétique, le rouble, vaut 5,45 F, au taux de change officiel. Il y a 100 kopecks dans un rouble.

CHAPITRE PREMIER

LE DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION EN U. R. S. S.

L'urbanisation, phénomène caractéristique des sociétés contemporaines, a pris en Union soviétique un rythme et une ampleur tout à fait considérables, qui ont fait de cet immense pays, très largement rural à la fin du régime tsariste, un de ceux où tous les problèmes du développement et de l'aménagement des agglomérations urbaines se sont posés, « depuis la ville polaire jusqu'à l'oasis, depuis la cité historique vénérable jusqu'aux créations les plus récentes et les plus artificielles » (1), faisant de l'U. R. S. S. une sorte de « laboratoire de l'urbanisme moderne » (1).

En effet, l'étude de cette évolution est extrêmement intéressante non seulement par sa profondeur et sa rapidité propres, mais aussi parce qu'elle concerne une nation dont les dimensions n'ont de commune mesure qu'avec celles de bien peu d'autres et dont le régime politique, économique et social implique une approche particulière du phénomène urbain.

Etroitement liée à l'industrialisation et, plus généralement, à un colossal effort d'accélération et de planification du développement économique destiné à permettre l'instauration aussi rapide que possible d'une société d'abondance, objectif suprême de l'idéologie du régime, l'urbanisation a bouleversé les conditions de vie séculaires du peuple soviétique.

Ce bouleversement a évidemment touché, au premier chef, les masses rurales que de gigantesques migrations ont transplantées dans les villes. Il a également atteint les citadins de plus vieille date, dont l'existence dans les centres urbains du régime tsariste était le plus souvent sordide et pitoyable, ainsi que l'illustre, sous des aspects extrêmes il est vrai, le drame célèbre de Gorki : « *Les bas-fonds* ».

Mais ce bouleversement n'a pas eu qu'un caractère quantitatif et socio-économique. Dans ce vaste territoire aux dimensions d'un continent, l'urbanisation a accompagné la mise en valeur d'im-

(1) Beaujeu-Garnier et Chabot : *Traité de géographie urbaine*.

menses espaces dont les énormes ressources ont enfin été exploitées en grand. Cette autre forme de migration, liée à l'exode rural mais aussi à des transferts de populations déjà urbanisées, a permis le peuplement de régions où la densité humaine était infime.

Il convient donc d'examiner successivement :

- les aspects démographiques de l'urbanisation ;
- les aspects géographiques.

I. — Les aspects démographiques de l'urbanisation.

Schématiquement, ces aspects peuvent se résumer dans l'urbanisation considérable et accélérée d'une population qui, sous le régime tsariste, était très largement rurale.

L'ampleur et la rapidité de cette urbanisation ont bouleversé les données démographiques, posant évidemment d'importants problèmes d'aménagement dans des agglomérations en expansion constante, dont certaines étaient créées sur des emplacements absolument vides.

A. — LA SITUATION AVANT LA RÉVOLUTION

1. *Prédominance de la population rurale.*

Avant la révolution, la population de l'empire russe est demeurée très largement rurale, malgré un début d'industrialisation.

Les données du recensement de 1897, le seul effectué sous le régime tsariste, fournissent une bonne idée de la structure de la population d'un pays disposant d'immenses ressources, notamment en hommes, mais retardataire dans le domaine économique et social. Les citoyens ne représentent alors que 15 % de la population totale. Dans les pays capitalistes les plus avancés, ce taux était déjà beaucoup plus élevé. En 1913, on compte encore moins de 25 millions de citoyens, soit 17,7 % de la population.

2. *Les caractéristiques de l'urbanisation sous le régime tsariste.*

Au XIX^e siècle, les vieilles villes russes sont comparables, par leurs fonctions et une partie de leurs aspects, aux villes du XVIII^e siècle en Europe occidentale. Ce sont des centres commer-

ciaux et administratifs de type encore semi-féodal, des résidences de propriétaires fonciers, des garnisons et des sièges de foires périodiques. En fait, mises à part les villes historiques, les anciennes capitales d'Etat et les capitales de province, comme Kiev et Riga, et les deux métropoles de Saint-Pétersbourg et de Moscou, ce sont des villes à peine urbanisées, dont la population est très peu nombreuse.

A partir des années 1880, le développement de l'industrie anime des bourgades pourvues d'ateliers ou de petites manufactures et fait apparaître un type de ville nouveau, la ville industrielle, avec ses usines, ses baraquements où logent, dans une grande promiscuité, les familles d'ouvriers ou les jeunes paysans venus seuls travailler pendant quelques années à l'usine pour gagner un petit pécule. Il faut remarquer que, dès le début de cette industrialisation, on a créé de grandes entreprises employant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'ouvriers. L'exemple le plus connu est celui des usines Poutilov, à Saint-Petersbourg.

Cette évolution a faussé le classement administratif en vigueur. Alors que des villes industrielles dont la population s'est brusquement accrue y figurent encore comme villages, des centres administratifs, dont la population est petite et stationnaire (moins de 2.000 habitants) y sont comptés comme villes, bien qu'ils soient restés de véritables villages.

Un autre phénomène a joué. La construction des chemins de fer a naturellement suscité des fonctions urbaines de type moderne autour des gares et des bifurcations de voies ferrées. Ainsi, le Transsibérien a fait naître des villes nouvelles comme Oufa (651.000 habitants en 1964) et Tchéliabinsk (790.000 habitants) de part et d'autre de l'Oural, ou encore Novosibirsk (plus d'un million d'habitants actuellement) en pleine Sibérie occidentale.

Cependant, les conséquences de cette évolution sont demeurées limitées puisque les citadins ne représentent encore que 15 % de la population totale au recensement de 1897. Alors que cette dernière était déjà considérable à cette date (100 millions de personnes), on ne comptait que 17 villes de plus de 100.000 habitants (1) : Léningrad (Saint-Pétersbourg, Pétrograd) : 1.267.000 habitants ; Moscou : 989.000 ; Odessa : 405.000 ; Riga : 283.000 ; Kiev : 249.000 ; Kharkov : 171.000 ; Tbilissi (Tiflis) et Vilnius (Vilna,

(1) Les noms entre parenthèses sont les appellations d'ancien régime.

Vilno) : 160.000 ; Tachkent : 157.000 ; Saratov : 133.000 ; Kazan : 132.000 ; Dniépropétrovsk (Iékatérinoslav) : 121.000 ; Rostov-sur-le-Don : 120.000 ; Astrakhan : 113.000 ; Bakou : 112.000 ; Toula : 111.000 ; Kichinov (Kichinev) : 109.000.

Dans l'ensemble, à la veille de la première guerre mondiale, une trentaine d'agglomérations seulement méritaient le nom de villes. Le cadre de vie proprement urbain n'y occupait d'ailleurs qu'un espace très restreint.

Au surplus, en dehors des agglomérations de Russie d'Europe, les métropoles de l'époque sont essentiellement de gros villages de type traditionnel, c'est-à-dire une ville de boue à laquelle sont juxtaposés les quartiers militaires et administratifs « européens ». Ceci est le cas dans les districts coloniaux d'Asie, même pour Tachkent, malgré ses 157.000 habitants, ainsi que pour Tbilissi (160.000 habitants). L'entassement de paysans chassés de leurs terres par les expropriations, attirés par l'espoir d'un emploi urbain, est d'ailleurs tel que les chiffres des recensements ne rendent pas compte du réel afflux de familles dont beaucoup cherchent à se soustraire au contrôle de l'autorité. Ainsi on estime, qu'en réalité, la population de Tachkent était, en 1897, de 200.000 personnes au moins.

En résumé, le legs du régime tsariste est pauvre pour ce qui concerne l'urbanisation : une population urbaine peu nombreuse vivant dans un cadre plus qu'insuffisamment aménagé.

B. — L'URBANISATION ACCÉLÉRÉE DE LA PÉRIODE SOVIÉTIQUE

C'est à une transformation profonde et accélérée du réseau urbain que va très rapidement aboutir la politique du nouveau régime.

Après avoir rappelé les causes de cette transformation, nous en examinerons les données numériques et les différents modèles de son déroulement.

1. *Les causes de l'essor urbain.*

a) *Les causes idéologiques.*

Le régime soviétique a, pour des raisons idéologiques évidentes, cherché à transformer les structures de la population en augmentant considérablement le nombre des ouvriers et des employés

urbains, qui représentent l'une des bases fondamentales de la nouvelle société. En 1913, en effet, les paysans et les artisans représentaient 65 % de la population, la bourgeoisie 16 % et les ouvriers et employés seulement 17 %.

b) *Les causes sociales.*

Indépendamment de toute considération idéologique, c'est d'ailleurs un trait commun à toutes les sociétés en voie de développement de provoquer un transfert important des populations des campagnes vers les villes. L'Union soviétique n'a donc pas échappé au phénomène de l'exode rural.

c) *Les causes économiques.*

L'industrialisation et le progrès économique général provoquent naturellement un développement parallèle de l'urbanisation. En U. R. S. S., cette évolution a eu un double caractère, beaucoup plus nettement marqué que dans la plupart des autres pays ayant bénéficié d'une importante industrialisation. En premier lieu, les villes anciennes ont vu leur croissance s'amplifier et s'accélérer à un rythme rarement atteint ailleurs. En second lieu, la mise en valeur de nouvelles ressources naturelles et de nouvelles régions ont entraîné l'apparition de « villes-champignons » dans une proportion jamais atteinte en un temps aussi court dans d'autres pays.

D'autre part, de nombreuses agglomérations rurales ont acquis le caractère urbain, soit du fait de l'implantation d'usines, soit de celui du transfert d'une partie notable de leur population active d'un type de travail rural à un type de travail industriel ou tertiaire.

2. *Les chiffres de l'évolution.*

Pour retracer cette évolution, on dispose des données des recensements de 1897, de 1926, de 1939 et de 1959. En outre, divers travaux ont été effectués pour d'autres années (1913, 1938, 1961).

Les chiffres de 1926 n'indiquent pas encore de changements économiques et démographiques essentiels. Les séquelles de la première guerre mondiale et de la guerre civile pesaient lourdement alors. Malgré les premières mesures prises par le nouveau régime, la population urbaine ne représentait encore que 18 % de la population totale en 1926, contre 15 % en 1897 et 17,7 % en 1913, soit 26,3 millions de citoyens sur 147 millions de Soviétiques.

Au moment de l'élaboration du premier plan quinquennal, en 1928, la population agricole représentait environ 83 % de la population active, alors qu'elle ne contribuait que pour 39 % au revenu national. Le rapprochement de ces deux chiffres illustre la mauvaise répartition des ressources de travail et surtout l'insuffisante productivité de l'agriculture d'alors.

Au recensement de 1939, la structure de la population avait, cette fois, profondément changé. Sur 170 millions d'habitants, 56,1 — soit 33 % — étaient des citadins. Parallèlement, les ouvriers et employés passaient de 17,3 % en 1928 à 52,5 % de la population.

Malgré ce quasi doublement du taux d'urbanisation, l'U. R. S. S. restait encore nettement moins urbanisée que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis. Dans ce dernier pays, par exemple, les citadins représentaient déjà 57 % de la population.

En 1959, année du dernier recensement, on était presque arrivé à l'équilibre. Avec une population de 99,7 millions sur un total de 208,8 millions, les villes regroupaient 48 % des habitants.

La population rurale avait poursuivi son déclin. De 1926 à 1939, elle était passée de 120,7 millions à 114,5 millions et son pourcentage était tombé de 82,5 % à 67 %. En 1959, elle n'est plus que de 109 millions, soit 52 % de la population.

Depuis 1960-1961, la population urbaine a dépassé la population rurale. Au 1^{er} janvier 1962, la première était estimée à 111,8 millions sur un total de 219,7 millions de personnes. Ce chiffre représente un quasi doublement par rapport à 1939.

Cet accroissement, entre 1939 et 1962, est dû à plusieurs causes, dont les principales sont :

- l'accroissement naturel de la population déjà urbanisée (environ 8 millions) ;
- l'urbanisation d'agglomérations encore rurales en 1939 (environ 8 millions) ;
- l'exode rural (environ 25 millions) (1).

On le voit, la part de ce dernier facteur est considérable. Si l'on tient compte, en outre, des 18 millions de ruraux transplantés dans les villes entre 1927 et 1939, c'est une population rurale presque égale à la population totale de la France qui, en l'espace de 35 ans, a quitté la campagne pour la ville.

(1) Il faut également tenir compte :

- des villes situées sur des territoires devenus soviétiques entre 1939 et 1945 ;
- des modifications, du recensement de 1939 à celui de 1959, dans la définition de l'agglomération urbaine.

Ainsi, depuis un demi-siècle, tout s'est passé comme si la totalité de l'accroissement démographique s'était appliqué à la seule croissance urbaine. Désormais, avec un taux d'urbanisation d'environ 52 %, la population soviétique a rattrapé la moyenne européenne.

Cependant, il y a lieu de souligner l'importance encore considérable des paysans, qui constituent environ 30 % de la population soviétique. En raison des efforts de toute sorte poursuivis en vue d'accroître la productivité du travail agricole, il est certain que cette proportion ira en diminuant. Il serait vain d'escompter, néanmoins, qu'elle puisse descendre, avant longtemps, au niveau atteint par les Etats-Unis.

En résumé, on peut dire que la population urbaine a presque quadruplé entre 1913 et 1959, alors que la population totale ne s'est accrue que de 50 %.

Au recensement de 1959, sur 4.600 agglomérations, 1.462 (soit 31,7 %) étaient déjà considérées comme urbaines en 1926, alors que 2.412 (soit 52 %) le sont devenues entre ces deux dates. Le reste est situé sur des territoires qui ne sont devenus soviétiques qu'entre 1939 et 1946. Les localités de ce dernier groupe ont donc, jusqu'à une date relativement récente, connu des conditions générales de développement différentes, celles d'une société non socialiste.

La comparaison des chiffres des deux premiers groupes montre la prédominance des agglomérations qui ne sont devenues urbaines qu'après l'instauration du régime soviétique.

3. Les différents types de développement urbain.

Le caractère absolu du changement de régime, consécutif à la révolution de 1917, et les conditions nouvelles du développement économique permettent une classification des villes soviétiques en trois types, selon la nature de leur évolution.

a) La ville ancienne au développement ralenti.

Certaines localités, déjà urbanisées avant 1917, n'ont connu, pendant la période soviétique, qu'un accroissement inférieur à 100 % en trente-cinq ans. Il semble donc qu'elles n'aient pas trouvé dans le nouveau système les conditions propres à une croissance

vigoureuse, comme celle dont les autres villes ont largement bénéficié en s'intégrant au phénomène général d'urbanisation et d'industrialisation qui a caractérisé la société soviétique depuis l'origine.

On peut citer le cas de Krementchoug (58.648 habitants en 1926, 86.000 en 1959) et de Pskov (43.226 habitants en 1926, 81.000 en 1959).

b) *La ville ancienne au développement important.*

Beaucoup de localités urbanisées avant 1917 ont, au contraire, connu un essor considérable sous le régime socialiste, qui a accéléré leur croissance.

Tel est le cas de Kiev (247.000 habitants en 1897, 513.000 en 1926, 847.000 en 1939 et 1.292.000 en 1964) et d'Ivanovo (54.000 habitants en 1897, 111.000 en 1926, 285.000 en 1939 et 332.000 en 1959).

c) *La ville neuve.*

Cette catégorie se subdivise en deux groupes.

Le premier comprend des villes qui, à partir d'un petit noyau urbain ancien, d'une autre essence fonctionnelle que la ville actuelle, ont connu une croissance considérable. C'est le cas de Sverdlovsk, devenue un important centre industriel et qui a succédé à l'ancienne Ekaterinenbourg, relais sur la route des bagnes de la Sibérie tsariste (55.000 habitants en 1897, 140.000 en 1926, 777.000 en 1959, 900.000 en 1964). Celui de Novosibirsk, qui fut d'abord une cité ouvrière, créée en 1893 pour la construction du Transsibérien et qui est devenue la grande métropole industrielle, commerciale et universitaire de la Sibérie occidentale (8.000 habitants en 1897, 120.000 en 1926, 406.000 en 1939, 887.000 en 1959, plus d'un million aujourd'hui).

Le second groupe comprend les villes créées sur un site vierge et qui fournissent les exemples les plus spectaculaires d'un essor urbain *ex nihilo*. C'est le cas de Karaganda, qui ne figure même pas au recensement de 1926 (165.000 habitants en 1939, 400.000 en 1959). De même, Bratsk, qui n'existait pas en 1945, est passée de 51.000 habitants en 1959 à 150.000 actuellement. Elle doit atteindre le chiffre de 300.000 dès 1970.

II. — Les aspects géographiques de l'urbanisation soviétique.

Les aspects géographiques de l'urbanisation soviétique sont essentiels pour la compréhension de sa nature. En effet, l'immensité du territoire et l'insuffisance de la dissémination à travers cet espace des centres urbains sous le régime tsariste ont donné au phénomène urbain depuis 1917 un caractère particulier : celui d'un symbole et d'un moyen de la mise en valeur de vastes régions jusque-là aussi pauvres en habitants qu'elles étaient riches en ressources naturelles à peu près inexploitées.

Plus généralement, l'extraordinaire et rapide accroissement de la population urbaine a posé dans toutes les agglomérations des problèmes considérables.

Nous examinerons successivement :

- la situation avant la révolution ;
- les causes de transformation de la répartition des centres urbains ;
- la structure actuelle du réseau urbain soviétique.

A. — LA SITUATION AVANT LA RÉVOLUTION

Elle se caractérisait par la prédominance des régions occidentales, c'est-à-dire la Russie d'Europe, pour le nombre et la densité des agglomérations urbaines, et par l'insuffisance du réseau urbain dans les autres régions de l'empire.

1. *La prédominance des régions occidentales.*

Ce qui caractérisait le réseau urbain sous le régime tsariste, c'était essentiellement sa très forte concentration dans les régions situées à l'ouest de l'Oural. Ce déséquilibre était conforme aux données de l'histoire — les peuples slaves de ces régions avaient fait l'empire russe —, de la démographie — la densité humaine était beaucoup plus élevée dans l'ensemble à l'ouest qu'ailleurs — et de l'économie — le développement économique avait commencé à l'ouest et était demeuré très faible à l'est.

Les autres régions de l'empire, malgré leur étendue bien supérieure, ne portaient qu'un pourcentage réduit de la population. Sauf dans quelques zones très limitées — Caucase, oasis d'Asie centrale — la densité y était extrêmement faible, parfois même quasi nulle.

Au surplus, la position en latitude rendait une partie de cet immense territoire pratiquement inhabitable, au moins d'une façon importante et continue. On peut dire, en effet, que les deux tiers du pays se trouvent dans ce cas soit à cause du froid au Nord, soit à cause du climat désertique au Sud.

Dans ces conditions, il ne serait pas très logique de calculer la densité du peuplement en considérant la totalité de la superficie du pays.

Au début du xx^e siècle, la Russie se trouvait encore très largement dans la situation d'un pays neuf. La colonisation de l'espace agricole n'avait vraiment commencé que depuis moins de deux siècles en Russie d'Europe, depuis un demi-siècle ou même beaucoup moins en Sibérie et en Asie.

Un premier mouvement migratoire, consécutif à la vague d'expansion démographique du xviii^e siècle, avait provoqué une sorte de colonisation de type agricole, qui avait conduit des vagues successives de colons de la zone forestière vers les steppes cultivables. Au xix^e siècle, une certaine stabilisation avait paru s'opérer en Europe.

Au début du xx^e siècle, on pouvait résumer la situation de la façon suivante pour les régions européennes :

- le nord, au-delà du 60^e parallèle, portait des densités inférieures à 30 habitants au kilomètre carré ;
- la région des forêts mixtes avait des densités de 30 à 60 ;
- les terres noires d'Ukraine atteignaient ou dépassaient 80 ;
- la Russie méridionale (mer d'Azov, mer Noire), touchée plus tard par la colonisation, restait en dessous de 40 ;
- les steppes arides du sud-est étaient entre 15 et 10, ainsi que les plateaux situés à l'est de la Volga.

En Asie, le peuplement était resté très discontinu. La région du Caucase bénéficiait d'un peuplement assez homogène (de 11 à 45 habitants au kilomètre carré en Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie, Daghestan, Karatchaïs-Tcherkesses et Ciscaucasie) :

L'Asie centrale avait un peuplement beaucoup plus contrasté. Les oasis de piémont et les vallées de l'Ouzbekistan avaient une densité de 30 à 60 qui, localement, atteignait 100. Inversement, de vastes étendues de steppes et de déserts avaient environ deux habitants au kilomètre carré.

L'Oural central et méridional et le sud de la Sibérie occidentale avaient des densités comprises entre 7 à 20.

La Sibérie centrale ne possédait que des foyers isolés de peuplement dans les zones minières. Les effectifs des tribus indigènes étaient insignifiants. La densité générale, de l'ordre de 1,5 à 2, ne traduisait pas la réalité. Elle correspondait en fait à des îlots de peuplement séparés par le désert quasi absolu.

Les territoires de l'Extrême-Orient jusqu'au Pacifique étaient à peu près dans la même situation, avec une densité moyenne de 1 à 4, sauf dans le district méridional de l'Ossouri, où elle atteignait 8.

Le réseau urbain était à l'image de la densité humaine générale. La plupart des grandes villes se trouvaient à l'ouest de l'empire.

Sur 17 villes de plus de 100.000 habitants recensées en 1897, 14 étaient situées en Russie d'Europe, la Volga constituant la limite orientale de ce réseau.

Les trois autres villes étaient situées soit dans la zone de peuplement homogène du Caucase (Tbilissi et Bakou), soit dans un oasis d'Asie centrale (Tachkent).

2. *La faiblesse de l'urbanisation des autres régions.*

A l'exception des trois villes que nous venons de citer, les agglomérations des régions situées à l'est de la Volga étaient très peu importantes. Leur population était peu nombreuse et leur rayonnement très faible. En fait, d'ailleurs, leur position à l'intérieur de vastes zones à peine peuplées et à peine exploitées ne leur permettait pas un développement qui ne pouvait reposer sur les ressources humaines et économiques d'un arrière-pays à peu près inexistant à ces points de vue.

Au Caucase, Erivan (600.000 habitants aujourd'hui) n'en comptait que 29.000 en 1897.

Dans l'Oural, Sverdlovsk (900.000 habitants) n'en avait que 55.000 ; Tcheliabinsk (800.000) : 20.000 ; Oufa (650.000) : 51.000.

En Sibérie, Novosibirsk (1 million) : 8.000 ; Omsk (700.000) : 37.000 ; Krasnoïarsk (520.000) : 27.000 ; Irkoutsk (420.000) : 51.000.

Au Kazakhstan, Alma-Ata (600.000) : 23.000. La steppe kazakhe s'étendait sur le futur emplacement de Karaganda (500.000 habitants actuellement).

En Extrême-Orient, la situation urbaine n'était pas meilleure. Khabarovsk (400.000 habitants aujourd'hui) : 15.000 en 1897 ; Vladivostok (360.000) : 29.000.

Les chiffres de population de ces agglomérations à la fin du XIX^e siècle illustraient donc l'extrême faiblesse du réseau urbain à l'est de la Volga. Certes, à l'échelle des populations et des superficies des pays d'Europe occidentale, des localités de plus de 50.000 habitants dans les années 1890, comme Sverdlovsk et Irkoutsk, auraient pu déjà paraître appréciables, parce qu'elles auraient représenté des sortes de villes-relais entre le monde rural environnant et les véritables grandes villes qui ne sont jamais éloignées de plus de 100 à 200 kilomètres. A l'échelle de ces territoires immenses, distants de plusieurs milliers de kilomètres des métropoles de la Russie d'Europe, ces chiffres illustraient au contraire la faiblesse extrême de la vie régionale.

Au surplus, ces données quantitatives ne suffisaient pas à rendre compte de l'insuffisance du réseau urbain de ces régions. Toutes ces villes ne jouaient aucun rôle important ni dans la vie politique, ni dans la vie économique, ni dans la vie intellectuelle du pays. Les unes étaient essentiellement des villes d'administration coloniales (Tachkent, Alma-Ata), les autres, des centres administratifs et commerciaux locaux qui assuraient à ces régions le minimum de vie collective indispensable et qui devaient surtout à leur position géographique au centre de vastes régions et sur la ligne du Transsibérien le peu de rayonnement qu'elles exerçaient.

Seule une ville comme Irkoutsk jouissait d'une influence plus notable, sur le plan intellectuel à cause des déportés politiques du tsarisme, sur le plan commercial à cause de la centralisation des fourrures rares provenant de la chasse dans la taïga.

L'aménagement intérieur de ces agglomérations était d'ailleurs très insuffisant. Les édifices monumentaux étaient rares, la voirie et les autres équipements collectifs très peu développés. Dans ce domaine également, l'urbanisation demeurait donc très médiocre.

B. — LES CAUSES DE TRANSFORMATION DE LA RÉPARTITION DES CENTRES URBAINS

La politique de développement économique intensif conduite par le pouvoir soviétique depuis son origine a certes, et bien naturellement, entraîné une croissance considérable du réseau urbain des régions occidentales qui étaient les seules à avoir déjà connu un certain « décollage » économique avant 1917 et qui disposaient d'importantes ressources agricoles et minérales. Mais elle a également provoqué une ample redistribution géographique de la population urbaine au bénéfice des autres régions qui n'ont pas été laissées en dehors du mouvement d'expansion générale.

La mise en valeur de ces régions répond au souci d'exploiter les ressources énormes qui s'y trouvent et, également, à des considérations d'ordre stratégique selon lesquelles ces territoires excentriques ont une importance essentielle. D'autre part, les dimensions du territoire ont donné aux problèmes des moyens de communication une importance absolument primordiale.

1. *La mise en valeur systématique de nouvelles régions.*

La mise en valeur de nouvelles régions a, en Union Soviétique, répondu à un double souci :

- exploiter les importantes ressources naturelles locales ;
- généraliser géographiquement le développement économique.

a) *Exploitation des ressources naturelles locales.*

La découverte et l'exploitation des nouveaux gisements a provoqué le développement, voire l'apparition, de très nombreuses et parfois très importantes agglomérations urbaines.

Ainsi, l'extraction du charbon et du lignite n'a cessé, tout en demeurant considérables dans les régions européennes (Moscou-Toula, Donbass), de se déplacer vers l'Est. Ce fut d'abord l'Oural (Kizel, Bredy, Dombrowsky, Bogolovsh, Iegorchino, Tcheliabinsk), puis la Sibérie (Kouzbass, Minoussinsk, Tcheremkovo), le Kazakhstan (Karaganda, Angren), l'Extrême-Orient (Bouréïa, Souchan, Sakhaline) et le Grand Nord (Petchora).

Il en est de même pour le pétrole. Le bassin de Bakou, malgré sa progression, a vu sa part diminuer dans la production totale avec la mise en exploitation de nouveaux gisements (Second Bakou, entre la Volga et l'Oural ; Emba, entre la Caspienne et l'Oural ; Oukhta, au Sud de la Petchora ; Asie centrale ; île de Sakhaline). De nombreuses usines de raffinage ont été créées soit sur les gisements ou sur les pipe-lines qui les desservent (Bakou, Batoum, Oufa, Kouybichev, Krasnodar, Groznyi, Guryev, Fergana), soit près des lieux de consommation (Moscou, Gorki, Iaroslav, Odessa, Saratov, Orsk).

L'électricité, abondamment produite par le bassin Volga-Kama, connaît actuellement un développement considérable en Sibérie orientale, avec les centrales géantes sur l'Angara et l'Ienisséi, et de puissantes centrales thermiques, ce qui entraîne la création ou l'expansion de centres industriels et urbains tels que Bratsk.

Le minerai de fer, d'abord extrait essentiellement du bassin de Krivoï-Rog en Ukraine, a été exploité également dans l'Oural méridional (Magnitogorsk). Pour diminuer la dépendance de certains centres sidérurgiques à l'égard des longs transports ferroviaires, de nouvelles mines ont été ouvertes en Sibérie occidentale, dans la presqu'île de Kola et dans le Kazakhstan.

La nécessité de disposer de ressources suffisantes en métaux non ferreux a pareillement suscité le développement de centres urbains dans l'Oural, la Sibérie, le Kazakhstan, l'Asie moyenne et l'Extrême-Orient.

b) Développement industriel des régions sous-développées.

L'U. R. S. S. est devenue la seconde puissance industrielle mondiale. La politique d'industrialisation suivie par le régime soviétique a tendu à créer de nouvelles régions industrielles. Elle a été un indéniable succès puisque aujourd'hui une bonne partie de la production industrielle soviétique est localisée dans l'Oural et à l'est de l'Oural, régions qui avant 1917, ne comptaient guère dans ce domaine. Ainsi l'ensemble du territoire a participé à l'expansion économique générale.

Les plus importantes nouvelles régions industrielles créées sont la moyenne Volga, l'Oural central et méridional, le Kazakhstan, le Koussbass et la Province maritime ainsi que de nombreux centres urbains dispersés en Sibérie, principalement de l'Oural au lac Baïkal (Novosibirsk, Irkoutsk,...).

Ainsi le complexe sidérurgique de Magnitogorsk, la ville du fer de l'Oural méridional, a été créé pour exploiter le gisement de fer, qu'on venait de découvrir, de la Magnitnaïagora. Décidé par le premier plan quinquennal, le complexe a commencé à fonctionner en 1932 et a été achevé en 1937. Par la suite, les plans y ont implanté d'autres industries que la sidérurgie (fonderies de zinc et de plomb, constructions mécaniques, caoutchouc synthétique, industrie atomique).

Dans l'Oural central existait, dès le régime tsariste, une petite activité industrielle. Cependant l'expansion de l'industrie y est récente et s'explique, ici aussi, par les objectifs des plans quinquennaux.

*
* . *

Au total donc, la nécessité d'exploiter de nouvelles ressources et la volonté de généraliser à l'ensemble du territoire le développement économique ont abouti à une profonde redistribution du réseau urbain, dont l'ensemble de l'Union soviétique a bénéficié. Il reste cependant, en raison de l'immensité de l'U. R. S. S. et des rigueurs de son climat, de vastes zones où le peuplement, urbain ou non, demeure très faible. Mais partout où cela a été possible ou nécessaire, industries et villes ont été créées et développées, si bien qu'à l'échelle des grandes régions économiques, on peut dire qu'aucune partie de l'U. R. S. S. n'a pas participé au mouvement général.

2. *L'amélioration des moyens de transport.*

Le développement industriel général et son corollaire, l'urbanisation, étaient nécessaires tant du point de vue économique que du point de vue idéologique. Mais il fallait encore que, dans ce pays immense, au climat rigoureux, il soit rendu possible par l'existence d'un réseau de moyens de transport suffisant pour permettre les échanges propres à toute activité économique moderne. L'inconvénient majeur de l'immensité est compensé par un relief qui, jusqu'aux montagnes de Sibérie orientale et du sud de l'Asie centrale, ne crée aucun obstacle sérieux aux communications d'ouest en est. Or celles-ci sont indispensables à l'unité d'un territoire qui a longtemps concentré dans sa partie occidentale l'essentiel de son activité. En effet,

le développement des régions orientales ne peut se faire qu'en liaison avec cet occident soviétique, bien que leurs possibilités de croissance autonome soient constamment améliorées.

a) *Les transports ferroviaires.*

Un gros effort a été fait par le régime soviétique pour développer le réseau ferroviaire qui, en 1913, était de 71.700 kilomètres. En 1958, ce réseau atteignait 211.300 kilomètres, dont 122.800 kilomètres de lignes d'intérêt général et 88.500 kilomètres de lignes d'intérêt local et de voies secondaires dépendant d'organismes et d'entreprises industriels.

Le trafic marchandises s'est d'ailleurs développé beaucoup plus vite que le réseau lui-même. Entre 1940 et 1956, par exemple, ce dernier s'est allongé de 14 % alors que le premier a été multiplié par 2,6.

D'après les chiffres de 1958, la densité moyenne du réseau est de 5,5 kilomètres aux 1.000 kilomètres carrés, soit beaucoup moins que dans de nombreux pays étrangers. Mais ce taux moyen est peu significatif, car une grande partie de la Sibérie n'a pas de voies ferrées, d'autres moyens de transport y étant, soit préférables, soit même les seuls susceptibles d'être mis en œuvre.

En fait la densité du réseau est plus élevée dans les régions occidentales (12,5 kilomètres aux 1.000 kilomètres carrés dans la partie européenne de la R. S. F. S. R.).

D'autre part, on construit les nouvelles voies ferrées principalement dans l'Oural, en Asie centrale, au Kazakhstan, en Sibérie et en Extrême-Orient, précisément pour permettre la mise en valeur de ces régions. La part de celles-ci dans le trafic marchandises est passée de 9,3 % en 1913 à plus de 36 % en 1955. Elle s'est encore accrue depuis.

b) *Les transports fluviaux.*

Le trafic marchandises des transports fluviaux a beaucoup moins augmenté que le trafic ferroviaire. Les conditions climatiques (cours d'eau gelés une grande partie de l'année) et l'orientation nord-sud ou sud-nord de la plupart des fleuves n'ont pas été propices à d'importants courants d'échanges dans le sens ouest-est qui est le plus utile. La principale voie fluviale demeure la Volga et ses affluents, notamment, en direction de l'Oural, la Kama.

c) *Les transports routiers.*

Les distances énormes et les rigueurs du climat ne donnent pas au réseau routier les mêmes possibilités que dans les pays d'Europe occidentale par exemple.

D'autre part, le pourcentage des routes à revêtement en dur, y compris celles recouvertes de gravillon, ne représente que moins de 20 % de la longueur totale du réseau.

Les communications interurbaines par autobus ont été largement développées. On comptait, en 1958, 5.085 lignes de ce genre.

d) *Les transports aériens.*

Le développement des transports aériens a été rapide en U. R. S. S., car ils sont les mieux adaptés pour la desserte d'un territoire aussi vaste. L'U. R. S. S. occupe d'ailleurs la première place au monde pour la longueur des lignes aériennes intérieures.

Moscou est reliée par des lignes régulières directes à toutes les capitales des républiques fédérées, aux villes importantes et aux stations climatiques du pays. Elle est également le centre d'un grand nombre de lignes internationales.

Les villes de Léninegrad, Kiev, Sverdlovsk, Novosibirsk, Krasnoïarsk, Irkoutsk, Khabarovsk, Tachkent, Alma-Ata, Minsk et Tbilissi sont d'importants nœuds de communication aériennes.

Votre délégation a été frappée par l'importance du réseau aérien soviétique intérieur. Sur les divers aéroports qu'elle a utilisés, de nombreux appareils étaient toujours stationnés. Au surplus, elle a remarqué la qualité et la diversité du matériel aéronautique, ayant voyagé dans les *Tupolev 104* et *114*, l'*Iliouchine 18* et l'*Antonov 10*.

e) *Les transports par pipe-line.*

Le développement de la production et de la consommation de produits pétroliers a entraîné la construction de nombreux oléoducs. Le prix de revient du transport du pétrole est en effet trois fois moins cher par oléoduc que par chemin de fer.

La découverte de nouveaux et importants gisements de gaz dans de nombreuses régions (Volga, Ukraine, Ciscaucasie, Boukhara et Khiva, Oural, Azerbaïdjan, Sibérie occidentale...) ont également amené les Soviétiques à installer ou à prévoir de nombreux gazoducs pour la desserte des grands centres urbains de consommation. Certains de ces gazoducs ont ou auront une longueur considérable.

3. *Les impératifs stratégiques.*

Dès avant la seconde guerre mondiale, la menace allemande avait conduit les dirigeants soviétiques à se soucier de réaliser une certaine décentralisation de leur potentiel économique trop concentré dans les régions occidentales les plus vulnérables. C'est évidemment vers l'est que ce mouvement devait s'opérer.

La menace japonaise allait dans le même sens, car elle rendait dangereuse l'insuffisance du peuplement des régions orientales. C'est pourquoi une sorte de colonisation de centres d'importance stratégique fut accomplie en Extrême-Orient, essentiellement par les jeunes. Ainsi les jeunes communistes (Komsomols) fondèrent, en 1932, une ville nouvelle sur le bas Amour : Komsomolsk.

La guerre a évidemment précipité cette évolution, devenue alors une condition essentielle de la survie et de la défense du pays. L'occupation par l'armée allemande des riches régions agricoles et industrielles de toute la partie ouest du territoire aurait pu asphyxier l'Union soviétique. On a évalué les dommages de guerre subis par ce pays à 5,4 fois le montant de son revenu national de 1940. En France, ces dommages représentent un peu plus d'une fois le revenu d'une année d'avant-guerre. Une bonne moitié du potentiel industriel et agricole, concentré dans les régions occidentales, fut ainsi détruite.

L'Union soviétique a surmonté ces difficultés formidables par une colossale entreprise de transferts d'entreprises vers l'est et de développement des ressources de cette partie du territoire pour compenser les pertes subies à l'ouest. Cette œuvre extraordinaire fut évidemment facilitée par la politique de mise en valeur de ces régions entreprise dès avant la guerre. Elle contribua à amplifier dans une énorme proportion l'industrialisation. Ainsi l'usine Staline de Moscou, qui employait 35.000 ouvriers, fut transférée dans quatre usines nouvelles créées à cet effet sur la Volga et dans l'Oural. Après la fin des hostilités, ces entreprises ont poursuivi leur développement d'une manière autonome et l'on peut dire que le résultat final du transfert fut le doublement de la capacité industrielle de l'usine évacuée, avec une nouvelle localisation de ce potentiel accru.

Cette politique de transferts d'entreprises a été accompagnée par l'augmentation systématique de la production énergétique et industrielle des zones orientales. Il fallut remplacer les ressources

de charbon, de fer, de pétrole et d'électricité perdues afin d'assurer aux usines transférées les moyens de fonctionner et aussi créer de nouvelles entreprises, notamment sidérurgiques et mécaniques, dans l'Oural, la Sibérie et l'Asie centrale.

Ces considérations stratégiques demeurent évidemment valables aujourd'hui, même si leur objet a changé. Elles continuent donc à renforcer la politique de décentralisation industrielle poursuivie depuis l'origine du régime soviétique.

Cette industrialisation particulière du temps de guerre a naturellement provoqué un essor parallèle des centres urbains dans les régions excentriques du pays. Cet accroissement de la population urbaine est évidemment devenu définitif, à la différence de celui qui, éphémère, résultait des arrivées de réfugiés dans les villes de l'Oural, de la Sibérie et de l'Asie moyenne.

C. — LA STRUCTURE ACTUELLE DU RÉSEAU URBAIN SOVIÉTIQUE

La structure actuelle du réseau urbain soviétique se caractérise donc à la fois par son importance démographique et par l'extension de sa dispersion géographique. Le taux d'urbanisation, déjà supérieur à 50 % et en accroissement continu, comme la répartition des villes sur l'ensemble du territoire, sont les deux aspects essentiels du phénomène urbain.

Après avoir examiné ces aspects généraux de la géographie des villes actuelles, nous analyserons le rôle de la ville dans le développement économique régional de l'Union soviétique.

1. *La géographie des villes en U. R. S. S.*

a) *Les données de l'évolution.*

L'urbanisation de l'Union soviétique a été prodigieuse. Pour s'en tenir aux plus grandes agglomérations, on comptait 17 villes de plus de 100.000 habitants en 1897, 31 en 1926, 82 en 1939, 148 en 1959.

Au point de vue géographique, ce phénomène se caractérise par son extension à l'ensemble du territoire. En 1897, trois villes seulement sur dix-sept appartenaient à des régions non spécifiquement européennes : Tbilissi et Bakou, au Caucase ; Tachkent, en Asie centrale. Dès 1926, avant même le début des plans quinquennaux, cette prédominance de la partie occidentale du territoire est entamée. Sur 31 villes de plus de 100.000 habitants, 11, soit plus

du tiers, sont situées hors de la Russie d'Europe proprement dite. Trois sont au Caucase, du nord-ouest au sud-ouest : Krasnodar, Tbilissi et Bakou ; deux dans l'Oural : Sverdlovsk et Perm (ex-Molotov) ; trois en Sibérie : Omsk, Novosibirsk et Irkoutsk ; deux en Asie centrale : Tachkent et Samarkand ; une en Extrême-Orient : Vladivostok.

Depuis 1926, accompagnant l'industrialisation et la mise en valeur régionale, l'expansion géographique de l'urbanisation s'est amplifiée considérablement, multipliant les villes dans toutes les grandes régions économiques, même au nord du 60° parallèle et du cercle polaire.

En fonction du dernier recensement de 1959, on peut faire le bilan du rythme de développement des agglomérations urbaines par régions (1). Globalement, la population urbaine a été presque multipliée par 4, entre 1926 et 1959, pour l'ensemble de l'U. R. S. S. Par rapport à cette moyenne, les régions occidentales ont pris du retard (coefficient 2,9) alors que les régions orientales sont très en avance (coefficient 5,5).

Il convient cependant de ne pas sous-estimer l'importance du développement de l'urbanisation dans les régions occidentales au cours de cette période. Si, pour l'ensemble de l'U. R. S. S., 61,5 % des agglomérations sont devenues urbaines entre 1926 et 1959, on constate que cette proportion atteint 55,5 % à l'ouest contre 72 % à l'est. Donc, même à l'ouest, plus de la moitié des villes actuelles se sont urbanisées à partir de la période de développement économique soviétique. Parmi ces villes d'origine récente, on en compte 82,2 % pour l'U. R. S. S. entière, 91,2 % pour l'est et aussi 76,2 % à l'ouest qui sont apparues sur l'emplacement de très petites localités ou sur des terrains vides.

Inversement, il ne faut pas oublier que l'urbanisation s'est également faite, dans une proportion non négligeable, à partir de localités déjà urbanisées avant 1926, même dans les régions orientales. Sur l'ensemble des villes actuelles, 37,3 % sont dans ce cas pour l'U. R. S. S. entière ; 42,3 % pour l'ouest ; 27,1 % pour l'est, qu'il ne faut donc pas qualifier trop absolument d'espace quasi-vierge au point de vue urbain avant la révolution.

(1) Cette analyse des changements dans la géographie des villes entre 1926 et 1959 a été faite à partir d'une étude publiée par l'organe de l'Académie des Sciences d'U. R. S. S., *Izvestia Akademii Naouk S. S. S. R.*, et traduite par la Documentation française (*Chroniques étrangères*, 25 mars 1962).

Cependant, ces agglomérations urbanisées avant 1926 ont souvent connu un taux de croissance démographique moindre que la moyenne de l'U. R. S. S. Pour l'ensemble du pays, 50 % de ces villes ont connu un accroissement supérieur à la moyenne nationale, dont 66,3 % à l'est et 44,5 % à l'ouest.

Si l'on examine l'évolution par régions économiques déterminées, on constate que le rythme d'accroissement de la population urbaine a également varié sensiblement.

C'est le Kazakhstan qui a connu le rythme le plus élevé : le nombre des citadins y a été multiplié par 8,6 de 1926 à 1959, 82 % des villes ont été urbanisées seulement au cours de cette période, le plus souvent sur des terrains vides avant 1930. Le rythme diffère d'ailleurs selon les zones : coefficient 3,2 au Kazakhstan occidental ; 13,8 dans le secteur de Karaganda.

On trouve des coefficients voisins pour l'Extrême-Orient (7,6), la Sibérie orientale (7,4) et la Sibérie occidentale (6). Ici aussi, les villes fondées récemment l'emportent largement. Dans certaines régions le réseau urbain a même été complètement créé de toutes pièces.

Des agglomérations sont également apparues dans les régions de Sibérie situées au-delà du cercle polaire qui, naguère, étaient totalement inexploitées.

La région de l'Oural a naturellement connu de forts accroissements de population urbaine, soit par développement de villes anciennes, soit par apparition de villes nouvelles ou de cités ouvrières.

Dans les régions occidentales, les données de l'essor urbain sont beaucoup plus variées. Des taux de croissance considérables ont été enregistrés dans le nord de la partie européenne (région de Mourmansk : 38 fois ; République autonome des Komis : 70 fois ; Carélie : 7,5 fois ; Arkhangelsk : 6 fois), ainsi que dans le bassin de la Volga, sur les bords de laquelle l'urbanisation était pourtant déjà ancienne et importante.

La région du Centre, axée sur Moscou, a connu un accroissement moyen de sa population urbaine (3,1 fois en moyenne). Ce coefficient diminue encore si l'on va vers l'ouest et le sud-ouest pour n'être que de deux fois ou moins dans plusieurs régions d'Ukraine et de Biélorussie. Il est vrai qu'en sens inverse, certaines autres zones de ces Républiques ont connu des accroissements importants (8,1 fois dans la région de Lougan ; 7 fois dans le Donetz ; 6,5 fois pour Zaporojie).

Les régions marginales de la partie européenne ont connu une croissance urbaine plus rapide. Ainsi, dans le nord, le bassin houiller de la Petchora, avec la ville de Vorkhouta créée au milieu de conditions naturelles très dures.

Dans les zones de jonction entre les diverses régions économiques du centre, du nord-ouest et de la Volga-Viatka, un large renouvellement du réseau urbain s'est produit. A côté des villes anciennes, un grand nombre de villes industrielles nouvelles sont apparues, étroitement spécialisées (industrie du bois, de la cellulose et du papier). Ces agglomérations dépendent donc des voies ferrées et des grands centres urbains relativement proches.

Le Centre proprement dit a connu, de 1926 à 1959, un accroissement de son réseau urbain proche du rythme moyen de l'ensemble de l'Union. Cette région a constitué, pendant les premiers plans quinquennaux, une sorte d'arsenal pour l'industrialisation du reste du territoire qui y a provoqué un développement considérable de l'industrie lourde (Iaroslav, Vladimir, Ivanovo, Kostroma...). Les centres urbains nouveaux y sont également apparus en grand nombre.

Cependant, dans certains secteurs, les villes anciennes ont connu un moindre essor, soit parce qu'elles étaient liées à des activités traditionnelles en faible expansion (industries agricole et textile par exemple), soit faute de ressources suffisantes en énergie et matières premières, soit à cause de la proximité de la frontière occidentale de l'U. R. S. S., soit, enfin, à cause des destructions de la guerre (en 1945, certaines localités se sont retrouvées à leur niveau de 1913). Tel est le cas des régions de Vitebsk en Biélorussie, de Smolensk en R. S. F. S. R.

b) La physionomie actuelle du réseau urbain.

De 1926 à 1959, l'U. R. S. S. a donc vu se dérouler un extraordinaire processus d'urbanisation, marqué à la fois par le développement des villes anciennes et la création de nouvelles agglomérations. Ces deux aspects du phénomène ont été très rapides, l'un comme l'autre. Une évolution d'une telle ampleur a naturellement bouleversé complètement la physionomie du réseau urbain, avec la croissance considérable d'agglomérations anciennes, la création et le développement de très grandes villes nouvelles et l'apparition de centres urbains dans de lointaines régions périphériques.

D'après les chiffres du recensement de 1959, la plus importante des agglomérations anciennes est celle qui est centrée sur Moscou. Elle compte à cette date 7,5 millions d'habitants contre 2,4 millions en 1926, soit un accroissement de 3,2 fois. La croissance de Moscou, dans ses anciennes limites, n'est que de 2,5 fois, alors que celle de la banlieue atteint 6,2 fois, passant de 400.000 à 2,5 millions d'habitants.

Dans un rayon de 200 kilomètres autour de Moscou, on compte une centaine de villes anciennes ou nouvelles, dont le développement a été favorisé par l'ancienneté et l'importance du peuplement local, la proximité de la capitale et la densité des moyens de communications. A elles seules, une trentaine de villes situées autour de Moscou groupent environ 10 millions d'habitants, tandis que plus loin, on trouve une auréole de grandes villes sur la haute et la moyenne Volga et dans les vallées affluentes (Kalinine : 261.000 habitants en 1959 ; Iaroslav : 406.000 ; Ivanovo : 332.000 ; Gorki : plus d'un million aujourd'hui) et dans le bassin houiller centré sur Toula (345.000 habitants en 1959).

La zone urbaine du Donbass, fondée sur le bassin houiller de la boucle du Don, à la différence de celle de Moscou, comporte plusieurs centres. Elle compte 300 localités urbaines groupant 5,8 millions d'habitants. Si l'on y ajoute l'ensemble des villes du bassin ferrifère de la boucle du Dniepr (Krivoï-Rog), on trouve un ensemble industriel et urbain groupant 12 millions de personnes dans des villes dont une dizaine dépassent 100.000 habitants et trois 500.000 (Dniepropetrovsk, Zaporojie et Donetsk, ex-Stalino). A cet extraordinaire complexe urbain il faudrait ajouter le grand centre d'administration industrielle de Kharkov (plus d'un million d'habitants) et le port de Rostov-sur-le-Don (650.000 habitants), extérieur à l'Ukraine, qui sont situés sur les bords du bassin industriel, ainsi que la capitale de l'Ukraine, Kiev (1.250.000 habitants).

L'agglomération centrée sur Leningrad comprend 46 localités urbaines et groupe 3,6 millions d'habitants, soit un doublement de la population entre 1926 et 1959. L'accroissement démographique a été à peu près le même pour la ville elle-même et pour sa banlieue. A la différence de la région de Moscou et de l'ensemble ukrainien, la région environnant Leningrad ne constitue pas une vaste zone industrielle.

L'Oural constitue la première dans le temps et par l'importance des nouvelles régions à forte urbanisation. Avant 1917, on n'y comp-

tait que 26 villes et aucune agglomération ouvrière. Aujourd'hui, les chiffres sont respectivement de 118 et 198, groupant 20 millions d'habitants. Il s'agit soit de très grandes villes à activités multiples (Sverdlovsk : 900.000 habitants, Tcheliabinsk : 800.000, Perm : 750.000, Oufa : 650.000, Nijni-Taghil et Magnitogorsk : 350.000), soit de très nombreuses cités-usines dispersées dans la forêt. L'unité de l'ensemble est assurée par un dense réseau ferré qui a grandement favorisé l'essor urbain et par de nombreuses routes sillonnées de camions.

L'agglomération a plusieurs centres du bassin de Kouznetsk (35 localités urbaines pour 1,7 million d'habitants) est la plus importante des agglomérations presque entièrement nouvelles. En 33 ans, la population de Kouzbass a augmenté de plus de 30 fois. Les principales villes sont celles de Novokouznetsk (377.000 habitants) et Tomsk (249.000). Près de ce bassin se trouve la métropole de Sibérie occidentale, Novosibirsk, millionnaire en habitants.

Le groupe d'agglomérations nouvelles du bassin de Karaganda, sur le seuil kazakh, a été constitué depuis 1926 sur un terrain absolument vide. Il comporte les agglomérations de Karaganda (571.000 habitants), de Djezgzagan (88.000 habitants), du Balkach (63.000) et du Haut Irtych.

Il n'est évidemment pas possible, dans le cadre de ce rapport d'information, de donner une description complète de la physionomie actuelle du réseau urbain soviétique.

Toutefois, avant de terminer cette description, il convient de signaler brièvement les autres principales localisations de l'urbanisation contemporaine.

En dehors des ensembles examinés ci-dessus, la Sibérie comporte encore l'agglomération de Omsk (580.000 habitants en 1959) à mi-chemin de l'Oural et du Kouzbass ; la région de Krasnoïarsk (410.000 habitants) entre le Kouzbass et le Baïkal ; enfin, la région en plein développement située à l'Ouest de ce dernier lac, dominée par la vieille métropole de Sibérie centrale, Irkoutsk (420.000 habitants), dont la population a presque doublé en vingt ans, et où se trouve la ville nouvelle de Bratsk, fondée après la dernière guerre.

L'Asie centrale comptait, en 1959, neuf villes de plus de 100.000 habitants, dont Tachkent, capitale de l'Ouzbekistan (plus d'un million aujourd'hui), Alma-Ata, capitale du Kazakhstan

(500.000), Frounze, capitale de Kirghizie (310.000), Douchambé, ex-Stalinabad, capitale du Tadjikistan (250.000), Samarkand (200.000), Achkabad, capitale de Turkménie (200.000).

A l'est du lac Baïkal, on ne trouve que deux villes importantes : Oulan-Oude (160.000 habitants), capitale de la République autonome bouriatio-mongole, et Tchita (170.000 habitants), avant d'atteindre l'Extrême-Orient où, dans la partie sud-est, quatre villes dépassent également 100.000 habitants : du nord au sud, Komsomolsk-sur-Amour, la ville des pionniers, fondée pour des raisons stratégiques ; Khabarovsk, importante tête de ligne aérienne ; Oussouriisk, ex-Vorochilov ; Vladivostok, à l'extrême Sud, sur la mer du Japon.

L'Extrême Nord lui-même comptait, en 1959, quatre villes de plus de 100.000 habitants. L'agglomération de Mourmansk (300.000 habitants au total), port sur la mer de Barents, près de la frontière norvégienne, qui n'avait que 9.000 habitants en 1926. L'ancien port d'Arkhangelsk (250.000), sur la mer Blanche. Vorkouta (155.000 pour l'ensemble de l'agglomération) dans le bassin houiller de la Petchora, et Norilsk (122.000), près de l'embouchure de l'Iénisséï, qui sont les villes nouvelles du Grand Nord.

Il faut encore citer les villes des marches extrême-occidentales de l'Union : Tallinn (Estonie) ; Riga (Lettonie) ; Kaunas (Lithuanie) ; Kaliningrad, l'ancienne Königsberg de Prusse orientale ; Minsk (Biélorussie) et Kichinev (Moldavie). Il s'agit ici de villes urbanisées de longue date et qui appartiennent en fait largement au réseau urbain de type européen à l'origine.

Les bords de la mer Noire et de la mer d'Azov comptent également une urbanisation importante dominée par Odessa (700.000 habitants), ainsi que le Caucase avec Bakou (1,1 million), Tbilissi (760.000) et Erivan (600.000).

2. *La ville, élément de l'aménagement du territoire soviétique.*

Etroitement liée à la mise en valeur et à l'industrialisation et généralisée à l'ensemble de l'Union, cette urbanisation impressionnante par son ampleur et sa rapidité, organisée et prévue par la planification, apparaît comme le symbole même d'un aménagement du territoire systématique et efficace.

Si l'industrie a été la base et la cause de l'urbanisation, cela tient à la transformation du rôle des villes dans une économie socialiste. Dans la Russie tsariste, comme dans les

pays d'Europe occidentale, c'est le commerce privé qui provoquait la création et le développement de la plupart des agglomérations, la ville étant le lieu où se font les échanges. Le réseau urbain est donc d'abord un réseau commercial.

En U. R. S. S., le commerce, devenu un élément du système administratif général, ne joue plus de rôle déterminant dans l'évolution économique du pays. L'industrie a pris le relais, la création ou l'extension d'usines entraînant l'apparition et la croissance des villes et la venue des ruraux quittant la terre. Et dans la mesure où l'industrie provoque l'accroissement de la population urbaine, elle attire aussi dans la cité les services administratifs et commerciaux.

Or, l'industrialisation constitue le plus puissant facteur du développement régional, le véritable moteur de tout aménagement du territoire efficace. A cet égard, on peut donc dire que la politique d'industrialisation soviétique a été largement un succès, car non seulement elle a considérablement accru le potentiel économique du pays mais elle s'est aussi étendue à toutes les régions qui ont ainsi bénéficié du développement. L'industrie s'est en effet installée partout, animant ou créant chaque ville, transformant chaque petite région, tantôt sur la base des besoins locaux, tantôt pour exploiter une richesse régionale au profit de l'Union.

Certes la ville soviétique n'est pas seulement une ville industrielle, car plus la fonction industrielle s'y développe, plus les autres fonctions y croissent également. Il arrive même que dans certaines capitales de républiques (Tachkent, Alma-Ata, Frounzé), la fonction administrative semble l'emporter. Mais dans ces villes aussi l'industrie est importante, seule Achkabad, capitale de la Turkménie, étant restée essentiellement un centre administratif et culturel.

Ainsi la fonction industrielle, suivie par les fonctions commerciale et administrative, a caractérisé l'essor urbain. Mais pour faire des villes ainsi créées des « pôles de développement » régional complets, il fallait encore y promouvoir une importante fonction culturelle. La politique poursuivie dans ce domaine a notamment consisté à faire des métropoles nouvelles des régions orientales de grands centres universitaires, en y développant ou en y restaurant, le cas échéant, la culture nationale ou locale parallèlement aux cultures russe et scientifique.

Tel a été le cas pour les républiques d'Asie. Alma-Ata dispose depuis 1934 de l'Université Kirov, avec six facultés, ainsi que de la bibliothèque Pouchkine, dotée d'un million de volumes. Depuis 1946, cette ville est le siège de l'Académie des Sciences du Kazakhstan. La culture et les traditions kazakhes ont été maintenues et même développées. Un studio cinématographique (Kazakh Films) y a été créé. On retrouve le même équipement culturel dans les capitales des autres républiques (Tachkent, Frounzé, Douchambé, Achkabad) comportant une académie des sciences, une université, une importante bibliothèque nationale, divers instituts scientifiques spécialisés et quantité d'autres établissements (musées, théâtres).

Cette politique de développement culturel a été poursuivie non seulement dans les républiques fédérées, mais aussi à l'intérieur de l'immense R. S. F. S. R. (plus de 17 millions de kilomètres carrés sur 22,4 millions pour l'ensemble de l'Union). Ainsi Irkoutsk compte, outre une université et des instituts spécialisés, une filiale de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. pour la Sibérie orientale fondée en 1949. La vie intellectuelle est encore plus développée à Novosibirsk, métropole de Sibérie occidentale, avec la principale filiale sibérienne de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. qui, installée dans la ville universitaire d'Akademgorod, groupe près de 10.000 savants, chercheurs et étudiants, dont une cinquantaine d'académiciens et de membres correspondants de l'Académie.

De tels équipements scientifiques et culturels ont assuré aux très grandes villes nouvelles de l'Union une vie et un rayonnement intellectuels importants. Ces jeunes métropoles remplissent ainsi l'ensemble des fonctions qui donnent à une ville les dimensions et les capacités suffisantes pour qu'elle assume complètement les responsabilités d'une capitale régionale. Accessoirement, dans la mesure où il s'agit encore de villes d'immigration, la diversité des ressources offertes y facilite la venue des cadres économiques et intellectuels qui répugnent moins ainsi à quitter Moscou ou Léninegrad. La même variété des équipements culturels se retrouve d'ailleurs, à un niveau moins élevé, dans les villes moins importantes.

Le rôle capital des villes dans le développement régional et l'aménagement du territoire est donc attesté par le caractère complet de leurs fonctions économiques, administratives et culturelles.

Un autre élément montre le rôle déterminant des villes dans l'évolution économique et sociale de l'U. R. S. S. C'est, dans le domaine démographique, l'urbanisation du peuplement des différentes régions. A l'ouest, ce phénomène relève du processus classique de l'exode rural qui transfère les populations des campagnes dans les villes. La seule caractéristique particulière, c'est que, même dans une région industrialisée dès le XIX^e siècle comme le Donbass, la proportion des localités urbanisées après 1917 est considérable.

Dans les régions mises en valeur après la révolution, le rôle des villes est tout à fait prédominant. La vie rurale est faible, récente et à peu près nulle part la densité d'occupation du sol n'est élevée. Nous sommes donc très loin des phénomènes de surpopulation rurale qui existaient par exemple dans l'Ukraine préindustrielle comme en Europe occidentale. Les villes, à l'est de l'Oural, occupent principalement une bande large de 2.000 kilomètres à l'ouest et qui va se rétrécissant jusqu'à moins de 1.000 kilomètres à l'est. Elles se présentent sous la forme de groupements puissants et concentrés qui sont implantés sur des territoires défavorisés par le climat, la forêt et l'absence ou l'extrême rareté de la population locale. Les villes sont avant tout l'expression de la pénétration russe dans les territoires quasi désertiques de l'est et la proportion des citadins dans la population s'élève au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'Europe. Ainsi la mise en valeur et le peuplement des régions nouvelles s'est faite principalement dans le cadre urbain.

Il en va de même pour les républiques d'Asie moyenne, où la pénétration démographique russe a aussi été puissante. Toutefois, ces territoires portaient une population autochtone relativement importante, dont la plus grande part était faite de ruraux, essentiellement des nomades (Kazakhstan, Turkménie). L'urbanisation, cause et conséquence du développement économique, a donc eu deux sources : la migration des populations urbaines ou rurales venues de l'ouest (essentiellement de race slave) et la venue dans les villes des populations rurales locales.

La ville apparaît donc comme le symbole, mais aussi comme le cadre principal, du développement économique et social en Union soviétique. Elle fut, et elle reste, l'instrument privilégié, et souvent très largement prépondérant, du « décollage » ou du progrès des différentes régions de l'Union.

On peut dire que l'urbanisation de l'U. R. S. S. a été, par son ampleur, à la mesure de l'effort d'industrialisation soutenu par ce pays, car elle fut à la fois une condition et une conséquence de cet effort.

Il s'agit maintenant d'examiner ce qu'il a été nécessaire ou possible de réaliser en ce qui concerne l'aménagement interne d'agglomérations développées à un tel rythme.

CHAPITRE II

L'AMENAGEMENT DES AGGLOMERATIONS URBAINES SOVIETIQUES

L'urbanisation de l'Union soviétique, ayant concentré en quelques dizaines d'années plus de la moitié de la population dans des villes toujours plus importantes et toujours plus nombreuses, et porté le nombre de citadins de 25 millions en 1913 à environ 120 millions en 1966, a posé d'énormes problèmes d'aménagement.

Il a fallu, et il faut encore, créer des équipements considérables nécessaires à l'activité générale de la cité et à l'amélioration des conditions de vie des habitants de vastes agglomérations grandies très vite.

La nécessité d'énormes investissements en équipements collectifs et en logements n'a pas été le seul problème posé par cette urbanisation accélérée. Il a fallu également tenir compte de l'immensité des distances et de la rigueur des climats. Le développement de nombreuses très grandes agglomérations a conduit à limiter leur croissance devenue excessive et à favoriser l'essor et l'industrialisation des villes petites et moyennes. Ces dernières mesures ont tendu, en outre, à égaliser autant que faire se peut les conditions de vie des citadins et des ruraux, ceux-ci demeurant très nombreux.

Dans un pays régi par la doctrine marxiste, l'analyse de l'aménagement urbain doit d'abord s'attacher aux considérations idéologiques et au système juridique subséquent, qui sont à la base des entreprises du peuple soviétique.

A côté de l'idéologie, certains éléments contingents, de caractère historique, économique, démographique ou climatique constituent également des données de base de l'aménagement et de la vie des agglomérations urbaines.

Il convient ensuite d'examiner la structure et l'équipement des villes soviétiques, notamment en ce qui concerne les logements, ainsi que les organismes responsables et les moyens financiers de l'aménagement urbain.

Enfin, nous tenterons de donner quelques aperçus sur la vie quotidienne des habitants des villes soviétiques.

Le plan de ce chapitre sera donc le suivant :

Section I. — Les données de base de l'urbanisme soviétique.

I. — Les bases idéologiques et juridiques.

II. — Les problèmes généraux de l'urbanisation soviétique.

Section II. — Les aspects et les méthodes de l'aménagement et de l'équipement des villes.

I. — La structure et l'équipement des villes soviétiques.

II. — L'administration des villes soviétiques.

III. — Les finances des villes soviétiques.

Section III. — Quelques aspects de la vie quotidienne dans les villes soviétiques.

SECTION I

LES DONNEES DE BASE DE L'URBANISME SOVIETIQUE

En U. R. S. S., plus qu'en tout autre pays, l'importance de l'idéologie est essentielle. Elle contribue à donner à l'action des pouvoirs publics des objectifs nettement définis concernant tous les domaines de la vie économique et sociale. En outre, elle détermine, avec rigueur, les conceptions juridiques et l'organisation politico-administrative de la vie urbaine.

Nous examinerons également dans cette section, certains problèmes généraux qui se posent pour l'ensemble du réseau urbain soviétique.

I. — Les bases idéologiques et juridiques.

A. — LES OBJECTIFS IDÉOLOGIQUES

La mise en vigueur en Union soviétique de la doctrine marxiste-léniniste a permis l'application d'une conception socialiste du phénomène urbain. Au point de vue économique, nous l'avons vu plus haut, la ville se caractérise essentiellement par la fonction industrielle.

Sur le plan idéologique, les objectifs fondamentaux de l'urbanisme soviétique peuvent se ramener à deux principes primordiaux, constamment réaffirmés par les responsables : assurer le « développement harmonieux de l'individu » dans tous les domaines pour le côté humain de la doctrine ; développer en chacun le souci de ses devoirs sociaux et de la combinaison de ses intérêts privés aux intérêts publics pour le côté collectiviste.

Il n'y a pas, en théorie, de contradiction entre ces deux principes qui doivent, à long terme, triompher et s'unir dans la future société communiste. Cependant, dans le présent, en raison même de l'insuffisance actuelle des ressources disponibles, il a bien fallu choisir. L'exemple le plus frappant est celui de la politique d'intense développement économique poursuivie depuis l'origine du régime soviétique. La nécessité absolue de la priorité à l'industrialisation a, jusqu'ici, empêché d'accroître autant qu'il l'aurait fallu la satisfaction des besoins individuels. Dans une certaine mesure, la production de biens de consommation et la construction de logements ont dû être limitées au profit de l'équipement économique général du pays.

Inversement, l'impossibilité de financer sur des fonds publics un nombre suffisant d'habitations a conduit le régime à autoriser, voire à favoriser, la construction privée de logements individuels qui sont la propriété de leurs habitants, malgré les réserves doctrinales qu'une telle formule ne peut pas ne pas inspirer à beaucoup de responsables, ne serait-ce que parce qu'elle facilite la résurgence de sentiments « bourgeois » chez les petits propriétaires.

Examinons quelques-unes des applications de ces deux principes dans l'aménagement des agglomérations urbaines.

1. *Le développement harmonieux de l'individu.*

Dès l'origine, le régime soviétique a eu le souci d'améliorer les conditions de vie dans les villes, conditions qui étaient souvent pitoyables pour les travailleurs avant 1917 et que l'afflux massif de nouveaux habitants auraient pu rendre dramatiques. La pression des besoins était donc telle qu'un minimum d'effort était indispensable.

Mais le souci de l'épanouissement de la personnalité individuelle a conduit les autorités responsables à ne pas se contenter de parer aux besoins matériels les plus pressants. Elles se sont également attachées à favoriser, sans attendre, l'épanouissement complet de la personnalité, en développant systématiquement, dans la limite des moyens disponibles, les équipements et les biens nécessaires à l'élévation du niveau sanitaire et culturel de la population. Certes, l'importance du retard à combler dans ces domaines et la modicité des ressources utilisables n'ont pas toujours permis de faire autant qu'il aurait fallu. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître que, dès son arrivée au pouvoir, le régime soviétique a eu le souci constant d'améliorer le bien-être physique et moral de tous les habitants sans exception.

2. *Le développement des sentiments collectivistes.*

L'effort pour favoriser le développement harmonieux de l'individu a le plus souvent pris un caractère collectif, non seulement parce que cela permettait de concentrer des moyens limités mais aussi parce que cela répondait au second grand objectif poursuivi par le régime : le développement des sentiments collectivistes.

Pour s'en tenir au domaine de l'aménagement urbain, le développement très important des moyens de transport collectif, la création de nombreuses crèches et jardins d'enfants, l'influence et le rôle des organisations populaires (pionniers, komsomols, syndicats, comités de rues et d'immeubles...) correspondent à cet objectif. Il s'agit d'habituer l'individu à vivre dans, par et pour la collectivité sociale aussi bien dans son travail que dans ses loisirs. La collectivité s'impose à lui non seulement pour la satisfaction de ses besoins économiques et sociaux quotidiens, mais aussi pour l'imprégner du sentiment moral qu'il est une partie de l'ensemble et non un individu isolé. C'est l'application aussi systématique et générale que possible du vieil adage : « Un pour tous, tous pour un ».

B. — LES DONNÉES JURIDIQUES

Ce qui caractérise l'urbanisme soviétique, c'est l'omnipotence et l'omniprésence des organes collectifs, tant en ce qui concerne la conception que la réalisation et la gestion des équipements urbains.

1. *La propriété du sol.*

La terre, le sous-sol, les eaux et forêts, toutes les richesses naturelles du pays sont la propriété de l'Etat. Aucun problème juridique ou financier n'est donc posé à cet égard aux urbanistes soviétiques. Quand on connaît les entraves que la propriété privée du sol oppose aux urbanistes en d'autres pays (limites parcellaires, complexité de la procédure d'expropriation, prix élevé du terrain...), on mesure les possibilités qu'offre la disposition gratuite de grandes surfaces urbanisables.

2. *La planification de l'urbanisation.*

Comme toutes les opérations d'équipement, l'urbanisation, qui englobe l'aménagement des zones industrielles, des zones résidentielles et des quartiers administratifs ou de services, fait partie du plan. Cette intégration n'est d'ailleurs limitée ni au cadre de la ville considérée ni à celui de la région ou de la république fédérée. Elle est englobée dans le plan de l'Union toute entière.

Ainsi sont écartés les risques d'anarchie et d'hétérogénéité dans l'aménagement des structures urbaines.

3. *Le caractère public de l'urbanisation.*

L'ensemble des organismes qui interviennent dans l'aménagement urbain sont de caractère public (services de planification nationaux, régionaux ou locaux ; collectivités locales ; services d'architecture et d'urbanisme ; banques ; entreprises).

Cependant, la coopération, forme collectiviste de l'action des particuliers, joue un rôle important dans la construction de logements. Elle tend d'ailleurs à supplanter dans ce domaine l'initiative des individus isolés, qui demeure cependant légale.

L'ensemble des opérations concernant l'aménagement des villes relève de ces organismes publics (planification, réglementation, financement, réalisation, gestion et entretien).

II. — Les problèmes généraux de l'urbanisation soviétique.

L'ampleur et la diversité des problèmes qui se posent aux urbanistes soviétiques a été et demeure considérable. Leur pays a dû faire face, à partir d'un fonds urbain médiocre et largement détruit par les guerres successives, à un accroissement accéléré et énorme de la population citadine. Ces conditions ont provoqué l'apparition de deux autres problèmes importants, résultant l'un de la tendance au gigantisme de beaucoup de grandes villes, l'autre des problèmes d'esthétique qu'une urbanisation extrêmement rapide a du mal à concilier avec les impératifs de l'efficacité.

Une autre difficulté, d'ordre naturel, résulte du caractère souvent rigoureux, sinon extrême, des climats soviétiques.

A. — LES HANDICAPS HISTORIQUES

Ces séquelles sont à la fois l'insuffisance quantitative et qualitative du fonds urbain légué par le tsarisme et l'importance des destructions provoquées par les guerres.

1. *Le fonds urbain tsariste.*

Ce fonds était doublement insuffisant : les logements n'étaient pas assez nombreux et souvent sordides ; les équipements et les aménagements généraux étaient vétustes ou inexistantes.

a) *Le fonds locatif.*

La Russie tsariste occupait l'une des dernières places en Europe pour la surface habitable par habitant des villes. La plupart des ouvriers logeaient alors dans des mansardes, des casernes, des baraquements, voire des sous-sols ou des asiles de nuit, dans lesquels ils s'entassaient littéralement, si l'on en croit les auteurs soviétiques, parfois à 100 personnes et même plus. Beaucoup d'entre eux avaient dû laisser leur famille au village, où ils la rejoignaient quand la mauvaise saison suspendait l'activité des chantiers (ouvriers du bâtiment et des travaux publics).

D'après les mêmes sources, en 1908 à Saint-Pétersbourg, près de 43 % des ouvriers ayant une famille ne disposaient que d'une portion de pièce appelée « coin » ou d'un lit. Plus de 80 %

des ouvriers célibataires étaient dans la même situation. Beaucoup de mineurs du bassin de Donetz, en Ukraine, s'abritaient dans des huttes. Il en était de même dans les autres villes de l'empire.

Au surplus, la répartition des habitations était extrêmement inégale. Au recensement de 1912, chacun des habitants du quartier central et du quartier haut de Kharkov, résidences des classes aisées, disposait de plus de 6 sagènes cube (la sagène était une ancienne unité de mesure équivalent à 2,13 m.). Au contraire, les pauvres des quartiers populaires n'avaient que 1 à 1,5 sagène cube.

Le recensement fait à la même date à Moscou révèle que dans les maisons habitées par la partie la plus pauvre de la population, la location ne se faisait ni par appartement ni par chambre, mais par couchette. Celle-ci était d'ailleurs réservée souvent à deux locataires qui y dormaient à tour de rôle. 70 % des habitants logeaient dans des greniers, des sous-sols, des réduits, dans les dortoirs des entreprises ou dans les asiles de nuit.

Malgré ces conditions lamentables d'inconfort et de promiscuité, les auteurs soviétiques nous indiquent que les loyers atteignaient parfois un cinquième ou un quart du salaire, voire davantage.

b) *Les équipements généraux.*

Si l'on considère les équipements généraux des agglomérations de l'époque, on constate que, à l'exception des cités historiques, des anciennes capitales d'Etat ou de province comme Kiev ou Riga et des deux métropoles de Saint-Pétersbourg et Moscou, il s'agissait en réalité de villes à peine urbanisées.

Le centre en était constitué par un kreml, enceinte de terre, de briques ou de bois, qui entourait le château, les palais administratifs, les églises et les monastères. En contrebas, était installé le quartier des maisons cossues des boyards et des grands marchands. On atteignait rapidement les faubourgs, d'aspect villageois, avec des auberges et des tavernes. Les maisons étaient construites en bois ou en pisé, suivant la latitude, et les chemins étaient aussi boueux que ceux des villages.

A Moscou même, au centre de la ville, le quartier de l'Okhotny Riad était constitué par des alignements de boutiques en planches, au pied de maisons vétustes à un ou deux niveaux, bordant des

ruelles étroites et tortueuses. Les tramways étaient bruyants à l'excès. Presque nulle part, il n'y avait d'asphalte, mais seulement des rues grossièrement pavées.

2. *Les destructions dues aux guerres.*

La première et la seconde guerre mondiale et la guerre civile ont gravement atteint le patrimoine urbain, augmentant ainsi les difficultés.

Le premier conflit mondial, en arrêtant l'entretien des habitations et des équipements, a provoqué la détérioration de beaucoup d'immeubles vétustes ou fragiles (en 1923, 12,2 % seulement des demeures urbaines de la République de Russie étaient bâties en pierre).

Pendant la guerre civile, 361.000 bâtiments, représentant 14 % de la surface habitable, ont été détruits.

Le bilan le plus effroyable est celui de la seconde guerre mondiale. Les destructions atteignent des chiffres énormes : 1.710 villes et agglomérations de type urbain ont été totalement ou partiellement détruites. Dans la zone occupée par les troupes allemandes, 1.209.000 logements disparurent. Celles-ci faisaient systématiquement sauter les édifices publics, les centrales électriques, les dépôts de tramways et les installations industrielles, et mettaient hors d'usage les canalisations d'eau et les égouts. En Biélorussie, plus des trois quarts du fonds d'habitation urbain ont été détruits. De très grandes villes, comme Volgograd (ex-Stalingrad) et Sébastopol ont été presque complètement anéanties, d'autres l'ont été dans une proportion considérable (Kiev, Minsk).

Au total, à la fin du conflit, plus de 25 millions de personnes étaient sans abri.

La lecture de ces quelques chiffres se passe malheureusement de commentaires. L'ampleur de ces destructions et l'absence de constructions nouvelles dans les régions occupées indiquent le handicap formidable que l'urbanisation soviétique a dû surmonter à partir de 1945, handicap qui s'ajoutait à ceux précédemment décrits.

3. *La priorité à l'industrialisation.*

Si l'industrialisation en elle-même n'est pas, bien au contraire, un défaut pour le développement d'une nation dont, en fait, elle est le facteur primordial, la priorité qui lui a été reconnue dès

l'origine du régime soviétique a cependant constitué un obstacle à l'aménagement complet et rapide des agglomérations urbaines. Certes, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et surtout depuis la fin de l'ère stalinienne, le haut niveau atteint par l'économie soviétique a permis un effort accru en faveur de la construction de logements et des autres équipements nécessaires à la vie urbaine. Il n'en reste pas moins, pour reprendre une déclaration de M. Krouchtchev, que « dans l'avant-guerre, l'U. R. S. S. devait économiser sur tout, notamment sur la construction d'habitations, afin d'épargner chaque kopeck au profit de l'industrie lourde ».

B. — L'AMPLEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Si les trois phénomènes analysés ci-dessus expliquent les difficultés que l'U. R. S. S. a rencontrées pour l'équipement de ses villes, il faut également rappeler l'importance du mouvement d'urbanisation qui a atteint ce pays.

1. *L'accroissement de la population urbaine.*

L'accroissement de la population urbaine a été d'une ampleur extrême. D'après les dernières estimations qu'on peut faire sur le chiffre actuel, on peut dire que de 1926 à 1966, elle a été multipliée par plus de 4,5, passant de 26 millions de citadins à près de 120 millions actuellement sur une population totale d'environ 235 millions de personnes. On prévoit que ce phénomène va se poursuivre puisque, dans les cinq à dix années à venir, on s'attend à ce que les soviétiques vivant dans les villes soient 180 millions sur un total de 260 à 270 millions d'habitants.

Une si formidable croissance démographique des villes exige d'énormes investissements, qui ont dû et devront encore être réalisés en un temps très court. Il s'agit d'un problème dont l'acuité dépasse tous les exemples antérieurs, même celui des Etats-Unis au XIX^e siècle et au début du XX^e si l'on songe qu'en quarante ans, à partir d'un fonds urbain déjà incapable d'accueillir normalement 26 millions de citadins, il a fallu aménager des villes pour en recevoir presque 100 millions de plus. Certes, ces chiffres n'ont qu'une valeur relative, les critères de distinction entre circons-

criptions urbaines et rurales ayant été à plusieurs reprises modifiées. Ils n'en donnent pas moins un ordre de grandeur tout à fait éloquent.

2. La création des villes nouvelles.

La mise en valeur de régions et de ressources du sol et du sous-sol inexploitées s'est accompagnée — nous l'avons vu — de la création d'un nombre considérable de villes nouvelles, soit sur des sites absolument déserts, soit sur l'emplacement de petites localités rurales ou même de minuscules villages.

On imagine sans peine l'énormité des investissements qu'a nécessité la réalisation « ex nihilo » de toute l'infrastructure de villes comme Magnitogorsk dans la steppe désertique de l'Oural du Sud (333.000 habitants), Novokouznets (410.000) ou Kémérov (343.000) implantées sur de petits villages de Sibérie occidentale, Norilsk (117.000) dans la toundra marécageuse du grand Nord polaire, Angarsk (160.000) ou Bratsk (150.000) en pleine taïga de Sibérie orientale, Komsomolsk-sur-l'Amour (192.000) dans le lointain Extrême-Orient, Karaganda (477.000) en pleine steppe kazakhe, Douchambé (ex-Stalinabad) (298.000), dernière née des capitales de république fondée sur un kichlak (village) de maisons en pisé du Tadjikistan. Au début de 1959, on comptait au total 2.412 agglomérations, dont beaucoup de grandes villes, qui n'étaient devenues urbaines qu'après 1926, soit pendant une période de 32 ans.

3. La rénovation et la croissance des villes anciennes.

Si les nécessités du développement économique ont imposé d'énormes investissements pour l'édification des villes nouvelles, elles ont également entraîné la réalisation d'importants travaux de rénovation et d'agrandissement des agglomérations anciennes dont l'équipement et la population étaient encore à un très bas niveau. Certains chefs-lieux de district ne comptaient que quelques milliers d'habitants. Même les grandes et moyennes villes du début du siècle étaient, nous l'avons vu, généralement peu ou mal urbanisées.

En réalité, si l'on considère l'insuffisance du fonds urbain ancien et l'ampleur des destructions de la guerre, on peut dire que beaucoup de vieilles villes sont en réalité nouvelles par l'âge de la plupart des investissements qui leur donnent leur aspect actuel. Seuls, les noyaux historiques et, à Léninegrad par exemple,

les vieux quartiers résidentiels construits en dur représentent des quartiers anciens d'une importance notable promis à la durée. Cependant, il convient de noter que tout n'est pas achevé en matière de rénovation des vieux centres urbains. A Moscou même, on trouve encore un nombre appréciable de maisons anciennes dont l'aspect semble plutôt vétuste, malgré l'antenne de télévision qui souvent les surplombe.

Le remodelage du centre des villes anciennes exige d'importants investissements. Il s'agit de détruire les constructions vétustes ou insalubres et de construire de nouveaux bâtiments sur place ou à la périphérie, d'augmenter les espaces verts et de créer des axes de circulation modernes. En somme, à l'exception de la conservation des monuments historiques, l'objectif est de faire de ces centres des quartiers mieux construits et aérés, où la densité des habitants ne devrait pas dépasser 400 à l'hectare. C'est évidemment une entreprise de longue haleine.

Cette reconstruction du centre des villes permet de déconcentrer la population trop nombreuse de ces secteurs, qui est relogée à la périphérie. Ainsi à Moscou, depuis 1960, un grand nombre d'habitants, qui vivaient généralement en appartements communautaires, ont emménagé dans de nouveaux logements extérieurs à la zone centrale.

C. — LES PROBLÈMES POSÉS PAR LA DIMENSION DES VILLES

L'ampleur et la diversité du phénomène urbain soviétique pose évidemment le problème des dimensions optima des villes, compte tenu de leur répartition sur l'ensemble du territoire.

Entre les recensements de 1926 et de 1959, malgré l'augmentation considérable du nombre des agglomérations urbaines, la population moyenne de celles-ci s'est accrue de 13.700 habitants à 23.300 habitants. Ces chiffres illustrent à la fois l'élévation massive de la population urbaine et le renforcement du poids démographique des centres urbains pris séparément.

Mais les problèmes les plus importants sont posés par la différence du rythme de développement des villes selon l'importance de leur population. De 1926 à 1959, le nombre des villes petites et moyennes a un peu plus que doublé, alors que celui des grandes villes était multiplié par quatre et celui des très grandes villes par huit.

Classement des villes en fonction de leur population (1926 et 1959).

NOMBRE D'HABITANTS	NOMBRE DE VILLES	
	1926	1959
Moins de 50.000 habitants.....	618	1.282 (1)
De 50.000 à 100.000 habitants.....	60	156
De 100.000 à 500.000 habitants.....	28	123
Plus de 500.000 habitants.....	3	25

(1) Chiffre de 1955.

Ainsi, l'industrialisation de l'Union soviétique a favorisé le développement des grandes et surtout des très grandes villes.

Si l'évolution devait continuer sans changement, on peut supposer que cette prédominance irait en s'accroissant, multipliant le nombre des agglomérations géantes.

Les attraits du gigantisme urbain sont connus : l'implantation et le fonctionnement d'une entreprise y sont facilités par l'importance de l'environnement technique, commercial, financier et humain ; les possibilités d'emploi et d'élévation du niveau de vie y sont améliorées pour les particuliers. Mais les inconvénients, pour les habitants comme pour les collectivités, deviennent, au-delà d'un certain chiffre de population, graves : ce sont l'entassement, l'insalubrité de l'air, le bruit, les déplacements difficiles, le coût croissant des équipements collectifs et de la construction et la fatigue nerveuse.

Outre ces inconvénients spécifiques, le fait de laisser les grandes villes se développer plus vite que les autres va à l'encontre d'une répartition judicieuse de l'industrie à travers le pays, visant à la rapprocher des sources de matières premières et des centres de consommation et d'emploi. En somme, cela nuit au développement harmonieux de toutes les régions du territoire.

1. — *La mise en place d'un réseau urbain équilibré.*

C'est pourquoi les autorités soviétiques ont décidé, au lendemain du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, de limiter le développement industriel des très grands centres et de favoriser l'installation de nouvelles entreprises dans les villes petites et moyennes.

La doctrine actuelle de l'U. R. S. S. semble être de juger que la population optimum d'une ville est de 250.000 à 300.000 habitants. On considère que de tels chiffres justifient la construction des équipements techniques et sociaux nécessaires et permettent de résoudre au mieux les problèmes de transport urbain. D'après les normes soviétiques telles qu'elles sont fixées notamment dans les *Règles et normes de planification et de construction des villes*, publiées par le Gosstroï (Comité d'Etat pour la construction) de l'U. R. S. S. en 1959, ces villes doivent comprendre une zone industrielle importante, des établissements d'enseignement supérieur, un opéra, des théâtres et tous les équipements collectifs sanitaires et sociaux.

Ces villes doivent être conçues comme des ensembles autonomes. La population devra trouver des emplois dans les activités locales. En outre, les petites agglomérations situées dans la zone d'influence de ces relativement grands centres seront également dotées d'industries autonomes afin d'éviter qu'elles ne s'étiolent ou soient réduites au rôle de cités-dortoirs.

Des villes de cette dimension sont considérées par les Soviétiques comme répondant à la nécessité de créer de nouveaux centres économiques et culturels importants et de les répartir uniformément dans le pays. Le besoin de tels centres se fera particulièrement sentir dans la partie orientale du pays, où l'accroissement démographique est le plus rapide.

Le type de ville le plus caractéristique, dans le futur comme dans le présent, sera cependant une ville industrielle, fondée sur des activités diversifiées, dont la population avoisinerait 100.000 habitants.

Enfin, il paraît possible de créer des villes dont la population serait de l'ordre de 25.000 habitants et qui seraient dotées de l'ensemble des équipements techniques et culturels courants, sans que leur réalisation devienne aussi coûteuse proportionnellement que dans les trop petites localités urbaines.

2. *Les essais pour limiter l'expansion des très grandes villes.*

La mise en place d'un réseau urbain équilibré et harmonieusement réparti sur tout le territoire comme les inconvénients des trop vastes métropoles ont conduit les responsables à se préoccuper de freiner l'accroissement de celles-ci.

Dès 1931, le Comité central du parti communiste avait déclaré qu'il désapprouvait la croissance continue des grandes villes. A partir de 1932, le freinage du développement industriel de Moscou et de Léninegrad faisait partie de la politique officielle. Le plan général de reconstruction de la ville de Moscou, publié au 1935, avait, parmi ses principaux objectifs — et ceci, sans doute, pour la première fois dans l'histoire de l'urbanisme — d'empêcher la capitale de s'étendre davantage et sa population de dépasser le cap de 5 millions d'habitants. Il était précisé que ce chiffre serait atteint uniquement par accroissement naturel, l'immigration nette devant être réduite à zéro.

Malgré ces principes rigoureux, Moscou a poursuivi une croissance dont le rythme a été prodigieux, comme l'indique le tableau suivant :

1860	360.000 habitants.
1917	1.700.000 —
1935	3.660.000 —
1939	4.140.000 —
1959	5.046.000 —

Ce dernier chiffre, qui dépassait déjà la limite fixée en 1935, ne correspondait plus d'ailleurs à la réalité urbaine de la capitale soviétique. En effet, un décret du 18 août 1960 a plus que doublé la superficie de la ville en y incorporant les faubourgs qui s'étaient développés hors de son ancienne enceinte administrative. Au début de 1963, la ville ainsi délimitée, atteignait 6.400.000 habitants. Le rythme d'accroissement annuel, depuis 1959, est en moyenne de 80.000 personnes, ce qui est sensiblement égal à celui de bien d'autres métropoles européennes. Ce chiffre représente d'ailleurs à peu près l'augmentation naturelle. L'objectif fixé en 1935 avait donc perdu tout son sens.

Au surplus, même dans ses nouvelles limites, la ville de Moscou ne couvre pas toute la région urbaine dont elle est le centre. On estime qu'en 1959, dans un rayon de 65 kilomètres, vivaient plus de 9 millions de personnes.

L'exemple de Moscou, pour spectaculaire qu'il soit, ne constitue pas un phénomène isolé. En réalité, toutes les grandes villes soviétiques continuent à se développer à un rythme élevé qui augmente le nombre des cas où se pose le problème du gigantisme

urbain. D'ores et déjà, l'U. R. S. S. compte huit villes « millionnaires » et au moins une vingtaine d'autres qui dépassent les 500.000 habitants parmi lesquelles 12 en comptent plus de 700.000. Ce problème devient donc, malgré l'étendue du pays, primordial.

Diverses mesures ont été prises pour limiter l'expansion territoriale excessive des grandes agglomérations. On s'est efforcé d'abord de réglementer la création et l'agrandissement des installations industrielles. On a également favorisé la construction des immeubles d'habitations de plusieurs étages. Ainsi, à Moscou, en 1926, il n'y avait que 0,7 % des maisons ayant huit étages et plus. Actuellement, on en compte plus de 50 %. En matière de construction privée, le régime s'est orienté vers les immeubles coopératifs à plusieurs étages de préférence aux maisons individuelles trop basses, qui occupent une superficie jugée excessive.

Cependant, jusqu'à une date récente, et notamment pendant la période krouchtchevienne, ce sont les édifices à cinq niveaux qui ont constitué le type le plus répandu dans l'ensemble du pays, car les frais de construction et d'exploitation y étaient estimés moindres que dans le cas d'un nombre supérieur d'étages. (Ce n'est qu'au-dessus de 5, le rez-de-chaussée compté, que l'installation d'un ascenseur est obligatoire.) On s'est rendu compte que ce calcul était fallacieux. En effet, si la construction, à partir d'éléments préfabriqués, de quartiers entiers à un seul type d'immeubles est la plus économique, les équipements collectifs de ces ensembles sont, au contraire, beaucoup plus coûteux que dans le cas de bâtiments plus hauts.

Dans l'ensemble, une grande partie du paysage urbain soviétique actuel est donc étendu et relativement peu élevé.

3. — *Les villes satellites.*

L'extension des grandes villes provoque l'apparition de centres industriels ou résidentiels qui, situés à proximité d'elles et dépendant d'elles, gravitent en quelque sorte autour de la métropole dont ils subissent l'influence. Les Soviétiques leur ont donné le nom de villes-satellites (*Goroda Spoutniki*) par analogie avec les phénomènes du système céleste. Moscou et Léninegrad, en particulier, ont suscité de nombreux satellites dans un rayon maximum de l'ordre de 70 kilomètres. Ce phénomène résulte en quelque sorte naturellement du rayonnement et de l'expansion de la ville dominante.

Cependant, l'hypertrophie croissante des villes principales a conduit les autorités soviétiques à susciter volontairement l'apparition ou le développement de nouveaux satellites destinés à décongestionner les agglomérations centrales en décentralisant leur développement démographique et économique.

Afin d'assurer à ces satellites une vie autonome qui les distingue des banlieues-dortoirs, on y installe des activités industrielles (mécanique, par exemple) ou scientifiques (centres de recherche), voire des établissements médicaux. On y crée également l'ensemble des services courants nécessaires à leurs habitants. Ainsi, la population locale n'est plus liée, avec tous les inconvénients que cela comporte, d'une manière quotidienne ou professionnelle à la ville-centre.

Cependant, cette dernière conserve certains équipements dont la nature interdit la dispersion (principaux théâtres, musées, stades, administrations, magasins...). C'est pourquoi il est nécessaire d'assurer aux villes-satellites des moyens de communication nombreux et rapides avec leur métropole (autoroutes, chemins de fer électrifiés, autobus).

La double nécessité de l'isolement et de la liaison a conduit les urbanistes soviétiques à considérer que la ville-satellite doit se situer à une distance comprise entre 40 et 60 kilomètres de la ville-centre. La population doit varier entre 50.000 et 100.000 habitants. Naturellement, ces chiffres sont des ordres de grandeur susceptibles de varier en fonction des conditions locales et de la nature des activités ainsi décentralisées.

Les grandes villes soviétiques ont toutes commencé à être entourées de villes-satellites nouvelles ou agrandies, qui sont d'ailleurs prévues dans les plans d'urbanisme.

L'exemple le plus connu actuellement est celui de la nouvelle cité académique et scientifique d'Akademgorod, près de Novosibirsk, fondée en pleine taïga sibérienne. Soumgaït, près de la ville « millionnaire » de Bakou, est un satellite du type industriel. Dans les deux cas, les habitants travaillent dans les entreprises ou les centres scientifiques locaux.

C'est évidemment les régions de Moscou et de Léninegrad qui offrent le plus d'exemples de villes-satellites, dont certaines se sont développées dès avant la révolution, les autres ayant été créées par les autorités soviétiques.

La nouvelle ville de Krioukovo, à 29 kilomètres au nord-ouest de Moscou, sur la ligne de chemin de fer Kalinine-Léningrad, présente un intérêt particulier. Créée en 1958-1959, elle vise à développer parallèlement population et industrie. Les branches industrielles qui y sont implantées, complémentaires de celles de la capitale, n'auraient pu être installées plus loin. A Krioukovo, elles ne contribuent pas à aggraver la congestion de la ville-centre. Sur le plan de l'habitat, ce satellite a constitué une sorte de laboratoire du nouvel urbanisme soviétique, fondé sur la structure de base du « microquartier » dont nous reparlerons.

D. — L'ESTHÉTIQUE DES VILLES SOVIÉTIQUES

L'urbanisme et l'architecture soviétiques ont connu deux dangers au point de vue de l'esthétique des villes. L'un, maintenant historique et dépassé, était le style pompeux et surchargé de colonnes et de frontons des édifices construits sous l'ère stalinienne. L'autre, encore actuel, résulte de la nécessité de construire vite et beaucoup, ce qui se fait toujours au détriment de la beauté architecturale. L'importance considérable prise par la construction préfabriquée en U. R. S. S. représente actuellement la principale menace pour un aspect agréable des villes.

Dans les premiers temps du régime soviétique, essentiellement de 1926 à 1932, une architecture de caractère très moderne avait commencé à se développer, suscitant des projets innombrables, les uns réalistes, les autres utopiques. Mais ce courant s'effondra rapidement, en raison notamment du manque de moyens matériels et du poids des traditions.

Ensuite, jusqu'en 1954 environ, l'architecture soviétique a souvent péché par un excès dans la décoration des façades et dans la taille des immeubles. En 1953, l'Académie d'architecture donnait encore cette consigne aux architectes : « Pour rendre une ville plus belle, il est nécessaire de bâtir des édifices entiers dont l'utilité ne serait pas justifiée et en particulier des édifices comportant des tours. La création d'œuvres architecturales importantes exige des volumes de constructions qui ne répondent pas directement à la nécessité pratique : des portiques, des galeries, des salles monumentales... » (1).

(1) Cité par Kopp : *Communication sur l'architecture et l'urbanisme en U. R. S. S.*, 1959.

Cette architecture de « décor et de parade » (1) s'inspirait des formes de monuments anciens, grecs, romains, byzantins ou russes. Elle n'était évidemment pas adaptée aux données de l'U. R. S. S. qui requièrent au contraire « l'emploi de la technique la plus avancée, la satisfaction des besoins posés par la vie, la prise en considération des impératifs économiques du projet, liés indissolublement à l'expression de ce dernier, et enfin un contenu socialiste lié à une forme nationale » (1). On a pu ainsi calculer que le prix du parement extérieur des immeubles de Moscou atteignait 15 à 20 %, et parfois même 30 %, du prix total de la construction, alors que la norme prévoit 8 à 9 %. Le prix de revient au mètre carré de surface habitable s'élevait jusqu'à 600 et même 1.000 roubles.

Ces grandes compositions qui donnent parfois l'impression, en U. R. S. S., de se promener à travers « un gigantesque prix de Rome » (1) réalisé, sont particulièrement spectaculaires à Moscou. Dans la capitale, d'immenses édifices parsèment la ville, comme l'Université, en haut des monts Lénine, et les six énormes gratte-ciel surmontés d'une flèche, situés aux alentours du boulevard circulaire de la Sadovaïa. Sans être vraiment laids, ces édifices donnent une impression de colosses architecturaux qui ne sont pas à l'échelle du reste de la ville.

La contradiction était flagrante entre ces formes architecturales et les possibilités techniques offertes par le développement de l'industrialisation du bâtiment, par les nouveaux matériaux et par la préfabrication. C'est pourquoi le Congrès des constructeurs, en 1954, préconisa la recherche d'une architecture sobre et fonctionnelle employant les techniques les plus avancées. Cette nouvelle orientation devait caractériser la période de construction accélérée qui a commencé à partir de 1955-1957.

Mais la construction massive et industrialisée comporte, elle, un risque d'uniformité triste et peu esthétique. Ici ce n'est plus le gaspillage des surfaces ou des volumes, mais au contraire la recherche de l'économie et de la standardisation qui font problème. Les grands ensembles que l'on retrouve dans toutes les villes soviétiques se ressemblent tous, surtout dans les quartiers récemment urbanisés. Même en Asie centrale, il ne semble pas que les traditions locales aient inspiré les architectes. On rencontre partout les mêmes blocs identiques, en alignements dont la monotonie est aggravée par le fait que, presque toujours, les immeubles ont cinq niveaux.

(1) Kopp, ouvrage cité.

Les Soviétiques ont d'ailleurs senti le danger et s'efforcent de promouvoir une architecture plus diversifiée, même à partir d'éléments préfabriqués. Les principaux moyens sont une plus grande liberté d'implantation, la faculté d'adapter la construction à la nature environnante et la combinaison d'immeubles à niveaux différents.

Cependant, la monotonie caractérise encore beaucoup des ensembles réalisés actuellement. Néanmoins, l'utilisation du verre, de l'acier et du plastique a déjà permis de construire des édifices publics agréables et fonctionnels (Palais des Congrès et Palais central des Pionniers à Moscou, aéroports, etc.).

Plusieurs grands ensembles d'habitations, actuellement en cours de construction, servent de champ d'expérience aux idées nouvelles. Celles-ci visent essentiellement deux objectifs : d'abord améliorer et renouveler l'esthétique architecturale ; ensuite intégrer au maximum les services collectifs aux logements. Tel est le cas du microquartier de Himki-Hovrino, à Moscou, réalisé sous la direction de l'architecte Meyerson.

Illustrant cet esprit de recherche, le jury du Cercle d'études architecturales français a attribué récemment son grand prix aux Ateliers de recherches et de réalisations d'urbanisme et d'architecture de la ville de Moscou. Le jury a précisé que ce choix soulignait l'effort de prospection poursuivi actuellement pour renouveler l'expression architecturale en U. R. S. S.

A l'actif de l'urbanisme soviétique, on doit encore citer les ensembles monumentaux des quartiers centraux, qui ne manquent pas de grandeur et d'une certaine beauté assez solennelle, ainsi que les larges avenues abondamment plantées d'arbres et de parterres d'arbustes et de fleurs. On ne peut oublier plus généralement l'importance des espaces verts qui sont systématiquement développés.

E. — LES CLIMATS

L'immensité, la situation en latitude et le caractère continental créent en U. R. S. S. une grande variété de climats, dont beaucoup sont rigoureux. Ces différences ont des conséquences sur l'urbanisme.

1. *Le Grand Nord.*

L'implantation de villes dans ces régions au climat extrême n'a pas été aisée. Beaucoup d'entre elles ne sont reliées au reste de l'Union que par l'avion pendant la plus grande partie de l'année.

La construction y est rendue particulièrement difficile par l'enneigement fréquent et par le sol gelé qui pose des problèmes pour la stabilité des fondations.

L'aménagement des conditions de vie vise à rapprocher le plus possible le lieu de travail du domicile, afin de réduire au minimum les déplacements. La surface habitable attribuée à chaque personne est très supérieure à la norme générale de l'Union.

Il a aussi fallu parfois réaliser des travaux considérables pour se procurer de l'eau. A Iakoutsk, on a dû creuser des puits artésiens à travers deux cents mètres de sol perpétuellement gelé.

2. *Les régions de climat tempéré.*

La seule contrainte climatique résulte du souci de faire qu'une partie de chaque logis donne vers le Sud.

3. *Les régions désertiques.*

Le problème dominant est ici la chaleur et la sécheresse. Il a donc fallu réaliser d'importants travaux d'adduction d'eau et créer autour des villes des ceintures vertes les protégeant des vents desséchants. A Tachkent, par exemple, les arbres sont très abondants et des canaux distribuent l'eau partout à l'intérieur de la ville.

La chaleur rend nécessaire une aération intensive et la construction de grands balcons ou loggias. Au Turkménistan, chaque logement doit avoir des fenêtres sur les deux côtés de la maison.

En Asie centrale et en Transcaucasie, la hauteur des appartements est fixée à 3 mètres, au lieu de 2,70 mètres dans le reste du pays, afin, toujours, de faciliter la circulation d'air.

SECTION II

LES ASPECTS ET LES METHODES DE L'AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT DES VILLES

Nous examinerons successivement dans cette section :

- la structure et l'équipement des villes soviétiques ;
- l'administration des villes soviétiques ;
- les finances des villes soviétiques.

I. — La structure et l'équipement des villes soviétiques.

L'urbanisme soviétique repose sur un ensemble de règles qui concernent d'une part la conception de la structure générale des villes, de la répartition et de l'aménagement des diverses zones qui les composent ; d'autre part, les équipements collectifs (services municipaux) ou individuels (logements).

A. — LA STRUCTURE DES VILLES SOVIÉTIQUES

Les principaux problèmes de structure urbaine intéressent :

- la répartition des zones industrielles et des zones résidentielles ;
- l'aménagement des quartiers résidentiels ;
- les espaces verts.

1. Zones industrielles et zones résidentielles.

La très grande majorité des villes soviétiques sont des centres industriels. Le problème de la localisation des activités secondaires y est donc important tant du point de vue de l'efficacité économique que de celui de la commodité et de la santé des habitants. Cette localisation dépend de la nature de l'industrie et des conditions naturelles. Nous allons résumer la doctrine des urbanistes soviétiques.

Le principe de base est de séparer la zone industrielle des quartiers d'habitation par une étendue de verdure comportant des parcs et des installations sportives (notamment des parcs dits « de culture et de repos »), en évitant toutefois un trop grand éloignement qui allongerait à l'excès les déplacements des travailleurs.

Dans les cas de villes nouvelles construites sur de grands espaces dépourvus d'obstacles naturels, il est fréquent de disposer parallèlement les zones d'habitation et celles d'industrie et de les séparer par une bande de verdure dépendant du caractère de l'industrie. En outre, une zone de repos, comprenant généralement une rivière, des réservoirs d'eau ou des massifs forestiers touche la zone d'habitation du côté extérieur.

Lorsque les villes dépassent 80.000 ou 100.000 habitants, il est préférable de créer deux ou trois zones industrielles situées en des points différents de la ville. Cette relative dissémination a l'avantage d'augmenter le nombre de travailleurs pouvant se rendre à pied à leur entreprise et de faciliter le fonctionnement des transports publics.

2. *L'aménagement des zones résidentielles.*

Depuis une trentaine d'années, les plans d'aménagement des zones résidentielles se fondent sur le système des « micro-quartiers » ou « microrayons », pour reprendre le mot russe « rayon », qu'on peut traduire par arrondissement.

Le microrayon est une sorte de grande unité de voisinage qui s'étend sur une superficie de 30 à 50 hectares et groupe 5.000 à 15.000 habitants. On y trouve tous les services publics nécessaires à la vie quotidienne : écoles, crèches, jardins d'enfants, magasins, services de réparation, espaces verts, terrain de sport, restaurant, salles de réunion, bibliothèque.

Ainsi chaque habitant trouve les services courants dans un rayon de quelques centaines de mètres. Le microquartier constitue une communauté reposant sur le commerce de détail et les services publics courants comme sur le voisinage du logement et des lieux de détente.

A l'intérieur de cet ensemble ne doit passer aucune voie de circulation générale. Les voies de cette nature sont à la limite de l'unité, celle-ci ne portant que les voies d'accès nécessaires à ses habitants.

Les *Règles et normes pour la construction et la planification des villes* ont précisé les équipements que l'on devrait trouver dans chaque microquartier :

— écoles sur la base de 150 élèves pour 1.000 habitants, à raison de 20 mètres carrés par élève, et desservant un rayon maximum de 1 kilomètre ;

— jardins d'enfants (de trois à sept ans), à raison de 40 à 50 places pour 1.000 habitants ; distance maximum : 300 à 500 mètres ;

— crèches (de trois mois à trois ans) : 30 à 40 places pour 1.000 habitants ; distance maximum : 300 à 500 mètres ;

— restaurants de quartier, à raison de 25 places pour 1.000 habitants, mais avec 6 services, soit au total 150 places ; 25 mètres carrés par place ; distance maximum : 1 kilomètre ;

— clubs ou maisons de culture : 5 places pour 1.000 habitants ; 50 mètres carrés par place ; distance maximum : 1 kilomètre à 1,500 kilomètre ;

— cinémas : 20 à 40 places pour 1.000 habitants ; 15 mètres carrés par place ; distance maximum : 1 kilomètre à 1,500 kilomètre ;

— installations hospitalières : 15 lits pour 1.000 habitants ;

— dispensaires : 10.000 visites pour 1.000 habitants par an ;

— centres commerciaux et artisanaux, garages et ateliers de réparations de voitures ;

— parkings et garages : 20 places pour 1.000 habitants, soit environ 1 place pour 27 logements.

Naturellement, ces normes représentent l'état idéal des équipements de microquartiers. La réalité ne se conforme pas forcément à ces prescriptions.

Le microrayon constitue le premier échelon du réseau général des services culturels et courants qui, rappelons-le, sont de caractère public puisqu'ils relèvent de l'initiative administrative. Le second échelon est constitué par le centre public du rayon ou arrondissement urbain, où l'on trouve certains services dont la présence à l'intérieur de chaque microrayon ne s'impose pas (hôpitaux, polycliniques pour adultes ou enfants ; centre commercial avec des grands magasins spécialisés, y compris un grand magasin d'alimentation — Gastronom — ; centre de réparations en tous genres — Remont — ; locaux administratifs du rayon ;...).

Le troisième et dernier échelon est celui des établissements nécessaires à l'ensemble de la ville et généralement situés au centre de celle-ci (immeubles administratifs municipaux, théâtres, salles de concerts, musées...).

Des centres spécialisés peuvent enfin avoir une localisation particulière en fonction de la nature de leurs activités (centre hospitalier, complexe sportif, établissements universitaires). Ainsi les sanatoriums, les maisons de repos, les bases touristiques et les camps de pionniers sont situés dans la banlieue verte.

3. *Les espaces verts et les zones de repos.*

Les urbanistes soviétiques attachent une grande importance aux problèmes de la répartition de la verdure à l'intérieur et autour des villes. Ils considèrent que la meilleure solution pour la santé et le repos de la population des villes consiste à développer les espaces verts à l'intérieur des agglomérations et à créer, au dehors, des grandes zones naturelles situées dans des endroits salubres et pittoresques.

Ces zones de repos extérieures peuvent être plus ou moins éloignées de la ville (région du lac Bannoe, dans les contreforts de l'Oural, pour Magnitogorsk ; gorges de Varzobzky, près de Douchambé ; station balnéaire de Sestroretsky, près de Léninegrad). Pour faciliter l'accès et le séjour dans ces zones, on développe leurs liaisons avec la ville et on y crée des hôtels, des maisons de repos, des sanatoriums, des camps de jeunes et des terrains de campings. Ces formes collectives de villégiature et de week-end semblent actuellement être plus favorisées par les autorités soviétiques que les datchas individuelles, dont la multiplication pourrait nuire aux zones vertes. Une importance particulière est accordée à la constitution de très grands espaces d'eau et à la conservation des massifs forestiers. Des installations récréatives sont aménagées (plages, patinoires, zones de yachting ou de pêche, ...).

Autour des villes, on s'efforce de maintenir une ceinture verte large de cinq à dix kilomètres, dans laquelle l'urbanisation est interdite ou strictement réglementée. Afin de rapprocher au maximum les habitants de la verdure, on s'efforce de promouvoir une extension de l'agglomération en forme d'étoile, la zone verte s'avancant entre les branches de celle-ci. Ceci facilite d'ailleurs la desserte des quartiers suburbains par les moyens de transports en commun davantage que dans le cas d'une ville grandissant par cercles concentriques. Ainsi, autour de Moscou, dont l'espace urbain occupe 87.500 hectares, 187.000 hectares ont été bloqués à titre de zone naturelle et récréative à sauvegarder. Minsk, qui compte 600.000 habitants, dispose de 48.000 hectares de zone verte.

Dans les villes, la moyenne des terrains publics plantés de verdure est de trois à cinq mètres carrés par habitant. Ce chiffre est assez modeste et, pourtant, l'on a souvent l'impression d'une

densité assez élevée de verdure lorsqu'on parcourt une agglomération soviétique. Il faut noter, dans ce domaine, une création originale des urbanistes soviétiques : les parcs de culture et de repos, qui sont de vastes parcs publics dans lesquels ont été installés des bâtiments à destination « culturelle », ce mot étant pris dans un sens très extensif (attractions, salles d'expositions et de lecture, cinémas, kiosques à musique, piste de danse, pavillons pour joueurs d'échecs, voire un théâtre de verdure, ...). On y trouve aussi des cafés et des restaurants.

On espère d'ailleurs que les normes d'urbanisme permettront de porter ce chiffre à 10 ou 15 mètres carrés par habitant. Ainsi chaque nouveau microquartier doit être parsemé de nombreuses masses de verdure groupées ou disséminées.

Il faut d'ailleurs souligner que certaines villes (Alma-Ata par exemple) dépassent déjà très largement cet objectif.

Une autre méthode consiste à associer directement les habitants à la plantation des espaces verts de leur ville, en leur demandant de planter ou d'entretenir eux-mêmes des arbres, des arbustes ou des fleurs, dans les rues ou les parcs. De telles expériences ont été faites à Omsk et à Alma-Ata notamment.

B. — LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS URBAINS

Les villes soviétiques posent dans ce domaine les mêmes problèmes difficiles qu'en Europe. L'étendue des agglomérations et l'accroissement de leur population exigent des investissements considérables.

1. *Communications et transports.*

Les villes d'U. R. S. S. se caractérisent par le nombre important de larges artères, souvent rectilignes et plantées d'arbres et de parterres fleuris. Comme la circulation automobile y est encore assez peu dense, étant surtout le fait de camions et d'autocars, le problème des embouteillages s'y pose rarement. Au surplus, la largeur des avenues existantes pourrait d'ores et déjà assurer facilement l'écoulement d'un bien plus grand nombre de voitures et, à cet égard, les perspectives récentes d'accroissement du parc automobile ne devraient pas poser de graves problèmes.

Si les moyens de transport individuels sont actuellement en nombre limité, l'intensité de l'activité économique, l'étendue de la surface et le chiffre de la population ont donné beaucoup d'importance à l'organisation des transports dans les villes soviétiques. Pour la grande majorité des déplacements, notamment entre le domicile et le lieu de travail, mais aussi pour les voyages d'agrément vers la banlieue, les investissements ont été essentiellement affectés aux moyens collectifs de transport.

Les résultats de cette politique semblent être positifs. Les transports en commun fonctionnent efficacement et leurs tarifs sont bas. Plusieurs villes d'Union soviétique sont déjà dotées de lignes de métro ou en voie de le faire. Cependant le principal moyen de transport est constitué par les autobus, tramways et trolleybus, largement répandus, ainsi que parfois, semble-t-il, par des camions pour les travailleurs de certaines entreprises. Les liaisons avec la banlieue et les villes-satellites sont très largement assurées par des chemins de fer dont les lignes sont aussi souvent que possible électrifiées, notamment à Moscou. La fréquence de ces trains suburbains paraît élevée et leurs heures de fonctionnement prolongées. Dans la région de Moscou, la ligne Iaroslav-Mytichtchi, longue de 17 kilomètres, fonctionne 22 heures et demie sur 24, avec 22 ou 23 trains à l'heure pendant les périodes de pointe et 15 pendant les périodes creuses. Au surplus, en raison du système de travail par roulement et de l'étalement des horaires, les pointes sont assez écrêtées.

En ce qui concerne les déplacements quotidiens, les Soviétiques s'efforcent de limiter à une heure trente au maximum leur durée totale. La réalisation de cet objectif a été poursuivie non seulement par le développement massif des transports collectifs, mais aussi par une disposition rationnelle de l'habitat, des lieux de travail, des zones de repos et des services publics, ce qui a pu évidemment être réalisé plus facilement dans les nombreuses villes nouvelles, surtout si elles sont d'une grandeur optimum, que dans les anciennes.

On s'est efforcé — nous l'avons dit — d'éviter que les voies à grand trafic ne traversent sans utilité les ensembles résidentiels, en isolant ceux-ci, si possible, par une zone de verdure. A l'intérieur de ces ensembles, on ne devrait, en principe, trouver que des voies de desserte locale et des passages pour piétons. En même temps, on veille à ce que l'accès aux transports publics ne soit pas trop éloigné des lieux d'habitation ou de travail.

Le développement du métro dans les villes soviétiques est récent, mais déjà plusieurs en disposent. La plus ancienne ligne,

longue de 11 kilomètres, fut inaugurée à Moscou en 1935. Au 1^{er} janvier 1966, le réseau moscovite atteignait 110 kilomètres et 69 stations. Il possède plusieurs lignes, dont une circulaire. 3.600.000 personnes l'utilisent chaque jour. En 1970, on prévoit que 50 kilomètres et 20 stations supplémentaires seront en service. L'aménagement des premières stations était caractéristique de l'urbanisme de parade de l'époque : on y trouvait une profusion d'arcades, de marbre, de sculptures, de décorations et même des lustres au plafond. Ces embellissements font évidemment du métro moscovite le plus beau du monde, mais leur coût était excessif. Actuellement, les réalisations sont d'un style plus fonctionnel.

A Léninegrad, le premier métro a été inauguré en 1955. On y trouve actuellement deux lignes, d'une longueur totale de 27 kilomètres, et 18 stations. Ces chiffres seront portés à 110 kilomètres et 55 stations.

A Kiev, la première ligne a été ouverte en 1960 (7 kilomètres et 9 stations).

Deux autres villes soviétiques ont également commencé à se doter d'un métro : Bakou et Tbilissi.

2. L'approvisionnement en gaz et en électricité.

L'effort accompli par l'Union soviétique pour mettre en valeur ses ressources naturelles a permis d'approvisionner de plus en plus largement les villes en gaz et électricité.

La desserte des villes en gaz naturel est souvent assurée par de très longs gazoducs. Dès 1947, celui de Saratov à Moscou (843 km) entra en service. Le gisement de Stavropol alimentera à la fois Moscou (1.300 km), Rostov-sur-le-Don et des dizaines d'autres villes. Kiev est approvisionnée par le gaz de Dachava (543 km).

La généralisation de l'installation du gaz de ville est un des objectifs de l'aménagement urbain actuel. Elle doit permettre la disparition des fourneaux à bois ou à charbon. En 1965, 9.733.000 logements urbains étaient équipés au gaz.

La distribution de l'électricité sur le plan national est assurée au moyen de vastes réseaux d'interconnexion régionale, notamment ceux de l'Oural, du Midi et du Centre, de la région de Kouybychev - Volgograd et de Sibérie centrale.

Il reste cependant à faire dans ces domaines, puisque le plan quinquennal 1966-1970 a pour objectif de porter à 50-55 % la proportion des logements urbains dotés du gaz, d'installer celui-ci au moins dans 1.000 villes et agglomérations de type urbain et de multiplier par 1,6 la production de l'énergie électrique destinée aux besoins courants dans les villes.

L'exploitation des réserves naturelles considérables d'hydro-électricité de Sibérie et de gaz naturel d'Asie centrale et de Sibérie facilitera la réalisation de ce programme. Le principal problème est en fait celui du transport de cette énergie vers les lieux de consommation.

3. *Les équipements socio-culturels.*

Le souci du développement harmonieux de l'individu, notamment par l'élévation de son niveau culturel, et de son intégration active dans la collectivité, ont conduit les autorités soviétiques à créer ou à encourager les équipements socio-culturels à l'intérieur des agglomérations urbaines. L'objectif est d'offrir à tous les habitants, jeunes ou adultes, le maximum de possibilités de se cultiver, de se réunir, de se rencontrer ou de se soigner.

Les crédits alloués par l'Etat à l'éducation, aux institutions culturelles et éducatives ont augmenté de 85 % entre 1955 et 1960. En 1962, les dépenses sociales et culturelles représentaient 35,7 % du budget de l'U. R. S. S. En 1965, 37,4 milliards de roubles ont été consacrés à l'instruction publique, à la santé, à la culture et à la science.

Nous n'insisterons pas ici sur les équipements en matière d'enseignement (1) et de santé, dont nous rappellerons simplement qu'ils ont bénéficié d'un effort considérable et efficace dès le début du régime. Nous voudrions parler ici surtout des autres équipements culturels et sociaux, qui constituent des éléments caractéristiques de l'existence dans les villes soviétiques.

L'effort en faveur de la culture est attesté par le très grand nombre de bibliothèques, puisqu'on en compte actuellement plus de 380.000, dont le fonds de livres et de revues s'élève à 1,9 milliard d'exemplaires. On sait, d'ailleurs, qu'une des choses qui frappent le plus le visiteur en Union soviétique est le nombre des gens qui lisent des ouvrages sérieux, dans le métro par exemple.

(1) Sur les problèmes de l'enseignement en U. R. S. S., voir l'excellent rapport d'information fait par une délégation de la Commission des Affaires culturelles (Sénat, n° 114, session 1964-1965). Compte tenu de la qualité de ce document, il a paru inutile de reprendre ici l'examen de ces questions.

Cette soif d'apprendre, que remarque l'étranger, est d'ailleurs favorisée par le développement des écoles du soir et des cours par correspondance. Les écoles du soir d'enseignement général permettent à beaucoup de jeunes de poursuivre leurs études secondaires tout en travaillant. Cette pratique est d'ailleurs facilitée par les horaires de travail quotidien, qui sont de sept heures, avec une brève pause pour le déjeuner, ce qui permet aux travailleurs d'être libres tôt dans l'après-midi. Le nombre des écoles du soir est de 25.600. Au total, on estime que 7 millions et demi de personnes sont inscrites dans ces écoles ou à des cours par correspondance.

En ce qui concerne les établissements de spectacles artistiques, on recense en U. R. S. S. 504 théâtres professionnels, contre 177 en 1913. En 1965, ils ont enregistré 101.268.000 entrées. Les spectacles y sont donnés, selon les régions, dans une des 39 langues des peuples de l'Union. Sur ces 504 théâtres, 293 sont situés en République de Russie, 21 en Ouzbekistan et 20 au Kazakstan.

Votre délégation a eu l'occasion d'assister, à Samarkand, à une représentation en langue ouzbekhe donnée dans un grand théâtre tout neuf. Il s'agissait d'une pièce très mélodramatique dont le thème était la libération de la femme en pays musulman soviétique au lendemain de 1917. Par contre, les spectacles auxquels elle a pu assister à Moscou (théâtre des marionnettes) et à Léninegrad (ballets) étaient excellents à tous points de vue.

A côté de ces théâtres professionnels, on trouve un grand nombre de « théâtres populaires » dont les activités sont très diverses (cercles dramatiques, conservatoires populaires, sociétés philharmoniques, orchestres, studios d'opéra et de ballet...). On compte, en U. R. S. S., plus de 700 théâtres populaires, plus de 50 philharmonies, 2.500 studios cinématographiques amateurs et des milliers d'ensembles artistiques divers. Plus de 10 millions de personnes font partie de ces groupements. A l'origine de ceux-ci, on trouve souvent des organisations sociales comme les syndicats, les komsomols ou les associations populaires. Mais il arrive aussi que ce soit de simples particuliers, par exemple des habitants d'un groupe d'immeubles.

Comme le théâtre, le cinéma a constitué un moyen de culture et de divertissement, mais aussi d'éducation politique. C'est pourquoi il a connu un grand développement. On compte actuellement

145.400 cinémas, dont 131.600 sont fixes et 13.500 ambulants, ces derniers étant généralement ruraux. Par république, la Russie en possède 92.529, l'Ouzbekhistan 7.289 et le Kasakhstan 1.599.

Les musées d'art sont au nombre de 132. Il faut y ajouter les nombreux musées scientifiques et techniques et aussi l'exposition des réalisations de l'économie soviétique, à Moscou, qui donne un tableau très complet des activités du pays, de l'agriculture à la recherche spatiale. Une telle exposition existe également, au niveau des républiques fédérées, dans les capitales de celles-ci.

Pour les enfants ont été créés les Palais des pionniers (les Pionniers sont l'organisation de masse des enfants qui n'ont pas encore l'âge d'entrer dans les Komsomols, c'est-à-dire âgés de 9 à 14 ans ; à Moscou, 95 % de ces enfants font partie des Pionniers). Dans cette ville, il existe non seulement un grand Palais principal, mais d'autres sont également implantés dans les divers arrondissements de la ville. Le Palais principal peut accueillir 14.000 enfants, ceux de chaque arrondissement 5.000 à 6.000. Il existe, en outre, des maisons des jeunesses communistes. Dans ces établissements, les enfants peuvent se livrer à toutes sortes d'activités culturelles, éducatives, artistiques ou pratiques, sous la direction d'enseignants qualifiés. Le Palais principal de Moscou comporte notamment une salle de l'espace, des ateliers de peinture, menuiserie, une salle de spectacle, une cafeteria, un club d'astronautique...

Mais la création la plus originale est celle des clubs et maisons de la culture, qui sont les établissements socio-culturels les plus populaires en U. R. S. S. On en compte 127.000 dont 15.700 dans des villes ; 12 millions de personnes peuvent trouver place dans leurs salles de spectacles.

Les clubs disposent d'environ 100.000 postes de radio et de télévision et de 700.000 instruments de musique. Ils sont gérés par 200.000 salariés et par des dizaines de milliers de collaborateurs bénévoles.

Dans ces établissements fonctionnent des cercles scientifiques, techniques, agronomiques... ; des cours de perfectionnement ; des universités populaires. Les travailleurs peuvent y organiser des fêtes ou des réunions ; y voir des films ou des spectacles ; y participer à des cercles d'artistes amateurs.

Le club est aussi un lieu de repos où l'on peut venir simplement pour bavarder entre amis.

Outre les clubs des entreprises industrielles et des chantiers, il existe aussi des clubs pour intellectuels : maisons des savants, des ingénieurs et techniciens, des membres du corps enseignant, des artistes, des écrivains, des compositeurs, des architectes... En principe, les dirigeants de ces clubs, élus parmi les membres, travaillent bénévolement.

Cet ensemble est complété par un réseau de clubs itinérants qui desservent les personnes vivant dans les lieux éloignés des centres culturels.

Il faut souligner qu'une partie importante du travail dans le domaine de la culture est effectuée à titre bénévole. Depuis la fin de 1963, plus du tiers des clubs et la moitié des bibliothèques de syndicats fonctionnent sans personnel rémunéré. Plus de 200.000 personnes s'occupent ainsi de cercles d'amateurs. De même, plus d'un million de savants et de personnalités sociales participent à la diffusion des connaissances scientifiques et politiques ou organisent des conférences, des séminaires ou des rencontres avec des autodidactes. En 1963, plus de 13 millions de conférences ont été ainsi organisées.

On le voit aux exemples qui précèdent, l'activité de tous ces établissements et associations est orientée à la fois vers le développement de la culture et des capacités de leurs membres et aussi vers une intégration des individus dans des collectivités plus vastes que la cellule familiale, souvent à base professionnelle.

Dans le domaine de l'équipement sportif, les villes ont également bénéficié d'un effort considérable. La politique de développement des espaces verts a permis, notamment à la périphérie des villes, l'implantation des nombreux stades et installations sportives. Le sport tient d'ailleurs une place importante en U. R. S. S., puisqu'il constitue un excellent moyen de favoriser la santé et l'épanouissement physique des individus. Le nombre des seuls stades de plus de 1.500 places est de 2.397.

Cet état de choses permet à beaucoup de Soviétiques, soit de suivre des cours de formation ou de perfectionnement, soit de fréquenter des bibliothèques, soit de participer ou d'assister à des manifestations culturelles, soit de se livrer à des activités sportives. A Leningrad, par exemple, pour une population d'environ 3.600.000 habitants, il y a 50 musées, 160 palais de la culture et clubs, 2.600 bibliothèques, 800 cinémas. Plus de 500.000 personnes

fréquentent des cours du soir de culture ou de perfectionnement professionnel. On le voit à ces chiffres, c'est à un remarquable effort de perfectionnement humain, à la fois intellectuel et physique, que s'adonne la société soviétique.

C. — LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

La construction de logements constitue le principal des problèmes de l'équipement des agglomérations urbaines. En Union soviétique, ce problème s'est posé d'une manière particulièrement aiguë.

La population citadine est passée de 25 millions de personnes en 1913 à près de 120 millions en 1966, ce qui représente un accroissement brut des besoins en logements de l'ordre de 22 millions, qui s'ajoutait à l'insuffisance du fonds locatif réalisé avant 1913. La pénurie a été aggravée par les destructions dues aux guerres, notamment à la seconde guerre mondiale, et par l'insuffisance du renouvellement du patrimoine immobilier. La priorité absolue accordée aux industries lourdes a limité à l'excès les investissements dans la construction locative jusqu'à une période très récente.

Le problème de la construction locative en U. R. S. S. peut être étudié sous cinq aspects :

- les insuffisances de la construction locative de 1917 à 1957 ;
- l'effort entrepris à partir de 1957 ;
- les techniques de construction ;
- les agents et les méthodes de la construction ;
- les Soviétiques face au problème du logement.

1. *Les insuffisances de la construction locative de 1917 à 1957.*

Ce qui caractérise les quarante premières années du régime soviétique, c'est l'insuffisance de la construction locative par rapport à des besoins considérables.

Dès novembre 1917, le tout jeune pouvoir soviétique abolit le droit de propriété privée sur les biens immobiliers dans les villes. Les logements de l'aristocratie et de la bourgeoisie

furent attribués aux travailleurs les plus mal logés. On estime que de 1917 à 1920, 500.000 personnes bénéficièrent de ces réquisitions à Moscou et 300.000 à Léninegrad.

Cependant ces mesures, pour spectaculaires et justifiées qu'elles fussent, ne pouvaient suffire. On fut obligé de faire cohabiter plusieurs familles dans chacun des grands appartements bourgeois qui furent rapidement surpeuplés. Et l'ampleur des migrations vers les villes rendit les besoins encore beaucoup plus grands.

Le pouvoir soviétique manquait alors de moyens pour résoudre ce problème capital. Les entreprises du bâtiment étaient très insuffisantes.

La construction de maisons neuves reprit vraiment à partir de 1923. En 1928, le fonds locatif urbain s'était accru de près de 400.000 logements, ce qui était très loin de correspondre aux besoins.

Au cours du premier quinquennat, la construction de logements accompagna l'implantation des industries qui se créaient. Beaucoup de jeunes partirent alors travailler sur les chantiers qui s'ouvraient dans l'Oural, en Sibérie, en Extrême-Orient et dans le Grand Nord.

Les sommes destinées à la construction locative triplèrent dans le second quinquennat. De 1933 à 1941, 84 millions de mètres carrés de surface habitable furent construits.

Ces réalisations restaient très en deçà des besoins, d'autant plus que l'accroissement de la population urbaine était plus rapide que celui de la surface habitable. La pénurie subsistait. Elle fut aggravée dans des proportions dramatiques par la guerre qui priva d'abris plus de 25 millions de personnes.

Cependant, dès avant la fin des hostilités, on reconstruisit 500.000 logements dans les villes et les agglomérations libérées. Dès 1949, les neuf dixièmes du fonds d'habitat détruit étaient reconstruits. De 1946 à 1950, on édifia des habitations nouvelles ou reconstruites, pour une surface totale de 102,8 millions de mètres carrés, dont les trois quarts par l'Etat. La population des villes sinistrées participa activement à l'effort de reconstruction, aidée souvent par des volontaires venus d'autres régions.

La période de reconstruction achevée, le cinquième plan quinquennal (1951-1955) doubla, par rapport au quatrième, les investissements de l'Etat dans la construction. 105,4 millions de mètres carrés de surface habitable furent ainsi réalisés, auxquels il faut ajouter 38,8 millions construits par les particuliers, avec l'aide des crédits de l'Etat, et 10 millions bâtis par les entreprises et autres fonds non centralisés.

Au total, de 1917 à 1957, on estime que 13,5 à 14 millions de logements nouveaux furent construits. D'après l'annuaire statistique des Nations Unies, le nombre des habitations urbaines soviétiques était de 17.300.000 en 1956, avec une moyenne de 3,3 pièces par logement et une densité de 1,5 personne par pièce.

La situation du logement en U. R. S. S. restait donc fort mauvaise au milieu des années cinquante. Le patrimoine immobilier était à la fois vieilli et surpeuplé. On a pu chiffrer le retard, en 1945, à 10 millions de logements. Depuis cette date, l'accroissement de la population urbaine s'étant poursuivi au rythme de deux millions de personnes par an, il aurait fallu construire, pour répondre à ce seul accroissement, près de 500.000 logements par an. Pour la totalité des besoins, c'est donc au moins un million de logements nouveaux qui auraient été nécessaires chaque année pendant 20 ans. Or jusqu'en 1950, les réalisations ont été inférieures à ce chiffre.

Aussi le retard s'est accumulé, d'une façon d'ailleurs inégale. Les villes nouvelles ont parfois bénéficié d'un effort particulier pour loger la main-d'œuvre nécessaire à l'industrialisation, ce qui a facilité la venue dans ces agglomérations de jeunes ménages sans logement personnel. Au contraire, la situation restait critique dans les grandes villes anciennes, notamment à Moscou, Leningrad et Kiev, où on ne disposait que de 6 à 9 mètres carrés de surface habitable (1) par personne.

Cette pénurie avait provoqué la prolifération d'un habitat spontané suburbain fait de maisons de bois de type rural, plus ou moins simplifié. En outre, la nécessité de construire au meilleur marché et vite avait conduit à réaliser des logements de qualité médiocre, mal terminés, exigus et vite dégradés.

(1) Par surface habitable, les Soviétiques entendent les seules pièces de séjour proprement dites (chambres, salles à manger), à l'exclusion des cuisines, salle d'eau, W.-C., couloirs et dégagements.

Il faut reconnaître que cette situation tenait aux éléments que nous avons déjà rappelés (insuffisance du fonds locatif, priorité aux industries lourdes, destructions dues aux guerres). C'est ainsi qu'au cours de ses quarante premières années d'existence, l'U. R. S. S. a été obligée d'en consacrer plus de dix aux guerres ou à la réparation de leurs dommages.

Il n'en reste pas moins que la pénurie de logements avait pris un caractère aigu dont la prolongation ne se justifiait plus dix ans après la fin du second conflit mondial, alors que l'U. R. S. S. était devenue la seconde puissance économique du monde.

2. L'effort de construction à partir de 1957.

Le tournant de la politique du logement a été pris en 1957. Une décision, en date du 31 juillet, du Comité central du parti communiste et du Conseil des Ministres « sur le développement de la construction d'habitations en U. R. S. S. » prévoyait que, dans les dix à douze années à venir, il fallait tenter de mettre fin à la pénurie de logements et de procurer un appartement à chaque famille.

L'objectif ultérieur consiste à assurer, vers 1980, à chaque citadin, 12 à 15 mètres carrés de surface habitable, c'est-à-dire l'usage d'une pièce individuelle de 9 mètres carrés par personne et la jouissance d'une salle de séjour commune pour chaque logement familial. La réalisation de cet objectif suppose l'édification de 120.000 logements par an à Moscou, de 60.000 à Léninegrad, c'est-à-dire le logement d'un demi-million de personnes chaque année à Moscou, de 250.000 à Léninegrad. Ainsi, en dix ans, cinq millions d'habitants de la capitale devront avoir reçu un appartement neuf, soit les quatre cinquièmes de la population. Pour l'ensemble de l'U. R. S. S. cela représente le relogement de plus de 100 millions de personnes en l'espace de 20 à 25 ans.

Dans l'immédiat, la norme de 9 mètres carrés de surface habitable par personne demeure cependant applicable. Il semble d'ailleurs qu'elle soit en voie d'être atteinte à peu près partout, au moins en moyenne générale.

Dès 1953, le nombre des logements construits avait crû, atteignant 1.512.000 en 1955. Mais c'est en 1957 que le bond en avant est vraiment commencé, le chiffre de cette année étant

de 2.197.000 logements contre seulement 1.636.000 en 1956. La progression se poursuit en 1958, avec 2.692.000 logements.

Le programme le plus ambitieux fut celui du plan septennal 1959-1965. Il prévoyait la réalisation de 650 à 660 millions de mètres carrés. aux frais de l'Etat et de la population dans les agglomérations urbaines, ce qui aurait représenté près de 15 millions de logements pour les citoyens, soit 2,3 fois plus que dans la période septennale précédente et 3,6 fois plus que toute la surface habitable des villes en 1913. Le fonds d'habitat urbain aurait été multiplié par 1,6 en sept ans. Dans les campagnes, on prévoyait la construction de 7 millions de maisons nouvelles réalisées par les kolkhoziens et l'intelligentsia locale (enseignants, médecins, fonctionnaires...). Ce total de 22 millions d'habitations représentait une moyenne annuelle de 3.143.000 logements.

Le tableau suivant retrace l'évolution de l'effort soviétique pour la construction de logements :

ANNEE	NOMBRE de logements achevés (Etat et particuliers).	SURFACE construite dans les villes et par l'Etat dans les régions rurales. (En mètres carrés.)
1948	1.187.000	21.100.000
1955	1.512.000	33.400.000
1956	1.636.000	41.000.000
1957	2.197.000	52.000.000
1958	2.692.000	71.200.000
1959	3.039.000	80.700.000
1960	2.912.000	82.800.000
1961	2.701.000	80.200.000
1962	2.575.000	80.500.000
1963	2.495.000	79.300.000
1964	2.184.000	75.100.000
1965	2.224.000	78.000.000
1966	2.220.000	82.000.000
1967 (prévisions)	»	93.400.000

L'analyse de ce tableau révèle d'abord que dès 1958, c'est-à-dire avant le début du plan septennal, le nombre de logements achevés avait doublé par rapport aux dernières années de l'ère stalinienne.

L'ambitieux objectif de 3.143.000 logements par an n'a pas été atteint, car s'il a été approché dès la première année, en 1959, les résultats n'ont cessé de s'amoinrir régulièrement ensuite,

tombant finalement à 2.224.000 logements en 1965. Au total, en sept ans, on n'a construit que 17 millions de logements au lieu de 22 millions prévus.

Le bilan officiel montre que la surface construite dans les villes et par l'Etat dans les zones rurales n'a été que de 556 millions de mètres carrés entre 1959 et 1965, soit 1,9 fois plus que pendant la période septennale 1952-1958 et presque autant que la totalité de la construction depuis l'instauration du pouvoir soviétique jusqu'à 1958. Mais par rapport aux objectifs initiaux, ces résultats accusent, malgré leur importance, un retard de 100 millions de mètres carrés. Cependant, les directives du XXIII^e Congrès du P. C. U. S., en avril 1966, affirment que la moitié de toute la population a emménagé dans des logements neufs ou amélioré ses conditions d'habitat. Il est vrai que cette notion d'amélioration est assez élastique : il semble que l'on fasse ainsi entrer dans les statistiques les logements ayant simplement fait l'objet de travaux d'entretien ou de réparation.

Dans son rapport sur les prévisions du Plan et le budget de 1965, M. A.-N. Kossyguine, président du Conseil des ministres, avait souligné que, bien que le tiers de la population eût été relogé au cours des six premières années du plan septennal, le problème du logement demeurerait crucial. Il considérait comme inadmissible le ralentissement de la construction observé au cours des années précédentes.

Pourtant, en 1965 encore, les prévisions, bien qu'établies d'une année sur l'autre, n'ont pas été réalisées. On prévoyait 84 millions de mètres carrés, mais 80 seulement furent mis en service.

Il faut également préciser que ces chiffres de logements achevés sont bruts. Il convient, en effet, d'en déduire le nombre des logements désaffectés pour pouvoir connaître l'augmentation nette de la surface habitable. Ces données ne sont pas connues de nous. Cependant, on estime que dans « les villes, surtout dans les villes anciennes où subsistent d'importants quartiers de maisons vétustes, la part des logements désaffectés demeure assez considérable (16 % en 1964). Elle ira d'ailleurs en diminuant au fur et à mesure que s'accroît celle des logements neufs dans la masse totale de surface habitable » (1).

(1) *Revue Economie et politique*, mai 1966.

Si on compare avec les Etats-Unis, on constate qu'en 1950 ceux-ci construisaient environ deux fois plus de logements que l'U. R. S. S. (2.080.000 contre 1.073.000) et que la position s'est inversée au cours de ces dernières années (en 1965, 2.224.000 logements en U. R. S. S. contre 1.541.000 aux Etats-Unis).

L'évolution de l'effort soviétique ressort clairement du nombre de logements achevés pour 1.000 habitants. De 1950 à 1956, ce chiffre passait très lentement de 6 à 8. De 1956 à 1959, la progression fut très rapide, atteignant la dernière année 14,5. Depuis lors, la décroissance a été régulière, tombant à 12 en 1962 et à 9,6 en 1964 et 1965.

Les Etats-Unis, qui construisaient 13,7 logements pour 1.000 habitants en 1950, se maintiennent depuis 1953 aux environs de 8. En France, la progression, pour importante qu'elle ait été en valeur relative, n'a encore permis à notre pays d'atteindre ce seuil de 8 logements que tout récemment.

Le nouveau plan quinquennal (1966-1970) prévoit la construction de 480 millions de mètres carrés de surface habitable dans les villes, les cités ouvrières et les sovkhoses et de 2 à 2,5 millions de maisons dans les localités rurales (kolkhoziens et intelligentsia rurale). Ce programme devrait permettre l'amélioration de l'habitat ou l'installation dans des logements neufs de 65 millions de personnes, au lieu de 54 au cours des cinq années précédant 1966.

Cependant, dès 1966, on enregistra un décalage entre prévisions et réalisations. 82 millions de mètres carrés ont été construits alors qu'on en prévoyait 90. En un an, près de 11 millions de personnes, pourtant, ont emménagé dans des logements neufs ou amélioré leurs conditions de logement.

Pour 1967, les chiffres retenus sont de 93,4 millions de mètres carrés pour une dépense globale de 5,8 milliards de roubles.

Ce bilan de la politique récente montre l'ampleur de l'effort de construction accompli par l'U. R. S. S. à partir de 1957. Les résultats, même s'ils demeurent inférieurs aux objectifs, représentent cependant des chiffres qui font de l'U. R. S. S. le premier constructeur de logements du monde à l'époque actuelle, bien que,

si l'on considère le nombre de logements achevés pour 1.000 habitants, l'U. R. S. S. qui était encore en tête en 1961-1962, soit maintenant dépassée par plusieurs nations (Suède, Allemagne de l'Ouest, Israël et Japon).

3. *Les techniques de construction* (1).

L'impérieuse nécessité de construire vite et beaucoup a conduit les Soviétiques à renoncer à une architecture individualisée, de caractère parfois artisanal, comme à l'architecture de prestige de l'ère stalinienne, pour recourir à l'emploi d'éléments préfabriqués lourds.

La recherche de l'efficacité et de l'économie a provoqué la construction massive de maisons standardisées. Les types de logements économiques familiaux adoptés permettent une baisse de 10 % du prix de revient au mètre carré de surface habitable et d'un tiers du prix global de l'appartement.

L'industrie du bâtiment soviétique est ainsi passée de la pose des briques accélérée par des méthodes nouvelles à la préfabrication de panneaux de 9 à 12 mètres carrés, puis aux pièces entièrement montées en cubes avec toutes canalisations intégrées, chassis de portes et de fenêtres montés. Au lieu de la longue et coûteuse préparation des charpentes, escaliers et balcons, on a posé des plaques toutes prêtes à la dimension d'une pièce entière, des volées d'escalier et des balcons terminés. Même l'implantation des fondations et des murs de cave a été remplacée par le montage de volumineux blocs de béton. En 1958, on a commencé à construire 7.000 logements en panneaux de grandes dimensions coulés en usine. En 1962, on en construisit 200.000 et 370.000 environ en 1965.

Ainsi, le processus de construction, autrefois long et compliqué, se réduit au montage d'éléments tout préparés. L'essentiel de la fabrication est réalisée en usine et non plus sur le chantier. Une maison de 4 à 5 étages est bâtie en cinq ou six mois au lieu de dix-huit mois ou deux ans auparavant.

Actuellement, la construction par éléments préfabriqués représente 30 % des logements achevés. Vers 1970, ce taux devrait atteindre 50 %.

(1) Voir aussi, au chapitre III, le compte rendu de la visite par la délégation d'un combinat de construction à Léninegrad.

On compte actuellement plus de 300 usines d'éléments préfabriqués et 2.000 entreprises de béton précontraint. L'industrie du ciment soviétique est d'ailleurs la première du monde en volume.

Parmi les différentes méthodes de préfabrication utilisées, on compte notamment le procédé du Français Camus (1), ainsi que ceux des Soviétiques Lagouchenko, où l'assemblage est poussé au plus haut degré, et Kozlov, basé sur les cloisons de panneaux minces de béton armé par vibrolaminage.

Les avantages de la préfabrication sont d'abord l'industrialisation, qui permet les productions massives et accélérées, et ainsi l'abaissement du coût des matériaux. En réduisant les travaux sur le chantier essentiellement à des opérations de montage, elle permet un gain de temps considérable et une importante économie de main d'œuvre. Enfin, dans un pays où dominent les climats très froids, elle permet le fonctionnement des chantiers en dehors de la belle saison. Le montage au chantier s'effectue par n'importe quel temps, les joints étant coulés en béton réchauffé pendant les longues périodes de grand froid. Elle est en outre particulièrement adaptée à l'urbanisme soviétique caractérisé par la création de vastes ensembles immobiliers, voire de villes entières, puisqu'elle atteint sa meilleure rentabilité dans le cas de grands programmes géographiquement concentrés. En effet, l'opération n'est concevable qu'à l'échelle du couple usine-chantier de 10.000 logements au moins.

Le risque, c'est évidemment celui que créent les impératifs de la standardisation maximum qui tend vers une uniformité monotone des ensembles immobiliers et des aménagements intérieurs. Les Soviétiques s'efforcent actuellement, comme nous l'a indiqué M. Baranov, vice-président du Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture près du Gosstroï de l'U. R. S. S., de faire, avec quelques dizaines d'éléments préfabriqués, un peu la même chose que les écrivains avec les lettres de l'alphabet : de vastes ensembles architecturaux d'aspect et de nature divers malgré l'identité de leurs composantes. Nous avons vu, à propos de l'esthétique des villes, les nouvelles orientations de l'architecture et de l'urbanisme.

(1) La firme Camus a accordé une licence d'utilisation de son procédé en 1958 et fourni deux usines, l'une à Bakou, l'autre à Tachkent. Elle doit en livrer une autre dans cette dernière ville, ravagée par des séismes en 1966 et en 1967, qui fabriquera des éléments de béton armé permettant la construction de maisons de 9 étages insensibles aux tremblements de terre, au rythme de 24 logements par jour.

La production et l'emploi dans la construction est retracée dans le tableau suivant, extrait de l'annuaire statistique des Nations-Unies.

ANNEE	NOMBRE d'entreprises.	NOMBRE de salariés.
1958	8.883	4.421.000
1960	9.752	5.143.000
1961	9.568	5.270.000
1962	»	5.150.000
1963	9.911	»

D'après ces chiffres, les entreprises de construction soviétiques ont, en moyenne générale, un effectif de plus de 500 personnes.

4. *Les agents et les méthodes de la construction immobilière.*

L'Etat représente évidemment le grand responsable de la construction en Union soviétique. Chaque année, le budget prévoit des sommes considérables pour ce secteur. Cependant, la construction privée, de plus en plus sous la forme coopérative d'ailleurs, tient aussi une place notable. Le rôle des entreprises en faveur de leur personnel dans ce domaine est également important.

En 1957, un tiers environ de la surface bâtie dans les villes était occupé par des maisons construites avec des fonds privés. En 1959, cette proportion était de plus d'un tiers pour les nouveaux terrains bâtis.

Cette importance de la construction privée s'explique par la difficulté qu'a toujours eu l'Etat soviétique, dominé par la priorité du financement de l'industrialisation, à consacrer au logement des investissements suffisants.

C'est pourquoi, depuis l'origine, les pouvoirs publics ont encouragé les particuliers à construire par leurs propres moyens leur habitation. L'article 10 de la Constitution de l'U. R. S. S. reconnaît d'ailleurs le droit des citoyens à la propriété personnelle d'une maison d'habitation, droit qui est transmissible par héritage.

Cependant, cette formule individualiste est considérée comme présentant plusieurs inconvénients. Les maisons particulières occupent d'abord trop de place, surtout dans les grandes villes

déjà très étendues, ce qui accroît le coût des équipements et services collectifs. D'autre part, elles ont parfois tendance à ne pas respecter exactement les normes et les plans d'urbanisme. Enfin, sur le plan idéologique, elles favorisent le développement des sentiments de « petit propriétaire ». C'est ce qui a conduit le Comité central du P. C. U. S. et le Conseil des Ministres, dans une résolution d'août 1962, à préconiser le remplacement progressif des maisons individuelles par des immeubles coopératifs en copropriété à plusieurs étages. Cette mesure s'appliquait d'abord aux grandes villes.

La construction individuelle est donc, en règle générale, réalisée dans les petites villes et dans les banlieues. Les particuliers peuvent recevoir des crédits de l'Etat d'un montant de 700 roubles pour une durée de sept ans. Dans les régions au climat très rigoureux, et aussi pour certaines catégories de travailleurs, les conditions de crédits sont plus favorables : 1.000 roubles à dix ans. En outre, les intéressés reçoivent une concession gratuite et perpétuelle de terrain dont l'Etat prend en charge la viabilité.

Depuis 1964, les coopératives peuvent obtenir des crédits allant jusqu'à 60 % du prix des logements à construire. Les prêts, amortissables sur quinze ans, produisent un intérêt ne dépassant pas 5 %. Dans les régions du nord et de l'est du pays, le crédit peut atteindre 70 % du coût de la construction et il est remboursable en vingt ans. Outre cette aide financière, elles bénéficient d'attributions de terrains et de matériaux de construction et leur travaux sont exécutés par des entreprises de l'Etat. Cette formule de mise en commun des ressources des particuliers, qui doivent fournir 40 % du prix de la construction sur leurs économies personnelles, a l'avantage de permettre une utilisation plus rationnelle des investissements, de la main-d'œuvre, de l'équipement et des terrains. On envisage de multiplier par 3 ou 4, la construction coopérative au cours du quinquennat 1966-1970, sans que, pour autant, la cessation de la construction de maisons individuelles soit prévue, puisque cette formule continue à bénéficier de crédits de l'Etat. Le développement de la construction coopérative a été rapide au cours de ces dernières années : 1.840.000 mètres carrés en 1963 ; 4.791.000 en 1964 ; plus de 6 millions en 1965. On prévoit un total de 80 millions de mètres carrés pour le quinquennat.

L'Etat a également demandé aux entreprises d'utiliser plus largement leurs fonds destinés aux mesures sociales et culturelles et au logement.

Voici, pour les dernières années, les prévisions figurant au budget de l'Union pour la construction de logements :

	Montant.
1965	4,7 milliards de roubles,
1966	5,4 — —
1967	5,8 — —

En 1967, les coopératives recevront un crédit global de 467 millions de roubles, en augmentation de 17 % sur celui de 1966.

Au point de vue pratique, tous les investissements destinés à la construction de logements, dans le cadre des plans, sont concentrés à la Stroïbank de l'U. R. S. S. (Banque fédérale pour le financement des investissements). Le rôle de cette institution est considérable : non seulement elle effectue tous les décomptes concernant la construction et distribue les moyens financiers pour l'exécution des travaux, mais elle exerce aussi un contrôle des dépenses et des entreprises bénéficiaires de crédits en fonction du plan.

Le rôle de la Stroïbank ne se borne donc pas à répartir les fonds destinés à la construction. Elle veille aussi à ce que les ressources propres aux entreprises soient efficacement associées aux crédits d'Etat. C'est elle encore qui accorde des prêts aux coopératives et aux particuliers désireux de construire des habitations.

Les Soviets locaux sont les principaux responsables de la construction locative d'Etat, dont ils sont les maîtres d'œuvre dans le cadre des plans. Ils ont, en outre, un droit de contrôle sur l'ensemble de la construction par la délivrance du permis de construire et par le fait que la totalité de l'espace urbain leur appartient en vertu d'une sorte de municipalisation du sol.

Ainsi la planification de la construction s'effectue à l'échelle des dimensions et des besoins de chaque ville. Une direction générale de la construction, service relevant du Comité exécutif du Soviet de la ville, tel le Glavmostroï de Moscou, qui occupe 200.000 ouvriers et ingénieurs, dirige l'activité de construction. Un institut du plan directeur est chargé de l'aménagement de l'espace urbain tout entier. Un institut des projets-types prépare les modèles de bâtiments et d'îlots à reproduire en série. Enfin des bureaux sont spécialisés dans la mise au point du système de voirie, de chauffage urbain, d'analyse du sous-sol, tandis que des bureaux d'études traitent de problèmes particuliers d'architecture et d'urbanisme, y compris ceux de la conservation des monuments et ensembles historiques.

L'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des bureaux d'études et de programmation est indispensable, car les lacunes, les déficiences et les retards sont encore considérables, déclare en substance M. V.-F. Garbouzov, Ministre des Finances de l'U. R. S. S., dans son rapport, présenté le 15 décembre 1966, sur le budget pour 1967. Il importe également, ajoute-t-il, d'utiliser au mieux les énormes stocks de matériel inutilisé qui se trouvent sur les chantiers et qui continuent à grandir. Ces stocks représentaient, au 1^{er} octobre 1966, 3,8 milliards de roubles.

Ce qui frappe enfin, dans les méthodes de construction, c'est l'importance des chantiers, en raison des techniques de préfabrication et de normalisation et aussi pour des motifs d'économie par la concentration des moyens. Sauf dans les petites villes, on ne construit pas des ensembles de 1.000 ou 2.000 logements. Les chantiers portent sur plusieurs dizaines de milliers de logements.

5. *Les Soviétiques face au problème du logement.*

L'ampleur de l'effort de construction de logements réalisé depuis une dizaine d'années, s'il traduit une plus grande prise en considération des besoins individuels de la population, révèle l'importance considérable de la demande non satisfaite dans ce domaine.

La répartition des logements disponibles, autres que ceux construits par des coopératives ou des particuliers, se fait par décision commune de l'administration et du comité syndical de l'établissement dans lequel travaille le demandeur. Des militants syndicaux effectuent des enquêtes auprès des familles intéressées pour vérifier si leurs conditions de logement justifient l'attribution d'un nouveau local.

Dans les grandes entreprises, la répartition se fait par ateliers. Le directeur, en accord avec le comité d'entreprise, affecte un certain nombre d'appartements à chaque atelier. Le chef et le comité d'atelier, en liaison avec une commission spéciale, procèdent aux attributions.

Les syndicats participent également aux commissions de répartition de la surface habitable ressortissant aux Soviets de ville et d'arrondissement urbain.

Les critères d'attribution sont d'abord le surpeuplement, la vétusté ou l'inconfort du logement actuel. Mais on tient également compte des services rendus à la collectivité : familles de tués ou de mutilés militaires ou d'invalides du travail, travailleurs les plus méritants...

En cas de conflit entre la direction de l'établissement et le syndicat sur les attributions de logements, le différend est tranché par les instances supérieures des syndicats et des entreprises, au niveau régional.

La « norme sanitaire » soviétique est depuis longtemps fixée à 9 mètres carrés de surface habitable par personne. Il convient de rappeler que cette notion de surface habitable exclut la cuisine, la salle de bains, les W. C., les couloirs et les dégagements qui représentent en moyenne 30 % en plus de la surface habitable.

L'aménagement intérieur des appartements récents, comme d'ailleurs l'aménagement général des immeubles, frappe d'abord par l'uniformité et la standardisation des éléments. Tous les matériaux et appareils installés sont de grande série. La finition laisse parfois à désirer, notamment en ce qui concerne les joints, les revêtements muraux, la plomberie et les parties communes (escaliers par exemple), comme il arrive malheureusement trop souvent pour beaucoup de logements économiques et sociaux dans tous les pays. Le nombre des pièces est restreint, la plupart des logements ayant seulement deux ou trois pièces. Les dimensions de celles-ci sont plutôt médiocres. Cependant, ces appartements sont généralement dotés du confort moderne. Il y a, en définitive, assez peu de différences avec beaucoup de H. L. M. françaises.

Le loyer est très bas, de l'ordre de 4 à 6 % du revenu global d'une famille, dans laquelle au moins deux personnes travaillent le plus souvent. En effet, la législation est établie de façon que le loyer ne dépasse pas un certain pourcentage du salaire maximum d'un des membres de la famille. Il faut également souligner que le loyer n'est calculé que sur la surface habitable telle que nous l'avons définie plus haut. Il est fixé de 3 à 13 kopecks par mètre carré de cette surface, selon le salaire et le confort du logement. Si la famille ne dispose pas d'une cuisine particulière, elle paie la pièce collective avec un rabais de 25 %. En outre, le locataire ayant plus de quatre personnes à sa charge voit son loyer réduit de 5 à 15 %. Nous donnerons, dans le chapitre sur les villes visitées, quelques exemples précis.

L'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage sont payés à leur valeur réelle. Quand il n'y a pas de compteurs individuels, le gérant de l'immeuble répartit la dépense entre les intéressés, sous le contrôle de l'organisation syndicale et de la commission d'assistance élue par les locataires.

Un tel loyer ne suffit évidemment pas à couvrir la totalité des dépenses d'entretien et de réparations des immeubles. En fait, la majeure partie de ces dépenses restent donc à la charge de l'Etat.

Le bas niveau des loyers est considéré comme un des facteurs essentiels de l'élévation du bien-être des travailleurs. Il a, en effet, pour conséquence de permettre à tous les habitants, quel que soit le niveau de leurs revenus, d'être convenablement logés.

La décision de 1957 visait à mettre fin, dans les dix à douze années suivantes, à la pénurie de logements et à procurer un appartement à chaque famille. Ce délai expire en 1970, à la fin du quinquennat en cours. L'objectif sera-t-il atteint ? Il semble que, si les prévisions de ce plan sont respectées, la crise devrait avoir perdu son caractère aigu. Mais malgré l'importance de l'effort consenti, l'Union soviétique devra continuer à construire massivement, ne serait-ce que pour faire face à l'expansion de la population urbaine et pour augmenter la surface disponible, en réalisant d'abord l'objectif de 15 mètres carrés de surface habitable par personne.

II. — L'administration des villes soviétiques.

A la base de l'administration des villes soviétiques, on trouve des échelons locaux de la pyramide des soviets dont les attributions et le rôle sont à la fois étendus et subordonnés. En effet, si les soviets urbains ont des responsabilités très générales en matière d'équipement et de gestion municipaux, ils sont aussi dépendants des organismes supérieurs, nationaux et régionaux, qui assurent l'intégration des villes dans les cadres généraux de la société et de l'économie soviétiques (1).

En ce qui concerne l'urbanisme des agglomérations, les services techniques forment également un échelon particulier d'un ensemble global.

(1) Sur l'étendue du rôle des Soviets locaux, voir l'annexe III.

A. — LES SOVIETS LOCAUX

Les soviets locaux sont à la fois des organes du pouvoir d'Etat et des organes de l'auto-gestion populaire.

Sur le premier point, ils constituent des assemblées municipales intégrées dans l'organisation pyramidale du pouvoir politico-administratif de l'Etat soviétique, si bien que chaque soviet dépend hiérarchiquement du soviet qui lui est immédiatement supérieur.

La hiérarchie d'ensemble des soviets, fort compliquée, comprend cinq échelons :

- 1^{er} échelon : Soviet suprême de l'U. R. S. S. ;
- 2^e échelon : Soviets suprêmes des Républiques fédérées ;
- 3^e échelon : Soviets suprêmes des Républiques autonomes, soviets des députés des travailleurs de territoires, de régions, de villes de subordination républicaine ;
- 4^e échelon : Soviets de districts nationaux, de régions autonomes, de villes de subordination régionale ou territoriale, d'arrondissements ;
- 5^e échelon : Soviets de bourgs, de villes de subordination d'arrondissement, d'arrondissements urbains.

Sur le second point, les soviets locaux constituent, au même titre que les organisations sociales (syndicats par exemple), auxquelles ils ont d'ailleurs été longtemps assimilés par les commentateurs soviétiques, un moyen d'associer les masses populaires à l'exercice du pouvoir et d'éviter la bureaucratisation de celui-ci.

Chaque ville soviétique est dirigée par un soviet des députés des travailleurs de la ville. Les grandes villes, chefs-lieux de république, de territoire ou de région, peuvent être divisées en « rayons » (arrondissements) qui sont également administrés par des soviets.

1. *La structure des soviets locaux.*

Les députés des travailleurs sont élus pour deux ans au suffrage universel direct. Chaque soviet local compte un grand nombre de députés, car chacun d'eux représente un petit nombre de personnes, ce qui le rapproche évidemment de ses électeurs. Ce grand nombre explique la structure des organes des soviets.

a) *Le soviet des députés des travailleurs.*

Composé de l'ensemble des très nombreux députés, il ne peut se réunir qu'à intervalles assez éloignés.

Il procède à l'élection de son président et de son secrétaire.

Cette assemblée dispose essentiellement d'un pouvoir de contrôle, d'orientation et de réglementation. Elle n'exerce donc pas directement le pouvoir administratif, mais le délègue en fait à un organe permanent.

b) *Le comité exécutif du soviet.*

L'une des premières tâches des soviets est de procéder à l'élection en leur sein d'un comité exécutif, composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de membres.

Ce comité dispose des mêmes attributions que le soviet, dont il constitue l'organe permanent en dehors des sessions.

Il est responsable à la fois devant le soviet dont il fait partie et devant le comité exécutif qui lui est immédiatement supérieur.

Il est assisté dans sa tâche par un certain nombre d'organes.

c) *Les services et directions du soviet local.*

Les soviets des villes comprennent les services suivants : assurances sociales, santé publique, culture, éducation populaire, général, commerce, finances, milice, plan et, éventuellement, industries locales.

Ces services sont assimilables aux services municipaux français, aussi bien par leurs attributions que par leur personnel composé de fonctionnaires.

Le plus souvent, ils sont contrôlés par une commission permanente du soviet local et parfois dirigés par un membre du comité exécutif.

d) *Les commissions permanentes des soviets.*

Elles sont exclusivement composées de députés.

Leur bureau est constitué par un président, un vice-président et un secrétaire. Le nombre des membres est fixé par le soviet. En général, les membres du comité exécutif n'en font pas partie et un même député ne peut appartenir à deux commissions.

Les commissions ont essentiellement une mission d'étude et de contrôle, qu'elles exercent en liaison avec le Comité exécutif, les services et les organisations sociales.

Il est possible d'en créer sur les questions suivantes : budget, industries locales, santé publique, éducation populaire, commerce, urbanisme, transports...

e) *Les commissions spéciales.*

Les Soviets peuvent également constituer des commissions temporaires, *ad hoc*, d'enquête...

f) *Les organismes divers.*

Le Comité exécutif du Soviet local et le Soviet lui-même sont assistés par toute une série d'autres organes : Comités de rues et de quartiers dans le domaine administratif ; Druzina populaires et tribunaux de camarades dans celui du maintien de l'ordre ; groupes de députés constitués dans les entreprises et les quartiers ; organisations sociales ; organes du Partgoskontrol ; organes économiques...

Il suffit de rappeler le rôle considérable que les syndicats, par exemple, tiennent dans la vie collective des villes soviétiques, en plus de celui qu'ils jouent au sein des entreprises. Ainsi, dans le domaine du logement, nous l'avons vu, une Commission syndicale contrôle la construction, l'entretien et la réparation des immeubles. Elle peut visiter les chantiers et demander des modifications aux projets envisagés. Elle assure la réception des travaux. Le syndicat joue également un rôle considérable en ce qui concerne l'attribution des logements nouveaux. Il aide les particuliers qui désirent construire une maison en leur fournissant des matériaux et des conseils techniques et en leur facilitant les formalités administratives.

Les syndicats disposent de tout un réseau de locaux et d'organismes destinés à améliorer le niveau culturel des travailleurs (clubs, maisons ou palais de la culture, cinémas, bibliothèques, universités populaires...).

Les services sportifs sont également gérés par les syndicats, qui contrôlent les associations sportives volontaires, de même que les centres populaires de vacances.

On le voit, les organismes qui participent, directement ou non, à l'administration des villes sont extrêmement nombreux et divers. Leur multiplication facilite l'association aussi étroite que possible de tous les citoyens à la vie de la cité.

A cet égard, la tâche d'un député des Soviets paraît chargée. Il doit d'abord assister aux séances du Soviet ainsi qu'à celles du Comité exécutif ou de la Commission à laquelle il appartient. Il doit aussi se tenir en contact permanent avec ses électeurs, auxquels il doit rendre compte de ses activités et qui peuvent le rappeler. Il doit encore être un des éléments dynamiques de la communauté à laquelle il appartient (immeuble, entreprise...). Comme il est, en outre, membre d'une organisation sociale ou du Parti et qu'il doit assister à une quantité de réunions, son emploi du temps semble vraiment écrasant si l'on songe qu'il doit continuer à occuper son emploi antérieur.

Il est heureusement assisté, dans ses multiples activités, par un grand nombre de citoyens bénévoles, les activistes. Le régime soviétique encourage, en effet, la participation active de tous à la vie sociale et collective.

2. *Les attributions des soviets locaux.*

Les attributions des soviets locaux sont extrêmement nombreuses. On peut les regrouper sous trois rubriques.

a) *Les attributions administratives.*

Elles comprennent :

- l'établissement du budget ;
- la protection de l'ordre public ;
- la défense de la légalité et des droits et libertés des citoyens ;
- le service d'état civil ;
- l'exercice du pouvoir réglementaire.

b) *Les attributions économiques.*

Elles comprennent :

- la participation à l'élaboration des plans et au contrôle de leur exécution ;
- la direction et le contrôle des entreprises locales ;
- la construction et l'urbanisme ;

— le contrôle et, parfois, la direction des moyens de transports ;

— l'organisation du commerce local et la fixation de certains prix.

Les attributions des Soviets urbains sont, rappelons-le, particulièrement importantes en matière d'urbanisme et de logement. Ils sont chargés d'établir les plans d'aménagement et de construction.

Dans le domaine de la construction, ils sont d'abord constructeurs de logements. Ils sont aussi les intermédiaires de soviets plus importants, de ministères et d'organes économiques. Enfin, ils doivent favoriser l'initiative des particuliers en aidant à la constitution de coopératives, en incluant les projets de ces maisons dans le plan d'urbanisme, en attribuant les terrains et les matériaux nécessaires et en contrôlant l'exécution des plans. Les soviets exercent d'ailleurs un contrôle *a priori* des plans des maisons que les coopératives ou les particuliers désirent construire.

Les soviets sont également chargés de l'entretien, de la protection et de la réparation des maisons d'habitation. Parfois, ces travaux sont confiés à des équipes (*druzina*) populaires de réparation. Ainsi, à Moscou, on compte 700 équipes composées de maçons, de plombiers et d'électriciens organisés en brigades.

c) *Les attributions sociales et culturelles.*

Elles comprennent :

— la santé publique (surveillance de la gestion de la sécurité sociale ; construction et entretien des établissements d'assurances sociales ; contrôle des établissements sanitaires ; diffusion des règles d'hygiène et de salubrité ; gestion des caisses d'assurances des pensionnés et invalides) ;

— l'éducation et les loisirs (éducation populaire, construction des édifices culturels et des installations sportives, qui sont ensuite gérées par les organisations sociales) ;

— la formation politique des masses (contrôle de l'activité des organismes sociaux, politiques et économiques ; animation et coordination de toutes les activités s'exerçant sur le territoire de la ville).

3. *La subordination des organes locaux.*

Malgré l'importance et la diversité de leurs attributions, les soviets sont essentiellement des organes d'exécution du Pouvoir central, par le jeu pyramidal de la dépendance de tout soviet à celui qui lui est immédiatement supérieur.

Cette intégration finalement très contraignante est illustrée notamment par le fait que chaque budget local est incorporé dans celui de l'unité administrative supérieure. Il en est de même en matière de planification : les plans locaux sont élaborés en accord avec les organes économiques supérieurs.

Par conséquent, si les soviets locaux peuvent, par leurs attributions, apparaître comme un rouage essentiel de la vie collective locale et de son bon fonctionnement, ils n'en demeurent pas moins étroitement subordonnés au Pouvoir central. Cependant, il convient de souligner que, en matière de planification par le mécanisme des propositions allant du bas vers le haut et en matière d'exécution des directives supérieures par celui des responsabilités et des initiatives au niveau local, les soviets conservent une certaine marge d'autonomie et d'influence.

Selon son importance, chaque ville occupe une place différente dans la hiérarchie administrative de l'U. R. S. S. Les plus grandes, dites de subordination républicain, relèvent directement des organismes républicains. Les autres sont soit de subordination régionale ou territoriale soit subordonnées à un arrondissement administratif. Enfin les Soviets d'arrondissement urbain relèvent du Soviet de la ville.

Moscou et Leningrad, en raison de leur passé et de leur importance, bénéficient d'un statut particulier. Etant de subordination républicaine, elles dépendent directement du Conseil des Ministres de la République fédérative de Russie. Elles sont également le centre administratif d'une région qui porte leur nom.

Les Comités exécutifs de ces deux villes dépendent à la fois des Soviets de Moscou et de Leningrad et des ministères de la République de Russie.

B. — LA PLANIFICATION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION

L'aménagement et le développement des villes soviétiques dépendent également pour une large part d'organismes centralisés. La planification urbaine pose, en outre, certains problèmes.

1. *La centralisation de la planification urbaine.*

La politique technique générale dans le domaine de la construction de bâtiments et du contrôle des bâtiments est assurée, au niveau national, par le Comité d'Etat pour la construction du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S. (Gosstroï de l'U. R. S. S.) et dans le domaine du développement urbain et du logement, par le Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture, qui relève du Gosstroï de l'U. R. S. S. En raison de la grande importance de la construction des bâtiments dans l'économie nationale, le président du Gosstroï est vice-président du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S.

Les mêmes fonctions, dans les limites des Républiques fédérées, sont exercées par des Gosstroï républicains qui sont placés sous l'autorité du Conseil des Ministres de ces Républiques et du Gosstroï de l'U. R. S. S.

Des instituts centraux et régionaux relèvent du Comité d'Etat pour la construction civile. Ces instituts et les organisations locales d'études s'occupent de la planification des villes et des constructions résidentielles et publiques et traitent les problèmes scientifiques et techniques en matière de planification, de développement urbain et de logement.

La planification de la construction de logements est assurée par les organismes de l'Union et des Républiques fédérées, ainsi que par le Comité exécutif et la Commission de planification des soviets locaux urbains, sur la base de programmes à long terme et annuels. Ces programmes doivent être approuvés par les Soviets suprêmes de l'Union et de la République.

Cette planification est établie en surface et en nombre de logements, afin de rendre plus concrets les objectifs fixés aux constructeurs.

Cette même centralisation et ce même contrôle se retrouvent au niveau des organes de financement. La banque des constructions (Stroïbank) concentre, entre autres, tous les moyens financiers

destinés au financement de la construction de logements, de bâtiments communaux et d'édifices à buts culturels. La fonction de la Stroïbank ne se limite pas à ce rôle financier. Elle exerce également un contrôle en profondeur des entreprises ayant bénéficié de crédits, afin d'éviter le mauvais emploi ou le dépassement de ceux-ci ainsi que la simple inobservation de règles établies.

2. — *Les problèmes de la planification urbaine.*

a) *La mise au point des plans d'urbanisme.*

Les plans d'urbanisme et les programmes de construction dépendent donc étroitement des autorités supérieures quant à leurs principes généraux. Au niveau local, il semble qu'on leur reproche parfois une élaboration insuffisante des plans de détail, notamment dans les grands ensembles.

Cela résulte notamment d'une certaine indifférence aux aspects pratiques de la planification urbaine, en dépit de l'intérêt des milieux officiels. La première conférence sur l'urbanisme s'est tenue à Moscou en 1960 seulement. En 1961, un membre de l'académie d'architecture soviétique constatait que l'urbanisme et l'architecture n'avaient encore fait l'objet d'aucune étude fondamentale en U. R. S. S.

b) *L'insuffisance de personnel spécialisé.*

Il semble qu'il y ait une certaine pénurie d'architectes et d'urbanistes. L'emploi d'architecte en chef n'a été créé qu'en 1944. En 1960, sur 875 villes de la République russe, 212 seulement disposaient d'un tel responsable. Seule Moscou possédait un important service d'urbanisme.

Dans ces conditions, seules les villes importantes sont dotées de plans d'ensemble qui font défaut à certaines zones suburbaines en pleine expansion.

Dès 1960, le président de la commission pour les constructions d'Etat réclamait une augmentation rapide du nombre des architectes et autres spécialistes de l'urbanisme. D'après ce qui a été indiqué à votre délégation au Gosstroï de l'U. R. S. S., les promotions d'architectes vont être considérablement accrues dans les années qui viennent. Il nous a également été précisé que ce qui manquait le plus, c'était les économistes spécialisés dans les questions d'urbanisme.

c) *La coordination des opérations d'équipement.*

La construction des logements et des autres équipements urbains relève des Soviets locaux. Mais les différents ministères ont également leur mot à dire, ce qui pose des problèmes de coordination.

Ainsi, dans la ville de Kharkov, il n'y a qu'un seul constructeur (le trust de construction de Kharkov) et un seul client (la section de construction du Comité exécutif). Malgré cette unification, le développement coordonné des nouveaux quartiers n'est pas toujours assuré. En effet, le financement nécessaire doit provenir en partie de divers ministères (Education, Santé, Commerce) dont les plans ne coïncident pas toujours avec ceux des villes. Il peut ainsi arriver qu'un quartier soit achevé, sans que les écoles ou l'éclairage soient en place. La centralisation de la planification urbaine crée normalement de tels risques.

III. — Les finances des villes soviétiques.

Les budgets locaux font partie du budget de l'U. R. S. S., toujours par le même jeu de l'intégration pyramidale de chaque budget dans celui de l'unité administrative supérieure. Par conséquent, les recettes et les dépenses des villes sont déterminées globalement au niveau des organismes centraux de l'Union. C'est ainsi que l'établissement des impôts et recettes destinés à la constitution des budgets locaux est de la compétence des « organes supérieurs du pouvoir d'Etat de l'U. R. S. S. » (art. 14 de la Constitution), c'est-à-dire, en principe, du Soviet suprême de l'U. R. S. S.

Les organes subordonnés (Républiques fédérées et autonomes, Soviets locaux) n'ont pas le droit d'établir des impôts. Mais il leur appartient d'assurer la mise en vigueur de la législation fédérale en adoptant des textes d'application territoriale. Ils peuvent ainsi accorder des remises et des facilités qui vont au-delà des dispositions de la loi fédérale.

Cependant, les budgets des soviets ne représentent pas la totalité des ressources financières qui sont mises en œuvre au profit des équipements et des activités d'intérêt général local.

A. — LES BUDGETS LOCAUX

La structure des dépenses et des recettes des soviets locaux est profondément différente de celle de nos collectivités locales.

1. *Les recettes.*

Elles comportent trois catégories :

a) *Les recettes provenant de l'économie.*

Cette catégorie de recettes est de très loin la principale ressource publique en Union soviétique. Actuellement, elle assure 90 % des recettes budgétaires de l'Etat. Dans ce total, les versements effectués par les entreprises au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires et du prélèvement sur les bénéfiques représentent 78 %, le reste étant constitué par les cotisations au titre de la sécurité sociale, les impôts sur le revenu et des recettes diverses.

Les Soviets locaux reçoivent une partie des versements des entreprises d'Etat implantées sur le territoire qu'ils administrent (à Léninegrad, la ville touche environ 15 % des sommes ainsi versées). Ces recettes représentent en général 90 % environ de leurs ressources totales.

Nous analyserons la nature exacte de ces deux versements avant d'en décrire le mécanisme.

Chaque entreprise crée, par son activité, un produit additionnel net, exprimé sous la forme d'une différence entre le prix de vente des produits et le coût de production. Une part de ce revenu net revient directement à l'Etat par le canal de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui n'est pas un « supplément au prix », mais traduit la proportion du revenu net créé par l'entreprise que l'Etat désire s'approprier directement (notion de revenu national centralisé), avant qu'apparaisse la rentabilité exprimée par le profit de l'entreprise. Il faut remarquer que l'expression « impôt sur le chiffre d'affaires », si elle est exacte au point de vue de la technique fiscale, ne correspond pas à la nature économique de ce versement. Il s'agit, au fond, d'une partie du revenu net d'entreprises publiques qui est centralisée par le budget de l'Etat pour la satisfaction de besoins généraux. C'est une sorte de prélèvement sur la valeur planifiée de la production.

En somme, impôt sur chiffre d'affaires et profit ont la même nature économique : ce sont les deux éléments qui constituent le revenu net de l'entreprise.

C'est la part restante, après prélèvement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, de ce revenu net qui constitue donc le profit sur lequel l'entreprise paye une autre contribution : le prélèvement sur les bénéfiques.

Depuis le plénum du Comité central de septembre 1965, un nouveau versement des entreprises au budget d'Etat a été institué : la redevance sur les fonds productifs propres, qui doit devenir progressivement une des principales recettes budgétaires. Comme le prélèvement sur les bénéfiques, la redevance sera perçue sur le profit des entreprises.

L'impôt sur le chiffre d'affaires est assis sur la valeur des ventes effectuées par les entreprises aux organismes de distribution. Il ne s'applique qu'une seule fois aux produits destinés à subir plusieurs transformations. Le taux d'imposition varie selon les branches d'activité et il peut être modifié en cours d'exercice selon les besoins. Il est fixé par le Conseil des Ministres de l'U. R. S. S.

Cet impôt peut être constitué :

- soit par la différence entre le prix de gros et le prix de détail, une marge commerciale demeurant acquise aux organismes de distribution (industries des biens de consommation) ;
- soit par une redevance spécifique : tant par tonne ou toute autre unité (produits pétroliers) ;
- soit par un pourcentage du prix de gros.

L'impôt est acquitté soit par l'entreprise productrice, soit par l'organisme de distribution.

Il y a lieu de souligner que cet impôt sur le chiffre d'affaires est calculé sans prendre en considération la rentabilité de l'entreprise débitrice.

Le prélèvement sur les bénéfiques a un autre régime. Le bénéfice des entreprises (ou profit dans la terminologie soviétique), défini comme la différence entre le prix de revient et le prix de vente, est chiffré dans le plan.

Le bénéfice réel peut être différent du bénéfice planifié. Lorsque l'entreprise a réussi à réaliser un superbénéfice, celui-ci est également taxé.

Le taux du prélèvement est variable, mais il est globalement très important. En 1965, pour un volume total de profits de 40 milliards de roubles, la part versée au budget atteint 31,6 milliards (31,7 % des recettes budgétaires), soit 79 % du profit total

des entreprises. Pour la même année, le produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires a été supérieur (39,1 milliards de roubles). Le prélèvement sur les bénéfices ne peut pas être inférieur à 10 % du montant du bénéfice fixé par le plan.

Le produit des prélèvements sur les bénéfices a été multiplié par 4,5 de 1953 à 1965, alors que celui de l'impôt sur le chiffre d'affaires n'augmentait que de 60 %. Cela s'explique par une très forte progression des bénéfices dans l'économie nationale (1953 : 8,6 milliards de roubles ; 1965 : 40 milliards), alors que dans le même temps on enregistrait une baisse des prix des produits de consommation courante et des remises sur l'impôt sur le chiffre d'affaires pour certaines branches de la production.

b) *Les impôts et taxes locaux.*

Ils comprennent :

— l'impôt sur les bâtiments (maisons d'habitation ; bâtiments industriels, commerciaux et professionnels ; dépôts, coopératives non agricoles — taux 0,5 ou 1 % du coût de la construction) ;

— la rente foncière, perçue sur la parcelle de terre mise à la disposition permanente des particuliers et des coopératives non agricoles (le taux de la taxe est établi suivant la situation du terrain) ;

— taxe sur les personnes propriétaires de moyens de transport (automobiles, motocyclettes, bateaux, chevaux — les bicyclettes sont exonérées) ;

— taxe sur les personnes propriétaires de bétail qui ne paient pas l'impôt agricole ;

— taxe sur les marchés kolkhoziens, payée par les kolkhozes, les kolkhoziens, les exploitants individuels, les exploitants agricoles qui ne sont pas membres d'une coopérative, vendant leurs produits sur ces marchés, ainsi que par les artisans autorisés.

Les Soviets locaux, comme les autorités supérieures, peuvent accorder des réductions et des exonérations sur ces impôts.

c) *Les impôts, taxes et recettes de l'Etat affectés aux budgets locaux.*

Ils comprennent :

— l'impôt sur les spectacles (50 % pour les recettes des cinémas, 40 % pour les concours hippiques et les courses de chevaux, 10 % pour les concerts, cirques et attractions, 5 % pour

musées, bibliothèques et conférences — les manifestations à caractère politique sont exonérées de droit, ainsi que les mineurs de seize ans, sauf dans les cinémas) ;

— l'impôt sur la pêche et sur le permis de pêche ;

— des taxes diverses (frais de timbre et d'enregistrement, copie de documents, recours à l'arbitrage, actes notariés, enregistrement de mariage et de divorce, changement de nom, délivrance de cartes d'identité et de passeports, permis de chasse, contrats..) ;

— l'impôt sur les célibataires.

2. *Les dépenses.*

Les dépenses des soviets locaux peuvent également être classés en trois catégories :

a) *Les dépenses administratives.*

Il s'agit des frais de fonctionnement des directions et des services, des salaires du personnel administratif local, des frais de construction et d'entretien des édifices à affectation administrative.

b) *Les dépenses économiques.*

Ce sont les dépenses de construction et d'équipement du territoire qui incombent à la collectivité (construction de routes, de logements), des frais nécessaires pour l'amélioration de l'économie locale (subventions, investissements), des dépenses inhérentes au commerce local.

c) *Les dépenses culturelles et sociales.*

Elles constituent le poste le plus important des dépenses locales, car elles sont très nombreuses et le rôle des Soviets locaux est prépondérant dans ce domaine.

Elles comprennent les frais scolaires (bourses, construction et entretien des écoles) ; les dépenses de santé publique et d'éducation physique (installation de crèches, de jardins d'enfants, de dispensaires, de stades, de terrains de sport) ; les dépenses culturelles (construction et entretien de bibliothèques, musées, cinémas, camps de jeunesse, auberges, hôtels) ; les dépenses de sécurité sociale (les budgets locaux contribuent au financement du budget national des assurances sociales).

B. — LES AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT DE L'ÉQUIPEMENT URBAIN

Il convient de souligner que les Soviets locaux ne font souvent que participer au financement des dépenses énumérées ci-dessus. En effet, l'Union, la république, la région ou le territoire collaborent, avec les collectivités locales, à la réalisation de nombreux investissements sous la forme de subventions. De même, les organes économiques sont également parfois associés au financement des grands travaux locaux. Ainsi, en matière de construction de logements, les sovnarkhozes sont associés aux Soviets locaux. Enfin, ceux-ci reçoivent une part des recettes du budget de la collectivité administrative à laquelle ils sont subordonnés.

Au demeurant, l'étroite intégration administrative et budgétaire des collectivités locales aux instances supérieures rend assez vaine une distinction trop rigoureuse entre ce qui serait vraiment dû à l'initiative et aux ressources locales et ce qui relèverait principalement d'autres organismes administratifs.

Dans le domaine de la construction de logements, la difficulté pour les services publics de satisfaire rapidement des besoins considérables a conduit la plupart des grandes entreprises à créer leur propre service de construction. Ce service est financé par les bénéfices de l'entreprise, dont une partie (25 %) est affectée aux besoins collectifs de leur personnel et de leurs familles. Ce fonds ne sert d'ailleurs pas seulement au financement de la construction de logements, mais aussi à celle d'installations sportives, d'établissements culturels, de maisons de repos, etc.

Les syndicats, qui disposent de ressources importantes (cotisations des membres, revenus des activités culturelles et sportives, subventions des organes économiques, allocations au titre des assurances sociales), financent également de nombreux équipements urbains. Ils ont la charge d'investissements d'établissements culturels, éducatifs et sociaux ; celle de la gestion de salles de cinéma. Ils financent également la réalisation et le fonctionnement d'installations sportives. Les syndicats disposent d'ailleurs d'un budget qu'ils gèrent d'une manière autonome.

SECTION III

QUELQUES ASPECTS DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES VILLES SOVIETIQUES

L'examen des divers éléments de l'aménagement et de l'équipement des villes permet déjà de se rendre compte de certains aspects de la vie quotidienne des habitants de celles-ci. Evidemment, il n'est pas possible, dans le cadre d'une mission officielle et brève, de pénétrer très avant dans cette réalité courante, ce qui supposerait séjour prolongé et nombreux contacts individuels. Cependant, avant de terminer cette analyse, nous voudrions souligner certains aspects généraux qui nous paraissent essentiels.

En effet, certaines caractéristiques d'ensemble semblent se dégager pour le visiteur des aperçus qu'il a eus sur les conditions de vie des citoyens. Elles peuvent être regroupées sous trois rubriques :

- égalisation ;
- collectivisation ;
- insuffisance des services courants.

A. — L'ÉGALISATION DES CONDITIONS DE VIE

Cette égalisation est particulièrement frappante dans le domaine du logement. L'homogénéité croissante du parc immobilier, qui donne aux nouveaux grands ensembles de toutes les villes que nous avons visitées un aspect assez uniforme, en constitue un des facteurs essentiels. Cette uniformité extérieure est renforcée par la réglementation qui préside aux attributions de logement. Chaque famille a droit, en fonction de sa dimension, non seulement à un certain nombre de pièces, mais aussi à une quantité de mètres carrés par personne strictement précisée.

Cependant, il existe des dérogations officielles qui sont justifiées par des considérations d'intérêt général. Ainsi, afin de favoriser le peuplement du Grand Nord ou de l'Extrême-Orient, les normes de superficie habitable par personne y sont sensiblement relevées. A Akademgorod, la construction de la ville nouvelle s'est

faite sur la base de 9 mètres carrés par habitant, mais chaque travailleur scientifique a eu droit à 20 mètres carrés de surface supplémentaire. Il ne faut pas oublier non plus que les attributions de logements se font en tenant compte de l'attitude devant le travail et la vie collective des différents demandeurs.

Ce souci d'égalisation impose à l'Union soviétique un effort considérable, à cause du retard économique et social de la Russie tsariste qui n'a pas été comblé parallèlement dans tous les secteurs à la fois et aussi à cause de l'immensité du pays. Il est difficile d'égaliser et d'uniformiser les conditions de vie des régions aussi éloignées et aussi diverses que la Russie d'Europe, la Transcaucasie, l'Asie centrale, le Kazakhstan et la Iakoutie au point de vue des conditions naturelles, des ressources, des traditions nationales et locales et des mœurs. Cependant, il semble que dans ce domaine la réussite de l'Union soviétique soit appréciable. Si l'influence russe, c'est-à-dire slave et européenne, demeure prédominante, comme en témoigne l'importante proportion des originaires de la Russie parmi les cadres et les travailleurs de l'industrie des Républiques asiatiques, elle ne correspond pas à une ségrégation raciale mais plutôt à une différence d'évolution au départ qui a fait des Russes les initiateurs et les promoteurs du développement. Il convient de souligner que l'élément russe et ukrainien constitue une fraction plus élevée de la population d'Asie centrale, que cela n'a jamais été le cas de l'élément français et européen en Afrique du Nord, par exemple (18,4 % de la population totale était d'origine non asiatique au recensement de 1959 ; ce pourcentage atteignant même 37 % en Kirghizie).

Une étude du secrétariat de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies a été effectuée en 1957 (1). Elle estimait que le niveau de vie moyen en Asie centrale en 1956 était inférieur de 20 à 25 % à la moyenne de l'U. R. S. S. (par habitant, la consommation de textiles était inférieure de 13 % ; celle de tabac, radio et autres produits de demi-luxe, de 30 % ; la surface des logements de 6 mètres carrés contre 7,5 mètres carrés). Cependant, la C. E. E. jugeait cette différence moindre que celle existant entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres des pays de l'Europe occidentale. De même l'écart de niveau de vie entre les populations asiatiques et non asiatiques est certainement plus faible que celui qui peut exister ailleurs où Européens et autres peuples cohabitent.

(1) *Bulletin de la C. E. E.* (Genève), novembre 1957, volume 9, n° 3. Pages 55 à 85.

Enfin, le niveau de vie de l'Asie centrale soviétique est indiscutablement beaucoup plus élevé que celui des pays d'Asie avoisinants.

Malgré la lenteur et un certain retard du développement économique par rapport à d'autres régions « nouvelles » comme l'Oural, la Sibérie ou même le Kazakhstan, un effort énorme a été accompli dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Selon la C. E. E., en 1955, l'Asie centrale comptait 5,7 lits d'hôpitaux pour 1.000 habitants (moyenne de l'U. R. S. S. : 6,5 ; de la France : 10,9). Pour le nombre des écoles secondaires, le niveau était comparable à celui d'un pays occidental et il était apparemment très supérieur pour le nombre d'étudiants (8,5 pour 1.000 habitants ; U. R. S. S. : 9,3 ; France : 4,2).

Il est évident que, compte tenu des différences au point de départ, ce rapprochement sensible des niveaux de vie ne peut résulter que d'un effort d'investissements proportionnellement plus important que dans d'autres régions de l'U. R. S. S.

L'égalisation des conditions de vie des habitants des villes et de ceux des campagnes, notamment en matière d'équipement socio-culturel, constitue actuellement un des objectifs déclarés du régime. Il est assez remarquable de constater que l'on envisage de l'atteindre par une sorte d'urbanisation de la population rurale. Il s'agirait, par exemple, de regrouper les petits villages de quelques dizaines de fermes, où il n'est guère possible de créer des écoles secondaires, des hôpitaux ou des cinémas, dans des agglomérations importantes de type urbain, où les ruraux disposeraient des mêmes moyens socio-culturels que les citadins.

B. — LE CARACTÈRE COLLECTIF DE L'EXISTENCE QUOTIDIENNE

Nulle part sans doute plus qu'en Union soviétique, le caractère collectif de la vie n'est autant accentué dans les deux sens : d'une part le rôle de la collectivité est très étendu, d'autre part, chaque personne est incitée à participer à des activités de groupe. Dans un autre sens, la préférence est généralement donnée aux moyens collectifs de satisfaire les besoins individuels. Au surplus, de tels moyens ne sont-ils pas les seuls, une fois posée la règle d'égalité concrète de tous dans le bien-être et les possibilités de développement, capables d'offrir à l'ensemble des Soviétiques les biens et les services nécessaires à la respecter. Ils ont également l'avantage d'être d'un coût moins élevé pour une économie qui n'est pas encore assez riche pour laisser chacun agir à sa guise.

L'exemple le plus célèbre est sans doute celui des moyens de transports. Dans ce domaine, alors que les transports collectifs sont systématiquement développés et très bon marché, l'automobile demeure un produit relativement rare et très coûteux. En 1961, le nombre de voitures privées était de 730.000 environ, soit une pour 300 habitants. Les prix de vente sont très élevés (5.000 roubles pour une Volga, 3.000 pour une Moskwich) (1). Mais le plan de 1966-1970 prévoit la fabrication de 800.000 voitures de tourisme en 1970 au lieu de 201.200 en 1965. Tout se passe donc ici comme si le niveau du développement économique était considéré comme suffisant pour satisfaire désormais un besoin individuel exprimé d'ailleurs de façon de plus en plus pressante par la population. Il faut signaler que cette augmentation de la production ne signifie pas forcément une individualisation de la propriété. En effet, en U.R.S.S., on développe un système de location de voitures qui, à Moscou, comptait 11.000 abonnés en 1960.

Une solution comparable a été adoptée pour les lieux de week-end et de villégiature. Les maisons de campagne privées — les fameuses datcha — se sont déjà multipliées autour des villes, notamment autour de Moscou. Mais cette solution individualiste comporte des inconvénients. On a calculé que si chaque Moscovite obtenait un terrain pour construire une datcha, il faudrait une superficie quatre fois supérieure à celle de la ville de Moscou. C'est donc un risque pour la sauvegarde des zones vertes. En outre, la possibilité de posséder une datcha n'est pas offerte à tous les citoyens.

C'est pourquoi le Gouvernement soviétique envisage, pour améliorer les possibilités de loisirs hors des villes, un vaste programme de construction de maisons de campagne collectives, où le séjour sera peu onéreux, d'édifices légers à plusieurs appartements, de pensions et d'hôtels accessibles à tous et situés dans les meilleurs emplacements. Pour le week-end, on installera des villages de toile, des camps d'été et des bases touristiques en des endroits reliés à la ville par des lignes de métro aérien qui transporteront les citoyens de n'importe quel point de la ville jusqu'aux lieux de villégiature. La réserve de Kliazma, au nord de Moscou, pourrait accueillir, une fois terminé son aménagement, 200.000 visiteurs par jour.

(1) Le rouble vaut, au taux de change officiel, 5,45 francs.

Il faut également souligner que le tourisme populaire est très largement pris en charge par les syndicats. La durée des congés payés est de 20 jours par an. Les centres populaires de vacances (environ un millier) sont gérés par les syndicats qui attribuent les places aux travailleurs en fonction du travail accompli et de la situation de famille. En 1962, 2,5 millions de places ont été ainsi allouées. Les frais de séjour dans les centres et camps de vacances sont pris en charge à 50 % par les syndicats. Le reste et les frais de voyage sont à la charge du touriste qui peut recevoir une subvention de la caisse de secours mutuel de l'entreprise. Depuis une date récente, les syndicats envoient chaque année à l'étranger des ouvriers et employés, choisis parmi les travailleurs particulièrement méritants. En 1959, 60.000 personnes purent bénéficier de cet avantage nouveau.

Dans l'organisation de la vie des villes soviétiques, on développe des services publics qui suppriment une grande partie des travaux ménagers. Symbole de la vie familiale traditionnelle, ils représentent aussi une servitude pour les femmes, surtout lorsqu'elles ont un emploi, ce qui est fréquent puisqu'elles représentent près de la moitié de la population active soviétique.

On envisage donc d'étendre le réseau des entreprises alimentaires telles que restaurants et services de plats tout préparés dans les quartiers résidentiels. On espère également, au cours des vingt années à venir, satisfaire tous les besoins de la population en ce qui concerne les établissements pour enfants (crèches, garderies d'enfants, écoles, internats). Ici aussi, à côté du but pédagogique, il y a le souci social de permettre aux mères de famille de pouvoir travailler. Cependant, actuellement, il semble que les écoles maternelles ne permettent de scolariser que 25 à 30 % des classes d'âge de 3 à 6 ans (en U. R. S. S. l'école n'est obligatoire qu'à partir de 7 ans). Le plan de 1966-1970 prévoit de multiplier par 1,6 le nombre des établissements préscolaires en 1970 par rapport à 1965. Ainsi, 12,2 millions d'enfants pourraient les fréquenter, ce qui devrait, selon les autorités soviétiques, satisfaire pour l'essentiel les besoins des habitants des villes.

Une autre formule de collectivisation de la vie urbaine est celle des comités d'immeubles et de quartiers, élus et constitués par les locataires. Leur principale occupation est le travail éducatif (loisirs des enfants, cercles d'artistes amateurs,

bibliothèques, activités sportives). Ils s'occupent également de l'aménagement du quartier et du travail de masse parmi la population.

On pourrait encore citer le rôle, dans la collectivisation de la vie quotidienne, des organisations sociales (syndicats, komsomols) et des multiples associations populaires qui se créent spontanément dans les villes et les entreprises.

On s'efforce de faire concevoir à tous les Soviétiques que leur vie ne doit pas se dérouler en marge de la vie sociale. C'est pourquoi ils sont incités à participer à la gestion, au développement et à l'aménagement de leur ville et à veiller au maintien de l'ordre public. C'est ainsi qu'à côté des fonctionnaires, des travailleurs remplissent, à titre bénévole pendant leurs loisirs, des fonctions administratives ou autres dans divers services publics ou associations.

Il n'est pas certain, en définitive, que cette collectivisation soit également bonne dans tous les domaines. Si elle comporte d'incontestables aspects positifs, son application à la vie familiale et aux loisirs n'est peut-être pas définitivement la meilleure.

C. — L'INSUFFISANCE DES SERVICES COURANTS

L'un des points faibles de l'aménagement et de la vie dans les villes soviétiques est constitué par le retard du commerce sur les exigences d'une population dont les revenus disponibles se sont accrus et qui aspire à améliorer le niveau de sa consommation. Ainsi que le déclare M. Kossyguine, président du Conseil des Ministres, dans son rapport sur le plan 1966-1970, « la demande de la population n'est pas entièrement satisfaite pour certaines marchandises, il y a parfois des interruptions dans la livraison des marchandises qui existent en quantité suffisante ».

Le commerce intérieur en Union soviétique s'effectue par trois canaux : les magasins d'Etat (68 % du commerce), les coopératives (28 %), les marchés kolkhoziens (4 %). Les deux premiers représentent le secteur où les prix sont fixés et contrôlés par l'Etat, tandis que le marché kolkhozien est et demeure un secteur libre où règne, en somme, la vieille loi de l'offre et de la demande. Si le commerce étatisé l'emporte largement dans l'ensemble, la part du marché kolkhozien est importante dans l'approvisionnement en produits de la terre.

La distribution commerciale s'effectue sous le contrôle général du ministère du commerce de l'U. R. S. S. et de ses homologues dans les quinze républiques fédérées. Les produits de l'industrie légère et alimentaire sont stockés dans des centres d'écoulement qui sont chargés d'en assurer la distribution nationale, par république et par région, aux magasins de détail. Les chefs de ces centres ont donc une grande responsabilité, puisque c'est d'eux que dépend l'approvisionnement régulier des magasins, notamment pour les produits dont la vente est saisonnière.

Sur les marchés kolkhoziens, ce sont les paysans qui viennent vendre eux-mêmes les produits de la terre. Cependant, dans ce domaine aussi, une tendance à l'organisation se fait jour : le transport et la distribution sont de plus en plus souvent assurés par des représentants des kolkhoziens ou par les coopératives.

Les insuffisances du commerce soviétique tiennent au nombre et à la répartition des magasins, à la qualité ou à la quantité des marchandises offertes et aux mécanismes d'approvisionnement.

D'importants efforts ont été réalisés pour accroître le nombre des magasins. De 1961 à 1965, on a ouvert 65.000 magasins, 42.000 restaurants et autres établissements d'alimentation publique.

« Mais le développement du commerce d'Etat et coopératif est encore en retard sur les exigences de la vie » (Rapport de M. Kossyguine au XXIII^e Congrès du P. C. U. S. — 5 avril 1966). Il semble que, malgré l'effort accompli, le nombre des nouveaux magasins ait du mal à suivre l'accroissement de la population urbaine. La plupart des magasins importants (univermags, gastronomes) sont rassemblés dans le centre des villes et il y en a trop peu dans les quartiers périphériques, surtout quand ils sont de construction récente. Cependant, depuis le début des années 1960, la situation s'est améliorée.

La qualité et la quantité des marchandises offertes ne correspondent pas toujours aux exigences des consommateurs. Les rapports présentés au XXIII^e congrès du P. C. U. S., au printemps 1966, indiquent des insuffisances quantitatives pour les produits de boucherie, les produits laitiers (sauf le lait) et les fromages, le sarrasin et le riz. En ce qui concerne les articles manufacturés, « le marché manque encore d'articles nécessaires en quantités suffisantes » (Rapport de M. Brejnev au XXIII^e congrès). Sur le plan qualitatif, « les magasins n'offrent pas toujours aux acheteurs de jolis vêtements pour enfants, des robes, des tailleurs, des manteaux ou des

chaussures à leur goût. Les entreprises qui fabriquent les articles de consommation ne tiennent pas toutes compte des exigences accrues et des goûts des acheteurs. De nombreux articles des industries de la confection, du textile et de la chaussure sont d'une qualité inférieure » (Rapport de M. Brejnev).

Les mécanismes d'approvisionnement ne permettent pas toujours d'équilibrer complètement production et demande. « Il faut dire que les travailleurs du commerce ne savent pas encore organiser comme il faut l'étude de la demande. Cela entraîne des erreurs dans le travail des organisations commerciales, nuit à l'approvisionnement de la population pour certaines marchandises et, dans certains cas, provoque la mévente des articles et de grandes pertes matérielles » (Rapport de M. Kossyguine au XXIII^e congrès).

Des efforts sont d'ailleurs faits pour obtenir un meilleur équilibre. « Ces derniers temps, on a introduit le système des commandes des organisations commerciales à l'industrie. Il a donné déjà des résultats positifs ; il convient de développer partout cette pratique qui permet de renforcer l'influence du commerce sur la production des marchandises de consommation courante, leur assortiment et leur qualité. » (Rapport de M. Kossyguine.) Pour améliorer l'intéressement des travailleurs du commerce à l'élargissement de la circulation des marchandises, un système nouveau de planification et de stimulation sera introduit dans le commerce comme dans l'industrie.

Un autre moyen de l'amélioration de l'approvisionnement réside dans les baisses de prix qui, de 1961 à 1965, ont concerné les tissus, divers articles de confection, des vêtements pour enfants, des articles d'horlogerie, des bicyclettes, des appareils photographiques, des produits pharmaceutiques et divers autres articles.

Il est à souligner que le développement du commerce sur les marchés kolkhosiens est considéré comme nécessaire pour l'élévation du niveau de vie des citadins.

Le rapport de M. Kossyguine déclare également que « l'élévation du bien-être des Soviétiques dépend pour beaucoup de l'amélioration des services publics ». Il s'agit des magasins et des ateliers de services, d'entretien et de réparation (blanchisseries, teintureries, cordonneries, salons de coiffure...). Dans ce domaine, il semble que les deux principaux défauts aient été le trop petit nombre de magasins et une certaine routine administrative. En effet, la quantité de ces établissements devrait être multipliée par 2,5 entre

1966 et 1970. Des progrès ont d'ailleurs été déjà accomplis, comme en témoigne, par exemple, l'existence dans les grandes villes que nous avons visitées de vastes et modernes salons de coiffure et de beauté qui sont très achalandés. D'autre part, on vise à « entraîner dans l'organisation des services des gens ayant l'esprit d'initiative et capables de comprendre ce qui est nécessaire à l'homme : par exemple, exécuter rapidement et proprement la remise en état des logements, aider au déménagement des nouveaux locataires et à leur emménagement, livrer les paquets à domicile, réparer bien, vite et à bon marché les chaussures, les vêtements, les appareils ménagers ». (Rapport de M. Kossyguine.)

Enfin, le plan 1966-1970 prévoit l'augmentation des investissements pour développer les services communaux. L'approvisionnement en eau centralisé sera installé dans un grand nombre de villes. En 1970, l'adduction d'eau devrait être achevée pour l'essentiel dans toutes les villes. La proportion des logements urbains approvisionnés en gaz sera portée à 50 ou 55 %, le gaz devant être installé dans au moins 1.000 villes et agglomérations de type urbain. Afin d'augmenter l'utilisation de l'électricité pour les besoins courants de la population, la production sera accrue de 1,6 fois dans les villes. Enfin le plan prévoit le développement et l'amélioration du fonctionnement des transports en commun urbains d'au moins 1,5 fois.

Il semble également que dans le domaine des lieux de détente, il y ait une certaine pénurie ou, en tout cas, une demande si importante que les établissements existants ne peuvent suffire à la satisfaire. C'est ainsi qu'à Moscou, on peut constater que les grands théâtres et les grands restaurants sont toujours complets.

Il faut d'ailleurs souligner qu'en ce qui concerne ces établissements, c'est uniquement leur nombre qui est insuffisant, en raison notamment de l'élévation des revenus individuels disponibles. Les spectacles auxquels votre délégation a assisté au théâtre des marionnettes de Moscou et au théâtre de ballets de Léninegrad étaient d'une qualité artistique tout à fait remarquable. De même le cadre, la nourriture et le service du grand restaurant moscovite où ses membres avaient été conviés à dîner par des députés du Soviet Suprême de l'U. R. S. S. n'avaient rien à envier aux meilleurs établissements occidentaux.

Dans une interview accordée au journal « Les Nouvelles de Moscou » (20 juin 1964), le maire de Moscou, M. Promyslov, déclarait que la capitale manquait de restaurants et de cafés, surtout dans le centre. Il annonçait en même temps la création de plusieurs grands restaurants, dont un pouvant accueillir 2.000 personnes, et de 40 cafés spacieux dans le centre. On doit reconnaître que l'aspect des villes soviétiques, même les plus grandes, est très peu animé le soir. Les lieux publics ouverts sont très rares. Les nombreuses personnes qui profitent des soirées d'été pour se promener dans les rues n'ont manifestement pas, pour la plupart, d'autre but que la promenade elle-même.

Ces diverses insuffisances actuelles rendent évidemment la vie quotidienne un peu difficile et sans doute aussi un peu trop austère. Les Soviétiques le reconnaissent d'ailleurs sans réticence, mais en soulignant que tout n'a pu être fait en même temps et que l'effort en cours pour combler les lacunes qui subsistent est de plus en plus important.

*
* *

Les problèmes qu'ont posé, et que posent encore, au régime soviétique l'aménagement et l'équipement des agglomérations urbaines sont immenses à la fois par leur ampleur naturelle et par l'échelle des données. Les impératifs idéologiques et les nécessités du développement économique ont parfois imposé le sacrifice ou le retard des satisfactions plus proprement humaines. Cependant, même à ce point de vue, l'importance de ce qui a été réalisé est déjà considérable, notamment dans le domaine de l'enseignement et de la santé qui, dès l'origine du nouveau régime, ont été au premier plan des préoccupations des autorités soviétiques.

S'il fallait caractériser d'une phrase l'aménagement urbain en U. R. S. S., on pourrait dire que l'on est d'abord frappé par l'ampleur d'un équipement général qui a certainement requis beaucoup de travail et d'investissements, tout en rappelant qu'en ce qui concerne la satisfaction des besoins et des goûts individuels on enregistre un certain décalage par rapport au degré atteint pour les réalisations collectives.

CHAPITRE III

LES VILLES VISITEES

La délégation a visité successivement les deux grandes capitales historiques de la Russie d'Europe : Moscou et Léninegrad ; deux villes caractéristiques de l'Asie centrale : l'antique Samarkand et Tachkent, capitale de l'Ouzbekistan, seule ville de cette région à dépasser le million d'habitants (1) ; la capitale du Kazakhstan : Alma-Ata ; trois villes de Sibérie : Irkoutsk, chef-lieu de Sibérie orientale ; Bratsk, la ville nouvelle créée en pleine taïga, et Novosibirsk, métropole de Sibérie occidentale.

Ces villes diffèrent toutes par leur âge. Si Samarkand naquit bien avant notre ère et Moscou vers le début du second millénaire de celle-ci, Léninegrad fut créée en 1703 par la volonté de Pierre le Grand, tandis qu'Irkoutsk, au xvii^e siècle, Tachkent et Alma-Ata au xix^e, sont nées de l'expansion de la colonisation russe. Novosibirsk, petite localité fondée par les travailleurs du transsibérien, à la fin du xix^e siècle, illustre l'essor économique de la Sibérie au cours du xx^e siècle. Enfin, Bratsk, implantée dans l'infinie taïga au lendemain de la seconde guerre mondiale, célèbre par sa centrale hydro-électrique, appartient au type des villes nouvelles qui continuent à apparaître de nos jours pour mettre en valeur les énormes ressources inexploitées d'espaces à peine peuplés jusqu'ici.

(1) En raison des graves et importantes destructions causées par des secousses sismiques, la délégation n'a pu séjourner à Tachkent, dont elle eut un aperçu sommaire au cours d'un bref tour de ville.

Toutes ces villes, Bratsk mise à part, se caractérisent par l'importance de leur rôle de métropole nationale ou régionale dans les domaines de l'histoire, de la politique, de l'administration, de l'économie et de la culture.

*
* *

N. B. — Dans ce chapitre, le lecteur aura peut-être l'impression parfois de certaines redites par rapport aux chapitres précédents et notamment à celui qui est consacré à l'étude générale de l'aménagement des agglomérations urbaines soviétiques dans leur ensemble. Cela est dû au fait que, s'agissant des villes visitées par la délégation, il a paru utile de citer, aussi complètement et littéralement que possible, les renseignements fournis, au cours des séances de travail organisées à notre intention, par les autorités soviétiques locales sur le développement et l'aménagement de la cité qu'elles administrent. Ces données ont ainsi le mérite, sinon de l'originalité, du moins de l'authenticité. C'est pourquoi, même lorsqu'elles répètent ce qui a déjà été écrit précédemment, il nous a paru intéressant de les reproduire, afin de confirmer et de préciser par des faits localisés les indications générales contenues dans les chapitres précédents.

*
* *

I. — Moscou.

Moscou est la ville la plus peuplée et la capitale de l'Union soviétique. Elle a longtemps été l'objet d'une sorte de fascination due à sa réputation de mystère. Supplantée par Saint-Pétersbourg au temps des tsars, elle redevint capitale avec l'instauration du régime soviétique (décret du 16 novembre 1917).

A. — RAPPEL HISTORIQUE

A la fin du premier millénaire de notre ère, la peuplade slave des Viatitch vivait sur l'emplacement de la future Moscou. C'est en 1147 que le nom de la ville apparaît pour la première fois dans les chroniques et cette date a été retenue officiellement comme celle de sa fondation par le prince de Souzdal, Iouri Dõlgorouki.

Jusqu'au **xiv**^e siècle, Moscou ne fut qu'une bourgade éclipsée par d'autres cités et souvent attaquée par ses rivales ou par les nomades. Elle fut notamment envahie par les Tatares et les Mongols en 1238.

Vers le milieu du **xiv**^e siècle, Moscou est une ville prospère, capitale de la principauté du même nom, autour de laquelle le « rassemblement de la terre russe » commence à se faire.

Au **xv**^e siècle, la Russie se délivre de la domination tatare et Moscou, qui possédait la plus grande partie des terres russes, devient la capitale d'un Etat unique. A la fin du **xvi**^e elle est devenue une ville importante, tandis que l'empire s'agrandit. L'actuelle ceinture de la Sadovaïa est déjà dessinée par un rempart.

En 1713, un oukhaze de Pierre le Grand fait de Saint-Pétersbourg la nouvelle capitale des tsars. Cependant, Moscou accroît ses activités économiques et culturelles. La première université y est fondée en 1755, à l'instigation de l'encyclopédiste Lomonossov.

Détruite aux deux tiers par l'incendie de 1812, elle est reconstruite rapidement. Au cours de la seconde moitié du **xix**^e siècle, et jusqu'à la guerre de 1914, elle connaît un essor extraordinaire, comparable à celui des villes américaines de la même époque, en raison de l'industrialisation qui suivit l'abolition du servage en 1861 (1863 : 350.000 habitants ; 1882 : 753.000 ; 1897 : 1.039.000 ; 1912 : 1.600.000). Grand centre industriel, elle est aussi le nœud des principales voies de communications ferrées, fluviales et routières qui rayonnent autour d'elle. Les usines se multiplient (550 en 1854 ; 645 en 1890 qui emploient 67.000 ouvriers, sans compter 10.000 entreprises artisanales).

En 1913, on compte 963 usines et 157.000 ouvriers. Déjà apparaissent des unités employant plusieurs milliers de personnes (7.000 aux usines textiles Prokhorov, 2.500 aux fabriques d'indiennes Zindel). De nombreuses firmes à capitaux entièrement ou partiellement étrangers s'y installent (usines métallurgiques Goujon).

Au début du **xx**^e siècle, Moscou s'étend déjà sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés, mais son développement est anarchique faute d'une politique d'urbanisme (91 % des maisons n'ont qu'un ou deux étages, la plupart sont en bois). La surpopulation et le manque de logements (6 mètres carrés par habitant en 1913)

et l'incompréhension d'un capitalisme trop exclusivement productif déterminent l'existence d'un prolétariat urbain misérable dans lequel la fermentation révolutionnaire trouve un terrain très favorable. Un conseil municipal, ou Douma, assure sa gestion autonome.

B. — L'AMÉNAGEMENT DE MOSCOU DEPUIS 1917

Après la révolution de 1917, la physionomie de la ville, qui n'a pas trop souffert de la guerre civile, se modifie assez peu au cours des premières années du nouveau régime. Le plan général de reconstruction, adopté en 1935, entraîne notamment des transformations considérables du centre (élargissement de la rue Gorki, construction de l'hôtel Moskva, des bureaux du Conseil des ministres, de la bibliothèque Lénine...). Les premières lignes du métro sont inaugurées en 1935 également.

Interrompus par la seconde guerre mondiale, les grands travaux d'urbanisme reprennent ensuite dans un style encore plus grandiose que celui prévu par le plan de 1935. Plusieurs grandes avenues furent élargies et bordées de très hauts immeubles. La ceinture de la Sadovaïa fut très largement métamorphosée, plusieurs gratte-ciels y furent érigés, dominés par d'immenses flèches gothiques. La nouvelle université, construite de 1949 à 1953, culmine à 240 mètres au-dessus des monts Lénine, au pied desquels, dans une boucle de la Moskova, fut aménagé l'énorme stade Lénine de Loujniki.

Le deuxième plan de reconstruction de Moscou, établi en 1951 et réalisé surtout à partir de 1954-1955, est caractérisé par l'abandon des édifices de prestige au profit d'une construction massive de logements. Les façades chargées d'ornements disparaissent devant des milliers de blocs réguliers d'habitations. Dans les cinq dernières années du septennat 1959-1965, on a construit près de 800.000 appartements qui ont permis de reloger 3 millions d'habitants. Depuis 1960, la recherche de formes nouvelles et de matériaux modernes ont permis de réaliser des ensembles architecturaux sobres et fonctionnels (Palais des Congrès au Kremlin ; Hall des expositions dans le parc de Sokolniki, au Nord-Est de la ville ; Palais des Pionniers).

Cependant, ce qui caractérise l'urbanisme moscovite actuel, c'est principalement une véritable course à la construction de logements dans laquelle l'objectif de quantité prime nécessairement celui de qualité ; ce qui conduit notamment à réaliser des appar-

tements de petites dimensions en fonction de normes très strictes de surface habitable par personne.

Depuis 1917, la population de la capitale soviétique a augmenté encore plus rapidement qu'avant la révolution (1917 : 1.700.000 habitants ; 1929 : 2.300.000 ; 1934 : 3.600.000 ; 1939 : 4.100.000 ; 1959 : 5.046.000). Cet accroissement s'est d'ailleurs réalisé, nous l'avons dit, à l'encontre des directives du plan de 1935 qui prévoyait de limiter à 5 millions la population de Moscou. En effet, le chiffre de 5.046.000 en 1959 ne correspondait plus à la réalité urbaine, puisqu'un décret du 18 août 1960 a plus que doublé la superficie de la ville, la portant à 87.500 hectares, soit environ huit fois celle de Paris, afin d'y incorporer les faubourgs qui s'étaient développés hors de ses limites. La nouvelle agglomération comptait ainsi 6.046.000 habitants et, s'accroissant d'environ 80.000 personnes par an, dépasse aujourd'hui les six millions et demi. Ces chiffres font de Moscou une des plus importantes villes d'Europe.

Les autorités moscovites se préoccupent de planifier le développement de la population de la ville. Elle devrait augmenter uniquement par accroissement naturel, sans immigration importante. Si on laissait la croissance démographique se poursuivre librement, l'aménagement de Moscou serait voué à l'échec. La capitale et sa région concentrent 8 % de la production industrielle de l'U. R. S. S. Le Mossoviet a le pouvoir de réglementer l'agrandissement des usines existantes comme la création des nouvelles. L'usine d'automobiles construite en collaboration avec Fiat sera implantée à Togliatti, où se trouve la main-d'œuvre disponible. Ainsi, la population de Moscou devrait n'atteindre en 1980 que 6,8 millions d'habitants, ce qui constituerait un plafond à ne pas dépasser. On peut se demander cependant si cette nouvelle limite sera mieux respectée que celle de 1935, compte tenu du rythme actuel d'accroissement démographique naturel.

Une ville satellite a été construite près de Moscou. Sa réalisation a coûté très cher, si bien que le plan de vingt ans de l'agglomération n'en prévoit pas d'autres.

C. — LES ÉQUIPEMENTS URBAINS

La plupart de ces renseignements sur les équipements urbains nous ont été donnés lors d'une séance de travail au Mossoviet, présidée par M. Issaev, vice-président du Comité exécutif de cet organisme.

1. *Le problème du logement.*

L'évolution démographique explique que le principal problème demeure celui de l'habitat. Un plan a été adopté, qui doit permettre, d'ici à 1980, de le résoudre en réalisant environ 125.000 appartements par an, ce qui représente un taux de 19 pour 1.000 habitants.

L'objectif est de donner à chaque famille un logement indépendant, sur la base d'une pièce pour chaque membre et d'une pièce commune.

Le prix de revient d'un appartement de 2 ou 3 pièces, d'une surface habitable de 46 mètres carrés (la surface habitable ne comprenant pas — comme il a été dit — la cuisine, la salle de bains, les toilettes, les couloirs, dégagements et placards) est d'environ 5.000 roubles, soit 27.500 F au taux de change officiel. Il convient de rappeler l'importance considérable des méthodes de préfabrication industrielle et de standardisation dans la construction soviétique actuelle, ainsi que la gratuité du sol.

L'entrée dans les lieux est gratuite. Le loyer, qui représente 4 à 6 % des revenus familiaux, est de 13 kopeks par mètre carré de surface habitable, aucun loyer n'étant payé sur le reste de la surface. Ceci représente un loyer mensuel de 6 roubles (33 francs) pour un appartement de 46 mètres carrés.

L'entretien et les frais annexes reviennent à 26 kopeks par mètre carré.

Le gaz, l'électricité, l'eau, le chauffage et le téléphone sont payés en plus du loyer. On n'installe pas de compteurs d'eau dans les logements, car cela ne serait pas rentable. Il y a seulement un compteur par immeuble.

Les communications téléphoniques à l'intérieur de l'agglomération moscovite sont payées sur la base d'un forfait mensuel de 2,50 roubles (13,75 francs), quel qu'en soit le nombre.

La construction privée.

Elle est prévue dans le plan. La construction coopérative représente un septième du total des logements. On ne peut édifier que des immeubles collectifs et non des maisons individuelles.

2. *Les équipements collectifs.*

En ce qui concerne les équipements collectifs, on construit chaque année 34 écoles pour 900 enfants chacune, 28.000 places dans les crèches et les jardins d'enfants, 200 magasins et 2.500 lits d'hôpitaux. Actuellement, on atteint le taux de 13,2 lits pour 1.000 habitants, qui devrait atteindre 18 vers 1980. Ces taux sont supérieurs à la norme nationale pour l'ensemble de l'Union. Tous les hôpitaux relèvent du budget du Mossoviet.

Le réseau commercial de la ville compte plus de 10.000 magasins, pavillons et kiosques. Cependant le nombre des points de vente est encore insuffisant.

Les deux tiers des enfants d'âge préscolaire fréquentent 3.000 crèches et jardins d'enfants.

Il y a 1.200 écoles d'enseignement général et plus de 200 écoles du soir pour les travailleurs.

3. *Les moyens de transport.*

Les transports en commun jouent un rôle essentiel puisqu'en 24 heures ils acheminent 11 millions de passagers, à raison d'un tiers pour le métropolitain, un tiers pour les autobus et un tiers pour les tramways et trolleybus.

On prévoit de développer le métropolitain et les autobus et de supprimer progressivement les tramways et trolleybus. Le réseau du métropolitain, actuellement long de 109 kilomètres, doit s'accroître de 50 kilomètres pendant le quinquennat, dont 14 en 1966. Le nombre des autobus doit être accru, les modèles de 60 places devant être complétés par d'autres à 110 places. On compte, en outre, environ 10.000 taxis. Il faut y ajouter un service municipal de location de voitures.

Ce qui frappe le plus dans les transports en commun, c'est la grande modicité de leurs tarifs. Forfaitaires, ils ne dépendent pas de la distance. Ils sont de 5 kopecks (27 centimes) pour le métro et les autobus ; de 4 kopecks (22 centimes) pour les trolleybus ; de 3 kopecks (16 centimes) pour les tramways.

Les larges avenues de la ville (jusqu'à 100 mètres et plus de façade à façade, dont 30 mètres pour la voie centrale à grande circulation) devraient pouvoir écouler le nouveau trafic automobile qui résultera de l'accroissement de la production des véhicules.

Le développement de la ville s'est fait de façon concentrique. La limite officielle actuelle de la ville est d'ailleurs constituée par une autoroute circulaire de 109 kilomètres, construite au cours du septennat 1959-1965. Le plan prévoit deux autres rocade et, au centre, des rues à double voie (perspective Kalinine par exemple).

On réalise également des voies superposées pour supprimer les principaux carrefours et on construit 14 passages souterrains pour piétons par an.

En ce qui concerne le problème du stationnement, il faut rappeler que, pendant les trois ou quatre mois de grand froid et de neige, les voitures particulières ne roulent guère.

On prévoit de construire de vastes parkings couverts et payants le long de l'autoroute circulaire, dans lesquels les voitures pourront passer l'hiver, contre paiement d'une redevance d'environ 15 roubles.

Par la suite seulement seront construits des garages à plusieurs étages dans la ville. Il n'est pas possible d'autoriser le stationnement prolongé le long des trottoirs afin de ne pas gêner le nettoyage des rues.

Actuellement, on compte 80.000 voitures à Moscou mais ce nombre doit s'accroître plus rapidement que par le passé avec l'augmentation de la production qui doit quadrupler au cours du plan 1966-1970.

4. *L'approvisionnement en eau.*

La consommation quotidienne d'eau est de 640 litres par habitant, dont 300 correspondent aux besoins de l'industrie. Vers 1980, on atteindra 1.000 litres. Le problème de l'approvisionnement est donc important.

On capte l'eau de la Moskova et de la Volga, à raison de 3.600.000 mètres cubes par 24 heures.

D'autres sources d'approvisionnement sont à l'étude sur les affluents de la Moskova. Des barrages sont en construction, l'un d'une capacité de 230 millions de mètres cubes, l'autre de 160 millions. Ces nouvelles ressources devraient satisfaire les besoins jusqu'en 1975.

D'autre part, on prévoit de construire 5 barrages sur une rivière située à 200 kilomètres de Moscou, la Vazouza, qui devraient fournir 500 millions de mètres cubes.

Enfin, on envisage 7 barrages sur le fleuve Oka, à 100 kilomètres de Moscou, qui doubleraient la capacité des réservoirs précédents.

En matière d'épuration des eaux usées, on a achevé en 1966 une station pour l'épuration des eaux industrielles d'une capacité de 1,5 million de mètres cubes par jour. Une autre est prévue pour une capacité de 1,3 million.

5. *Le chauffage.*

Le chauffage traditionnel se faisait d'abord au bois ou au charbon, puis au mazout. Aujourd'hui, le chauffage urbain se développe.

Il n'y a pas de gaz naturel dans la région de Moscou. On le fait venir du Nord du Caucase par un feeder de 900 kilomètres, qui débite 42 millions de mètres cubes par jour. Ce feeder approvisionne d'ailleurs d'autres villes sur son passage.

Un autre feeder, dont la construction sera achevée en 1968, doit apporter le gaz de Boukhara, en Ouzbekistan, à 3.400 kilomètres.

Enfin, des réserves importantes de gaz ont été découvertes au nord du cercle polaire. Amené à Léninegrad et Moscou, il sera peut-être envoyé jusqu'en Italie.

6. *Les équipements culturels.*

Moscou constitue le principal centre de la vie intellectuelle et artistique soviétique.

Siège de l'Académie des Sciences, elle compte plus de 550 établissements scientifiques et 70 instituts. 600.000 étudiants fréquentent l'enseignement supérieur et 250.000 les collèges techniques.

La ville possède 31 théâtres, dont le plus célèbre est le Bolchoï ; 10 salles de concert ; 105 cinémas ; plus de 300 clubs, maisons des intellectuels et palais de la culture ; 60 musées ; 4.500 bibliothèques, dont la bibliothèque Lénine, qui contient 23 millions de volumes.

De nouveaux établissements sont prévus pour le théâtre d'art, une galerie de peinture et le théâtre des marionnettes. Plus de 50 cinémas seront construits durant le quinquennat en cours.

7. *Les espaces verts.*

Ils occupent près de 20.000 hectares, soit à peu près le cinquième du territoire de la ville. On y compte une centaine de parcs et de grands jardins.

Les vergers occupent 1.500 hectares ; les pelouses et les parterres de fleurs, 6,6 millions de mètres carrés. Chaque année, on plante plus de 50 millions de fleurs.

Autour de Moscou, 187.000 hectares sont réservés à titre de zone naturelle et récréative à sauvegarder. Reliés à la ville par des moyens de transport rapides, des centres de repos et de loisirs y sont aménagés ou en voie de l'être.

8. *Les équipements sportifs.*

Moscou possède 69 stades, 790 salles de sport, 235 terrains de football, 2.120 terrains de volley-ball, basket-ball et autres, 12 piscines, 625 autres installations (yacht-clubs, centres nautiques...).

Le stade Lénine comporte plus de 130 installations qui peuvent recevoir 160.000 spectateurs, dont 103.000 dans l'arène centrale.

Sur la pente des monts Lénine, au pied de la nouvelle université, un grand tremplin de saut à ski fonctionne toute l'année.

D. — L'ADMINISTRATION ET LES FINANCES PUBLIQUES

La structure administrative et financière du Soviet des députés de travailleurs de la ville de Moscou est la plus importante et la plus diversifiée de toutes les villes soviétiques (1).

1. *Le Soviet des députés des travailleurs (2).*

« Tout le pouvoir, en Union soviétique, appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne, en la personne des Soviets des députés des travailleurs. » (Art. 3 de la Constitution de l'U. R. S. S.)

(1) Voir annexe V.

(2) Cette analyse du Soviet de Moscou est extraite d'une brochure en langue française diffusée par cette collectivité.

Le Soviet des députés des travailleurs de la ville de Moscou est l'organe du pouvoir sur le territoire de Moscou, élu par sa population pour une durée de deux ans. Un député représente 6.000 habitants.

Au cours des élections aux Soviets locaux qui se sont tenues en mars 1965, 1.104 députés, dont 507 femmes, 597 hommes, 488 ouvriers, ont été élus au Soviet de la ville. 632 députés sont membres ou stagiaires du Parti communiste de l'Union soviétique, 472 sont des sans-parti. 556 députés ont été élus pour la première fois (50,3 %).

Le Soviet de la ville de Moscou dirige les activités des organismes de gestion se trouvant sous sa compétence, veille à l'observation des lois et à la protection des droits des citoyens, à l'ordre public. Il dirige les travaux de construction des bâtiments du tiers service et des édifices culturels, établit le budget local, etc.

Les députés du Soviet suprême se réunissent une fois tous les trois mois, au moins, en sessions au cours desquelles ils examinent les principaux problèmes de la vie de la ville et adoptent des résolutions.

Le Comité exécutif assume la direction dans la période entre les sessions, en se basant sur les décisions du Soviet de la ville de Moscou et des organismes d'Etat supérieurs. Le Comité exécutif est élu à la première session du Soviet de Moscou de chaque législature. Il est composé de 25 personnes : un président qui correspond à un maire français, 9 vice-présidents, un secrétaire et quatorze membres (1). Les séances du Comité exécutif du Soviet de la ville de Moscou ont lieu généralement une fois par mois. Compte tenu du volume des travaux, le Présidium de l'exécutif, composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, se réunit deux fois par semaine pour résoudre les affaires courantes.

Le Comité exécutif assume ses activités par l'intermédiaire des principales administrations par branche, des directions et sections relevant de sa compétence. Le Comité exécutif du Soviet de Moscou (Mossoviet) comprend 6 directions principales, 26 directions, 11 sections et 4 organisations, dirigeant les travaux de construction, le secteur des habitats, les transports en commun, les

(1) Parmi eux, on trouve un directeur d'école, deux ouvriers de chantier, des représentants des syndicats et des ministères et l'architecte en chef de la ville.

établissements culturels, l'instruction et la santé publiques et d'autres branches. Un million deux cent trente mille personnes travaillent sous l'autorité du Mossoviet, dont 200.000 dans la construction immobilière et 180.000 dans le commerce.

La direction principale de l'architecture emploie 7.000 personnes. C'est un service de recherche et d'études qui est également chargé du contrôle et de l'approbation des projets d'urbanisme.

Le territoire de la ville de Moscou est divisé en 18 arrondissements administratifs, qui comptent de 200.000 à 600.000 habitants. Le Soviet des députés des travailleurs d'arrondissement est élu pour une durée de deux ans. De même que le Soviet de ville, chaque Soviet d'arrondissement élit son comité exécutif, vote un budget et dispose de services. Il peut prendre des décisions que le Mossoviet a le droit de modifier.

Des commissions permanentes sont formées aux premières sessions des Soviets de ville et d'arrondissement, qui jouent un rôle important. 17 commissions permanentes avaient été formées à la première session du Soviet de Moscou de la neuvième législature, en mars 1965 : aménagement, budget, services courants, transports et communications, urbanisme, logement, construction de logements et d'édifices publics, santé, économie communale, culture, instruction publique, alimentation publique, industrie, sécurité sociale, légalité socialiste, commerce, éducation physique et sports. 255 députés ont été élus dans ces commissions, à raison de 15 députés par commission. Les députés qui n'en font pas partie y participent en qualité de militants. D'autre part, chaque commission est assistée par des militants bénévoles. Ce sont des ouvriers, des employés, des spécialistes qualifiés qui peuvent aider les commissions dans tous les domaines de leurs activités.

Les commissions permanentes sont appelées à aider les Comités exécutifs du Mossoviet et des Soviets d'arrondissement dans l'exécution des objectifs qui se posent à eux, concernant le développement de l'économie, l'amélioration des services publics, le contrôle des activités des administrations et sections des comités exécutifs. Les commissions permanentes doivent assumer le travail d'organisation, en vue d'appliquer les décisions prises par les organes du pouvoir de Moscou.

Les députés du Mossoviet et des Soviets d'arrondissement veillent à l'évolution et à la prospérité de la ville. Aidés par les militants bénévoles, les députés s'occupent quotidiennement, dans

leurs circonscriptions électorales, des problèmes d'urbanisme, de l'exploitation du fonds locatif, de l'amélioration du fonctionnement des entreprises commerciales et de l'alimentation publique, des services, des édifices culturels et des écoles. Les députés mènent un travail d'éducation parmi la population, font des cours et des rapports devant les électeurs.

Afin de mieux satisfaire les besoins des travailleurs, les députés de la capitale s'efforcent de trouver des méthodes plus efficaces pour leur travail. Les premiers Soviets de députés ont été créés dans les quartiers ou les entreprises sur leur initiative. Ils jouent un rôle important et sont les adjoints utiles des comités exécutifs. Ils sont, en fait, des sections des organismes du pouvoir soviétique. Le comité exécutif du Mossoviet a adopté un Règlement sur ces Soviets qui ont le droit de résoudre tous les problèmes concernant la vie de la population et le fonctionnement des établissements et organisations se trouvant dans leur secteur.

Par leur travail aux chantiers et dans les entreprises, les députés doivent donner l'exemple à tous les travailleurs, les inciter à faire preuve d'initiative, organiser les compétitions socialistes et le mouvement pour un travail communiste.

Grâce aux députés et aux commissions permanentes, le Mossoviet et les Soviets d'arrondissement renforcent leurs liens avec les masses et les font participer au travail des Soviets.

500.000 militants participent à leurs activités dans différentes organisations publiques, dans les comités d'immeuble et de quartier, les milices populaires, les tribunaux de camarades, les conseils publics près des établissements culturels, l'instruction publique, la santé publique, la sécurité sociale. Ces militants sont les adjoints des Soviets locaux de Moscou.

Plus de 30.000 personnes ont été élues aux comités d'immeubles et de quartiers ; 10.000 aux conseils près des établissements médicaux ; plus de 60.000 aux comités des parents dans les écoles ; etc.

2. Les finances de la ville de Moscou.

Les dépenses de la ville de Moscou s'élèvent à 1.200 millions de roubles par an (environ 6,5 milliards de francs). Les principaux postes concernent la construction et les mesures sociales et culturelles.

Les recettes essentielles proviennent, à raison de 50 % environ, des revenus des administrations municipales, qui comprennent non seulement des services publics comme les transports, mais aussi les établissements commerciaux, les cinémas, les salles de spectacle et des entreprises industrielles locales. Lorsque les recettes de ces organismes excèdent les prévisions du plan, la plus-value demeure acquise au Mossoviet, qui en dispose librement.

L'autre source essentielle de recettes est constituée, à raison de 50 % également, par une partie des redevances versées par les entreprises d'Etat installées à Moscou. On considère en effet que ces entreprises, qui relèvent d'organismes supérieurs au Mossoviet, gagnent en partie leurs revenus grâce à leurs ouvriers, lesquels sont à la charge du Mossoviet pour leur vie quotidienne. La redevance des entreprises est donc, à ce point de vue, la quote-part des charges municipales correspondant à leur personnel.

Le budget de la ville est établi à partir du programme des travaux à réaliser et de leur coût. Ce programme fait d'ailleurs partie du plan national. Il est donc quinquennal, mais comporte également des tranches annuelles.

En cas de conflit entre le Ministère des Finances ou le Gosplan et le Mossoviet, le Conseil des Ministres de la République de Russie tranche.

Le contrôle du budget municipal s'effectue au moment de la discussion de celui-ci. Au cas où son exécution révélerait un déficit — ce qui n'est jamais arrivé — les entreprises devraient verser davantage au Mossoviet.

L'Etat verse des subventions au budget de la ville. Il verse 580 millions de roubles pour le paiement des pensions de retraite. Il contribue également au financement du développement de la ville, par exemple pour les grands hôtels qui ne sont pas utilisés par les Moscovites. Ainsi, pour la construction de l'hôtel Rossia (Russie) près du Kremlin, qui sera achevée en 1967 (3.000 chambres, 6.000 personnes, une salle de concert, deux cinémas, 4.000 places de restaurant, un garage souterrain). L'argent que verse l'Etat pour le développement de la ville n'est pas remboursable.

Les traitements des fonctionnaires proprement dits du Mossoviet ne représentent que 0,9 % du budget de la ville. Les personnels employés par les entreprises et les services publics sont payés par ceux-ci.

L'histoire, l'importance politique, économique et démographique et la dimension des structures administratives et financières font incontestablement de Moscou une très importante métropole, l'une des principales du monde actuel.

L'ampleur de son développement et de sa rénovation en fait aussi un des plus intéressants champs d'observation d'une énorme entreprise d'aménagement urbain.

*
* *

II. — Léninegrad.

Si Moscou est redevenue la capitale de l' Union soviétique, Léninegrad demeure une puissante métropole qui figure, elle aussi, parmi les plus grandes villes d'Europe.

« Fenêtre sur l'Occident », selon la volonté de Pierre I^{er}, elle dépayse en effet moins le voyageur que Moscou et le séduit par une grande beauté architecturale et par le charme de son site.

Dernière et prestigieuse capitale des Tsars, foyer de la révolution d'octobre, Léninegrad, bien qu'ayant cessé de jouer un rôle politique, demeure une métropole économique et intellectuelle, peuplée de plus de trois millions et demi d'habitants.

A. — HISTOIRE DE LA VILLE

La création de Léninegrad remonte à 1703, lorsque Pierre I^{er} fait construire la forteresse Pierre-et-Paul pour assurer la défense des territoires pris aux Suédois. Aussitôt, le développement du port et de la ville commence à un rythme si prodigieux que le monarque envisage d'en faire une capitale qui rivaliserait en beauté avec celles des autres grands États.

Pierre I^{er} fait établir des plans grandioses qu'il examine personnellement et il interdit la construction des maisons de bois qui, deux siècles plus tard, seront encore si nombreuses à Moscou.

Pendant deux cents ans, Saint-Pétersbourg va continuer à grandir et à s'embellir, développant harmonieusement les grands ensembles architecturaux et les parcs. Son rôle et son influence économique et culturelle ne cessent de croître également.

Dans la seconde moitié du **xix**^e siècle, l'industrie se développe et plusieurs grandes usines apparaissent (Poutilov, Semiannikov, Baltiyski).

En 1914, Saint-Pétersbourg prit le nom de Pétrograd qui est la traduction en russe de l'allemand Petersburg. C'est en 1924 qu'elle prit celui de Leningrad.

L'instauration du régime soviétique provoque une nouvelle accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation. Leningrad déborde ses anciennes limites et reconstruit ses faubourgs ouvriers tandis que les résidences aristocratiques et bourgeoises du centre sont divisées en appartements ou utilisées par des collectivités.

La guerre porta un coup terrible à la ville, qui fut assiégée pendant 900 jours par les Allemands, de la fin de 1941 au début de 1944. Des centaines de milliers de personnes moururent soit en combattant, soit de froid ou de privations.

Les morts furent inhumés au cimetière Piskarev, le plus souvent dans d'immenses fosses communes simplement recouvertes d'une pelouse ne portant qu'une date : celle de l'année des inhumations.

Les destructions furent considérables, mais la reconstruction fut assez rapide. Les bâtiments historiques furent reconstitués avec le plus grand soin. Dès 1948, l'industrie avait retrouvé son niveau d'avant guerre et, dès 1950, la reconstruction générale était achevée.

B. — L'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE

La population de Leningrad a augmenté rapidement (1890 un million d'habitants ; 1914 : deux millions ; 1939 : 3 millions). Les pertes de la guerre la réduisirent considérablement et elle ne retrouva le chiffre de 1939 qu'en 1963. En 1966, elle atteint 3.660.000 habitants.

La ville couvre une superficie de 57.000 hectares, ce qui donne une densité générale de peuplement inférieure à celle de Moscou, explicable par l'importance des espaces verts et des eaux intérieures (Leningrad et sa banlieue comptent plus de 600 ponts).

Dans les années cinquante, de nouveaux quartiers sont apparus au Sud de la ville tandis que d'autres étaient réaménagés.

Le développement rapide de la ville a rendu crucial le problème des transports. Les autobus, les trolleybus et les tramways en service ne sont pas suffisants.

Le métropolitain a été inauguré en 1955. Il est l'égal de celui de Moscou pour la technique et l'esthétique. Cependant, l'extension du réseau demeure encore trop restreinte par rapport aux besoins. De 1955 à 1965, 1,4 milliard de passagers ont été transportés.

La construction de logements a été largement industrialisée. On compte actuellement six combinats de construction.

La délégation a visité une de ces entreprises, spécialisée dans la construction d'immeubles de neuf étages (en comptant le rez-de-chaussée). Sa capacité de production annuelle est de 225.000 mètres carrés de surface habitable. Son plan de production en 1967 est de 220.000 mètres carrés.

Ce combinat fabrique tous les éléments en béton armé nécessaires. Il s'agit notamment d'éléments qui se posent sans joint. Les panneaux extérieurs et ceux de la terrasse sont produits à la chaîne dans des moules horizontaux. Il ne construit pas les établissements de services (magasins, crèches...).

Le combinat livre les logements prêts à être montés sur le chantier lorsque la viabilité du terrain et les fondations des immeubles sont achevées.

D'après les renseignements qui nous ont été communiqués, le prix de revient de la production du combinat est de 87 roubles pour un mètre carré de plancher.

Le prix de revient global, y compris les pièces sanitaires, les canalisations intérieures et les parties communes est de 112 roubles par mètre carré de surface habitable.

Un petit immeuble de cinq étages compte 2.818 mètres carrés de surface habitable et 4.300 de surface totale.

Le ciment revient à 16 roubles la tonne au combinat. Cette entreprise s'occupe surtout d'appartements de deux pièces d'une surface habitable de 30 mètres carrés et d'une surface totale de 45 mètres carrés.

Il est d'ailleurs à souligner que, sur l'ensemble des logements construits, 50 % ont deux pièces.

Ce sont des entreprises spécialisées, et non le combinat, qui s'occupent des diverses canalisations à installer.

La construction de logements est placée sous l'autorité du Comité exécutif du Soviét de la ville. L'architecte en chef établit le plan général d'urbanisme. Deux instituts d'études et d'urbanisme

sont chargés de déterminer le volume et la densité des constructions, leurs projets étant soumis ensuite à la Direction de la construction du Soviet.

L'effort actuel de construction est considérable. Quatre millions de mètres carrés avaient été détruits pendant la guerre et le siège. Aujourd'hui, le fonds de logements atteint 30 millions de mètres carrés, dont 18,5 millions réalisés depuis la fin de la guerre. On construit chaque année 47.000 appartements.

Les équipements collectifs ont été également développés. Depuis 1945, on a construit près de 300 écoles, 900 établissements pour enfants, 80 hôpitaux et polycliniques, des centaines de magasins, de réfectoires, de cafés et de restaurants ainsi que des hôtels et des maisons de la culture.

Actuellement, on construit chaque année 20 écoles de 960 élèves chacune, 10.500 places dans les établissements préscolaires, 150 magasins et plusieurs restaurants. Cependant, des problèmes demeurent. Ainsi, les quartiers qui se dépeuplent disposent parfois d'un excédent de services publics, alors que ceux qui se développent n'en ont pas assez. Il y a notamment 27.000 demandes non satisfaites dans les crèches et jardins d'enfants.

Leningrad demeure un des grands centres culturels du pays.

L'enseignement supérieur y est très développé. On compte 41 écoles supérieures, 266 instituts de recherche et 84 écoles techniques secondaires. Parmi les enseignants et les chercheurs, il y a 77 académiciens ou membres correspondants de l'Académie des Sciences. 382.000 étudiants reçoivent l'instruction supérieure, technique ou secondaire, dont 3.500 étrangers venant de 75 pays.

La ville dispose au total de 2.604 bibliothèques possédant ensemble 70 millions d'exemplaires. Parmi les 47 musées, celui de l'Ermitage est un des tout premiers du monde. Il est d'ailleurs frappant d'y voir le grand nombre de visiteurs qui emplissent ses principales salles.

Leningrad compte encore 18 théâtres, 7 salles de concert et de très nombreuses salles de cinéma.

Les espaces verts y sont particulièrement étendus. Le parc central de culture et de repos Kirov, réaménagé en 1932, s'étend sur près de 100 hectares couverts de 18.000 arbres dans l'île Elaguine. Autrefois réservé à la haute société pétersbourgeoise, c'est actuellement un des lieux de détente préféré des habitants

de Leningrad. On y trouve un théâtre, un cinéma, des expositions, des restaurants, des attractions, des installations sportives, un terrain de jeux... Les autres parcs principaux sont les deux parcs de la victoire Primorsky et Moskovsky. La ville compte également deux importants jardins zoologique et botanique.

La ville possède 13 stades importants. Le stade Kirov est le second d'U. R. S. S., après le stade Lénine de Moscou. D'une capacité totale de 110.000 places, dont 80.000 assises, il est installé à l'intérieur d'une gigantesque colline artificielle.

Il convient de signaler le rôle des entreprises industrielles en matière culturelle. Les usines Kirov (ex-Poutilov), qui emploient 12.000 personnes, mettent à la disposition de leur personnel un grand nombre d'établissements : club, théâtre, cinéma, enseignement polytechnique pour adultes, école attachée à l'usine...

C. — L'ADMINISTRATION DE LA VILLE

Le Soviet des députés des travailleurs de la ville de Leningrad compte 605 membres, dont 248 femmes, 299 ouvriers, 69 savants et artistes, 21 travailleurs de la santé publique, 20 enseignants, 196 représentants des organisations du parti, des syndicats, des jeunesses communistes et autres. Il y a un député pour 6.000 électeurs. Le Soviet siège une fois tous les trois mois.

Le Comité exécutif comprend un président (le maire), 6 vice-présidents, un secrétaire et 17 membres.

Quinze commissions permanentes ont été créées, correspondant aux principaux domaines de l'activité du Soviet.

Les directions et sections sont au nombre de 36.

Depuis 1945, le Soviet est installé dans le palais Marinsky, édifié vers 1840 pour la fille de Nicolas I^{er}.

Comme à Moscou, l'essentiel des ressources (91 %) dont dispose le Soviet est fourni par les redevances versées par les entreprises industrielles d'Etat et municipales en proportions à peu près équivalentes.

Le complément de 9 % provient d'impôts divers (sur le revenu, les célibataires, les datchas, les automobiles).

Leningrad est également divisée en arrondissements, administrés par des Soviets subordonnés à celui de la ville.

Cette très grande ville, bien qu'elle ait perdu le rang de capitale et subi de terribles pertes pendant le siège, a su poursuivre son développement économique et maintenir son rayonnement culturel. Elle demeure, de très loin, la seconde métropole soviétique. Cette vitalité ajoute encore aux charmes de la « Venise du Nord ».

*
* *

III. — Samarkand.

Samarkand ou Samarcande, l'une des plus anciennes villes de l'Union soviétique, possède d'abord l'intérêt et la beauté d'une antique capitale. Mais c'est aussi une cité moderne et active, bien que le chiffre de sa population n'en fasse pas une grande ville, surtout à l'échelle de l'U. R. S. S.

A. — HISTOIRE DE LA VILLE

Une légende populaire fait naître Samarkand trois ou quatre millénaires avant notre ère. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'en 329, une ville située sur l'emplacement de la cité actuelle, Maracanda, capitale de la Sogdiane, fut conquise par Alexandre le Grand.

Au v^e siècle de notre ère, Samarkand fait partie du Khanat de Turquie, puis tombe, au viii^e siècle, sous la domination arabe. En 1220, les Tatars de Mongolie, conduits par Genghis Khan, ravagent la ville qui restera en ruines presque inhabitées pendant un siècle et demi.

En 1369, Tamerlan en fait la capitale de son Etat. Cette renaissance est brillante. Samarkand devient un grand centre économique et culturel, le foyer de la civilisation musulmane d'Asie centrale. Elle se couvre de mosquées, de palais, de jardins. Le petit-fils de Tamerlan, Ouloug-Beg, y construit un observatoire astronomique qui fut célèbre en son temps.

En 1500, les Ouzbeks s'emparent de Samarkand et transfèrent la capitale de la Transoxiane à Boukhara, à 222 kilomètres. C'est un nouveau déclin, accentué aux xvii^e et xviii^e siècles par les pillages des nomades.

Les Russes occupent la ville en 1868. Une nouvelle ville commence à se construire, à l'Ouest de l'ancienne, à partir de 1871. La construction du chemin de fer transcaspien, en 1896, provoque un nouvel essor économique.

Après la révolution de 1917, Samarkand est la première capitale de l'Ouzbekistan, avant d'être supplantée par Tachkent.

Son développement économique s'est amplifié et elle est devenue un centre important de production industrielle et agricole.

B. — L'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE

La population de Samarkand, composée principalement d'Ouzbeks, de Tadjiks, de Russes et d'Ukrainiens, a crû assez rapidement (1897 : 54.900 habitants ; 1926 : 105.000 ; 1939 : 134.000 ; environ 220.000 aujourd'hui). Cependant, cette croissance, comparée à beaucoup d'autres en Union soviétique, paraît relativement modeste. Ce qui frappe le plus, c'est l'importance du peuplement d'origine européenne qui ne semble pas poser de grave problème de coexistence avec celui d'origine asiatique.

Ce contraste se retrouve dans la structure générale de la ville. Le vieux Samarkand, qui occupe un peu plus de 4 kilomètres carrés, est demeuré une vieille cité du monde musulman, remplie de monuments, dont beaucoup sont d'une grande beauté, et de maisons de briques et de pisé.

La ville nouvelle, avec ses rues et ses places régulières, offre un aspect moderne, qui néglige trop, parfois, les prestigieuses traditions architecturales locales. Les grands ensembles récents, en particulier, limités en hauteur, ressemblent beaucoup à ceux qu'on peut voir dans les quartiers périphériques des grandes villes de Russie d'Europe ou de Sibérie. Ici aussi, bien sûr, il faut tenir compte de la pressante nécessité de construire rapidement de nombreux logements, ce qui a imposé le recours aux techniques industrielles.

L'artisanat célèbre de l'Asie centrale semble avoir à peu près disparu, si l'on en juge par le vieux marché animé par une foule pittoresque et innombrable, où les costumes traditionnels abondent, qui vend ou achète essentiellement des produits alimentaires, notamment une grande quantité de fruits et légumes. De même, les boutiques vendent des articles utilitaires (tissus, vêtements,

chaussures, alimentation, petit matériel usuel) qui semblent être tous d'origine industrielle. On trouve cependant encore quelques échoppes, bien modestes il est vrai.

Au contraire, l'industrie a bénéficié d'un incontestable essor, commencé d'ailleurs dès avant 1917. Les industries alimentaires et textiles sont les plus importantes, car elles utilisent les produits de la région. Samarkand fabrique de la bière, des alcools, du thé, du tabac, du coton, de la soie, des vêtements, des chaussures, des articles en cuir et divers produits alimentaires. On y trouve également des industries mécaniques (pièces détachées pour tracteurs et automobiles, appareillage cinématographique).

Cependant, l'industrie lourde demeure absente des activités de la ville, qui possède toutefois une centrale hydro-électrique.

Samarkand est, après Tachkent, le premier centre culturel d'Ouzbekistan. Elle possède une université Alicher Navoi, du nom d'un poète national ouzbek, un institut de médecine et un institut d'agriculture ainsi que plusieurs écoles secondaires. On y trouve également le seul institut de recherche de l'U. R. S. S. consacré à l'étude de l'élevage du mouton karakul, où est rassemblée une très riche collection d'astrakans.

Un musée de la culture et de l'art ouzbeks a été créé. La ville compte également deux théâtres dramatiques, l'un russe, l'autre ouzbek, ainsi qu'un opéra installé dans un grand immeuble moderne récemment achevé.

Samarkand est bien desservie en moyens de communication. Elle est située sur la route qui traverse l'Ouzbekistan de Tachkent à Termez. C'est aussi une des gares du chemin de fer transcasprien entre Krasnovodsk et Tachkent. Elle est reliée à Tachkent par avion et elle doit l'être également par un service d'autobus.

*
* *

Ainsi, Samarkand a su conserver les prestiges de son passé grandiose — ses monuments font l'objet d'importants travaux de restauration — tout en s'adaptant au monde moderne par le développement des activités économiques et culturelles qui font de cette antique cité un centre important de la vie régionale.

*
* *

Nous ne parlerons pas ici de Tachkent, actuelle capitale de l'Ouzbekistan et véritable métropole de l'Asie centrale, qui comptait plus d'un million d'habitants au début de 1966 et où la délégation n'a fait que passer.

Cette ville a, en effet, subi des dégâts considérables provoqués par plusieurs secousses sismiques durant l'année 1966 (1). De vastes quartiers, notamment dans le centre où se trouvaient beaucoup de grands immeubles modernes, ont été à peu près complètement détruits. Les bulldozers ayant rasé les ruines, de vastes espaces déserts s'étendent actuellement là où régnait auparavant une intense activité.

D'après des estimations officielles, des dizaines de milliers de bâtiments, édifices et installations divers ont été détruits ou endommagés. 250.000 personnes, soit le quart de la population, ont été privées d'abri à la suite de la destruction de 2 millions de mètres carrés de surface habitable.

La reconstruction a été entreprise sans délai, avec l'aide d'équipes venues de toutes les régions d'U. R. S. S. Chaque nationalité a son propre chantier.

La France doit livrer une usine permettant de fabriquer des maisons de 9 étages insensibles aux plus forts tremblements de terre, selon le procédé Camus. Etablie à Tachkent, cette usine fabriquera des éléments en béton armé qui permettront la construction de 24 logements par jour.

Il est à souligner que les 30.000 logements qui avaient été construits à Tachkent avant 1966 selon le procédé Camus, dont l'U. R. S. S. avait acquis une licence d'exploitation dès 1958, ont parfaitement résisté aux nombreux séismes.

*
* . *

IV. — Alma-Ata.

Capitale de l'immense Kazakstan (2.750.000 kilomètres carrés, soit cinq fois la superficie de la France), Alma-Ata est une ville neuve embellie par d'abondants espaces verts et par la chaîne de l'Ala-Taou qui la domine.

Son nom signifie, en langue kazakhe, « père des pommes », car les pommiers sont nombreux et réputés dans sa région.

(1) De nouvelles secousses ont à nouveau provoqué d'importants dégâts en mars 1967.

A. — HISTOIRE DE LA VILLE

L'histoire d'Alma-Ata est brève. Elle fut fondée en 1854 sous le nom de Vierny, par les Russes qui y avaient installé une place forte pour se défendre contre les Kirghizes.

Devenue en 1867 le centre administratif du gouvernement militaire régional, la ville connut d'abord une croissance économique assez lente. L'industrie y était très faible tandis que le commerce se développait assez rapidement.

Après 1890, elle devint, comme Irkoutsk, un lieu d'exil politique. Pendant la guerre civile, elle joua un rôle important sur le plan régional.

Appelée Alma-Ata en 1921, la ville devint capitale du Kazakstan en 1929. Elle bénéficia, en 1930, de l'installation du chemin de fer Turkestan—Sibérie (Turksib), qui relie le Transcaspien au Transsibérien. Dès lors, son expansion s'accéléra et elle passa de 45.000 habitants en 1926 à 230.000 en 1939.

Pendant la seconde guerre mondiale, Alma-Ata accueillit plusieurs entreprises évacuées qui provoquèrent l'essor d'une industrie lourde locale.

B. — L'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE

La population d'Alma-Ata est passée en quarante ans, de 1926 à 1966, de 45.000 à 650.000 habitants, soit plus de quatorze fois plus. C'est dire qu'il s'agit en fait d'une ville presque entièrement nouvelle où les traces du passé sont réduites.

Son aspect général est séduisant en raison d'abondants espaces verts et de majestueux édifices publics. Le plan général est caractérisé par des artères rectilignes, comme la Perspective Abaï, qui s'allonge sur 10 kilomètres en ligne droite. Une autoroute circulaire de 60 kilomètres est en construction autour de la ville.

La ville couvre une superficie de 15.000 hectares, dont le tiers en espaces verts, ce qui est tout à fait considérable. Avec 84 mètres carrés par habitant, c'est la ville la plus verdoyante d'U. R. S. S. 600 personnes sont employées en permanence à l'entretien de cette verdure. L'agglomération s'étend sur 24 kilomètres d'est en ouest mais ne peut plus s'agrandir que dans certaines directions en raison des risques de secousses sismiques qui sont trop

grands dans plusieurs secteurs périphériques. La ville a d'ailleurs subi deux violents séismes en 1887 et 1910. L'expansion territoriale se fait actuellement en direction du sud.

Si la proximité de hautes chaînes montagneuses, dont certains sommets sont couverts de neiges éternelles, donne à Alma-Ata un cadre d'une grande beauté et un air sec et transparent, elle crée une autre menace pour la ville : les inondations de boue et de galets provoquées par les torrents qui dévalent des montagnes. Une catastrophe de cette nature s'est produite en 1921. C'est pourquoi on a dû installer des barrages spéciaux sur les cours d'eau en amont afin de retenir ces alluvions.

Les autorités locales considèrent qu'il serait souhaitable que la ville ne grandisse plus guère. Mais comme le plan d'Etat a prévu l'implantation de nouvelles entreprises, la population atteindra le million d'habitants dans quelques années.

Parmi les moyens retenus pour éviter la congestion de l'agglomération figure la réalisation de villes-satellites. Trois sont prévues autour d'Alma-Ata, à des distances de 20, 30 et 60 kilomètres. Leur population devrait atteindre 80.000 à 100.000 habitants. L'une est en construction, les deux autres seront édifiées sur la base de petites localités existantes.

Cette formule est avantageuse pour plusieurs raisons. Elle permet de poursuivre l'industrialisation régionale sans congestionner le principal centre urbain. En outre, elle autorise une meilleure dispersion des agglomérations qui réduit les risques de destruction sismique.

L'industrialisation d'Alma-Ata s'est d'abord faite sur la base des industries alimentaires, la ville se trouvant dans une zone fertile, propice à l'agriculture et à l'élevage. Les industries textiles et chimiques, les tanneries, les fabriques de chaussures, les constructions mécaniques et un combinat spécialisé dans la cuisson des céramiques donnent à la ville un large éventail d'activités, qui en fait un important centre de la vie économique régionale. Au total, Alma-Ata compte, en effet, une soixantaine de grandes entreprises.

Le plan septennal (1959-1965), qui prévoyait la construction d'un million et demi de mètres carrés de logements équipés de tout le confort, a été réalisé. La surface habitable moyenne par appartement est de 30 mètres carrés, ce qui, par habitant, représente actuellement 6,7 mètres carrés. A la fin du quinquennat 1966-1970, on arrivera à 9 mètres carrés et, vers 1980, à 12 ou 15.

Le loyer varie entre 6 et 13 kopecks par mètre carré de surface habitable et par mois, selon les revenus de la famille. En outre, des avantages spéciaux sont accordés à certaines catégories (invalides par exemple). Ce prix ne comprend pas l'eau ni l'électricité mais englobe le coût du chauffage.

Il faut souligner que, dans les sovkhoses de la République du Kazakhstan, on construit également de grands immeubles.

Le prix de revient est de 140 roubles par mètre carré de surface habitable. Ce coût élevé s'explique par la nécessité de construire des maisons de hauteur limitée, en raison des risques de secousses sismiques, ce qui augmente le prix de revient de 18 à 20 %. Jusqu'ici on a construit des immeubles de quatre ou cinq étages, mais on envisage maintenant d'en construire au centre de la ville sur huit ou neuf étages et même onze ou douze pour les bâtiments administratifs.

L'architecte en chef de la ville est assisté par des adjoints spécialisés, l'un dans la construction proprement dite, l'autre dans la décoration de la ville. A la tête d'un comité d'urbanisme, il établit les plans d'aménagement qui doivent ensuite être approuvés par le Comité exécutif. La planification à long terme (vingt ans) est assurée par le Gosstroï national.

L'approbation technique et esthétique des projets de construction relève également de l'architecte en chef.

Ce qui frappe, nous l'avons dit, dans l'aspect général de la ville vue d'avion, c'est le tracé géométrique des rues, dont beaucoup ont plusieurs kilomètres de longueur. Presque toutes bordées d'arbres variés et de pelouses fleuries, elles sont rafraîchies par de minuscules canaux qui coulent le long des trottoirs et qui sont alimentés par l'eau abondante des montagnes environnantes.

Comme toutes les autres villes soviétiques, Alma-Ata possède un parc de culture et de repos Gorki, où l'on trouve un chemin de fer miniature pour enfants, une piscine, un cinéma, une scène de variétés et un zoo. Les autres parcs et jardins sont nombreux et agréables.

L'architecture porte l'empreinte des tendances modernes puisque la ville a été presque totalement construite à l'époque soviétique. Les bâtiments publics présentent les habituelles façades ornées de frontons et de colonnes. On doit reconnaître que malgré des formes assez massives et ramassées, ce sont des ensembles

dont l'esthétique est réussie, sans doute en raison de la limitation de hauteur imposée par les dangers sismiques. Parmi les plus caractéristiques, on peut citer la maison du Gouvernement de la République du Kazakhstan, le Présidium de l'Académie des Sciences, l'Université Kirov, le ministère des Finances, l'opéra Abaï, l'institut des langues étrangères et le Conservatoire d'Etat.

Alma-Ata est devenue l'un des grands centres culturels de l'Union soviétique. On y compte 26 écoles supérieures ou secondaires spéciales. L'Université Kirov, fondée en 1934, comprend six facultés : physique et mathématiques, chimie, biologie, philologie, histoire et géographie. Depuis 1946, l'Académie des sciences du Kazakhstan est installée à Alma-Ata ; près de 80 instituts spécialisés relèvent de son autorité. On y trouve encore une Académie d'agriculture et une filiale de l'Académie de construction et d'architecture de l'U. R. S. S. ainsi qu'un Conservatoire d'Etat. Au total, le nombre des étudiants, y compris ceux des écoles secondaires spécialisées, est de 80.000.

La bibliothèque Pouchkine est riche de plus d'un million de volumes et on peut y admirer une remarquable collection de manuscrits orientaux. Une bibliothèque nationale, qui contiendra 3,5 millions de volumes, est en construction. On trouve plusieurs musées (ethnographique, artistique, national) et quatre théâtres, dont le plus important est celui d'opéra et de ballet Abaï. Un théâtre dramatique russe est en construction (1.000 places).

Cette importance de la vie et de l'équipement culturel est encore illustrée par l'existence d'un studio de cinéma, Kazakh Films, construit en 1935, et qui abrita pendant la guerre les studios Mosfilms repliés de Moscou. Ce studio a tourné depuis la guerre 55 films. Il en produit actuellement 4 ou 5 par an, plus 15 à 20 courts métrages ainsi que des actualités hebdomadaires sur la vie du Kazakhstan. 40 à 45 films russes sont traduits en langue kazakhe. La ville dispose de 15 salles de cinéma auxquelles il convient d'ajouter celles des clubs.

L'équipement sportif de la ville est également développé. On y trouve un palais des sports de 6.000 places ainsi que 6 stades importants, dont le plus grand aura sa contenance portée de 35.000 à 65.000 places.

Enfin, les jeunes pionniers disposent d'un vaste et moderne palais, où ils peuvent se livrer à des activités variées, culturelles ou pratiques.

Dans les environs d'Alma-Ata, au milieu des forêts de montagne, on trouve des maisons de repos et des sanatoria, des camps de pionniers et des bases pour touristes et alpinistes ainsi que des stations de ski et une patinoire de compétition réputée.

C. — L'ADMINISTRATION DE LA VILLE

Alma-Ata est administrée par un Soviet urbain et par le Comité exécutif de celui-ci. La ville est divisée en cinq arrondissements ayant chacun un Soviet. Le budget s'élève à 94 millions de roubles. Ici aussi, l'essentiel des ressources (75 millions de roubles, soit 80 %) provient des versements des entreprises industrielles et municipales. Les 20 % supplémentaires sont pour 7 ou 8 % des impôts sur la population et pour 12 % des contributions diverses des organisations sociales (cinémas, transports, établissements culturels, loterie...)

D. — LE SOVIET SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN

Siégeant à Alma-Ata, le Soviet suprême compte 473 députés, élus pour 4 ans. A sa première session, il élit son président et 3 vice-présidents, ainsi que son présidium (17 membres dont un président, un vice-président et un secrétaire). Le présidium est l'organisme permanent qui, entre les sessions du Soviet suprême, prend les décisions nécessaires.

Le Soviet suprême élit également le Gouvernement de la République (un président du conseil, des vice-présidents, des ministres et des présidents de comités spécialisés qui ont rang de ministres).

Le Soviet suprême siège deux ou trois fois par an. Ses tâches principales sont le vote du plan et du budget et le contrôle de l'exécution des budgets antérieurs.

Neuf commissions permanentes spécialisées ont été créées (budget, construction, santé publique, sciences et instruction publique, assurances sociales...), qui déposent des rapports.

Le territoire du Kazakhstan (2.750.000 kilomètres carrés) était autrefois presque un désert, parcouru par des nomades. Il compte aujourd'hui 12.120.000 habitants qui se répartissent en cent nationalités, parmi lesquelles les principales sont les Kazakhes, les

Ouzbeks, les Russes et les Ukrainiens. L'importance du peuple-ment d'origine européenne est à souligner. Chacune des principales nationalités dispose de possibilités pour le développement de sa langue et de sa culture (émissions de radio, journaux...), mais la langue russe est évidemment prédominante.

Le budget de la République est de 4,1 milliards de roubles. L'essentiel des ressources est ici encore constitué par les versements des entreprises et également par une contribution du budget de l'Union. Cette dotation est présentée comme une compensation d'équilibre aux fournitures de matières premières du Kazakhstan aux autres Républiques.

Il peut arriver cependant que la dotation excède la valeur de ces fournitures lorsque l'Union doit contribuer au financement d'importants équipements d'intérêt général dans une branche donnée. Mais on s'efforce de rétablir l'équilibre par une compensation inverse dans une autre branche. La centrale hydro-électrique de l'Irtytch, par exemple, doit fournir du courant à la région d'Altaï, en République russe. Cette région participe donc au financement de l'ouvrage pour 25 %, les 75 autres étant financés sur le budget kazakhe.

En fait, il faut bien voir qu'en matière budgétaire, toutes les ressources dépendent de l'Etat par le mécanisme pyramidal habituel. L'Union procède à une répartition des disponibilités entre les Républiques fédérées, celles-ci font de même entre leurs régions et ainsi de suite jusqu'aux bourgs et aux villages. On peut donc dire que toutes les ressources montent au niveau de l'Union et en redescendent.

*
* *

Alma-Ata est une belle ville moderne, qui a su devenir une métropole politique, économique et culturelle importante, symbole de la place grandissante occupée par le Kazakhstan au sein de l'Union.

*
* *

V. — Irkoutsk et Bratsk.

Irkoutsk, chef-lieu de la province du même nom, est la métropole administrative, économique et culturelle de la Sibérie centrale. C'est aussi la dernière grande ville avant les agglomérations des territoires riverains du Pacifique. Dans l'intervalle s'étend un immense territoire peu peuplé, où la mise en valeur commençante n'a pas encore suscité de grand centre urbain.

A. — HISTOIRE DE LA VILLE

Au xvii^e siècle, les Cosaques fondent sur l'Angara un poste militaire, qui sera transformé en place forte en 1661. Jusqu'à la fin du siècle, Irkoutsk sera en butte aux attaques mongoles.

Le rôle administratif et commercial de la ville se développe et, en 1736, elle devient chef-lieu de gouvernement. C'est également un centre important de déportation politique, ce qui lui permettra de devenir un vivant foyer intellectuel.

En 1862, Irkoutsk compte 25.000 habitants, 23 églises, 9 hôpitaux. L'industrie y est déjà active avec 86 manufactures. Elle est alors appelée « la Perle de la Sibérie » en raison de la beauté de son site et de son architecture. Mais un terrible incendie la ravage aux deux tiers en 1879.

Le pouvoir soviétique s'y installe le 2 décembre 1917, mais il est supplanté par le gouvernement de l'amiral Koltchak, puis restauré par une insurrection en janvier 1920.

Les avantages de la situation géographique, malgré les froids rigoureux et prolongés et les séismes, résultent de l'emplacement, d'abord sur une voie d'eau, l'Angara, qui relie la ville au lac Baïkal et à l'Ienisseï ; ensuite sur la ligne du Transsibérien, à 5.031 kilomètres de Moscou et à 4.141 de Vladivostock, et enfin sur la route qui conduit vers Iakoutsk au Nord-Est et vers la République de Mongolie au Sud. Irkoutsk est enfin un centre aérien important, plaque tournante entre Moscou et Khabarovsk, Oulan-Bator (Mongolie) et Pékin.

Dès l'origine, cette situation a favorisé le développement d'une fonction commerciale importante, appuyée sur les ressources de la région (fourrures, pêcheries). Les industries de la fourrure, de l'alimentation et du bois y sont anciennes.

Le régime soviétique y a développé l'industrie lourde, car les ressources minérales sont abondantes comme l'énergie hydraulique et houillère. On y compte plus de 60 entreprises industrielles, employant au total plus de 60.000 ouvriers.

Le fleuve Angara a permis d'installer une centrale hydro-électrique d'une puissance installée de 660.000 kW qui produit 4,1 milliards de kilowattheures.

B. — L'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE

La population d'Irkoutsk est passée de 243.000 habitants en 1939 à 420.000 aujourd'hui. Le peuplement, composé de Bouriates à l'origine, est largement européenisé, mais aussi très multinational. La ville s'accroît de 7.500 personnes par an (37.000 à 38.000 pour la région). La province, très vaste (1.500 kilomètres du nord au sud, 1.400 d'est en ouest), couvre 770.000 kilomètres carrés, soit plus que la France. La population y est faible : 2,3 millions d'habitants, soit 3 habitants au kilomètre carré. Elle est au surplus concentrée au sud (12 habitants au kilomètre carré) et au sud-est. En outre, le nombre des migrants venant d'autres régions, et notamment de l'ouest, est en baisse, ce qui aggrave la pénurie de main-d'œuvre et entrave les possibilités de développement.

La ville dispose de 3,5 millions de mètres carrés de surface habitable, ce qui ne représente que 8,3 mètres carrés, par habitant. On construit actuellement 120.000 à 130.000 mètres carrés par an, soit environ 4.500 à 5.000 logements. L'importance des quartiers nouveaux ou en construction à la périphérie de la ville est d'ailleurs frappante.

La ville possède 33 hôpitaux comptant plus de 5.000 lits et 2.000 médecins.

On y trouve 43 bibliothèques, 73 cinémas et cinémas ambulants, 30 clubs, plusieurs théâtres, une société philharmonique, un palais des pionniers, de nombreux musées.

Irkoutsk est un centre culturel et universitaire très important. 62.000 enfants fréquentent les 85 écoles primaires et 19.000 les 185 jardins et crèches. Sept écoles supérieures accueillent 39.000 étudiants (universités d'Etat, institut polytechnique, école de médecine, instituts d'agriculture, des finances, des langues étrangères,

école normale). 21.000 jeunes gens fréquentent les technicums et 2.000 les écoles professionnelles. Près d'un tiers de la population d'Irkoutsk fait des études.

Irkoutsk est également un centre scientifique actif, sous la direction de la filiale de Sibérie orientale de la section sibérienne de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. qui y est installée. 29 instituts de recherches sont en fonctions (chimie organique, géochimie, biologie, magnétisme terrestre, limnologie). D'autres doivent être créés (automatique, mathématiques). Plusieurs sociétés scientifiques existent, dont l'une depuis plus d'un siècle : la société géographique.

Huit journaux sont édités à Irkoutsk ainsi que 1.100.000 exemplaires de livres. Les écrivains et les artistes résidant à Irkoutsk sont nombreux. La ville possède un studio de cinéma.

Toutes ces données illustrent l'intense activité intellectuelle de cette lointaine métropole.

C. — LA VIE ADMINISTRATIVE

Irkoutsk, divisée en quatre arrondissements, a la même structure administrative que les autres villes. Ses ressources sont pareillement fondées essentiellement sur les versements des entreprises. On peut noter qu'elle tire une recette appréciable de l'impôt sur l'exploitation des forêts sibériennes (6 % des recettes).

Irkoutsk est également le siège de l'administration interrégionale des régions d'Irkoutsk et de Tchita et de la République autonome bouriate : Soviet de l'économie nationale ; directions générales de la construction de Sibérie orientale, des chemins de fer, de la géologie.

D. — LE COMBINAT D'ALUMINIUM ET LA VILLE NOUVELLE DE CHELIKHOV

A 18 kilomètres d'Irkoutsk, on trouve un important combinat d'aluminium, qui emploie 3.000 ouvriers, ce chiffre devant doubler rapidement.

A côté de cette entreprise, une ville nouvelle, Chelikhov est née pour loger les ouvriers et leur famille. Elle compte environ 15.000 habitants et doit en avoir 45.000 par la suite.

D'autres usines sont prévues pour occuper cette population supplémentaire (câbles, objets dérivés de l'aluminium).

L'aspect général de cette agglomération est assez décevant. Les blocs d'immeubles, tous semblables, alignés géométriquement, donnent une impression de monotonie un peu triste. Compte tenu de la longueur de l'hiver sibérien, il est à craindre que les possibilités d'agrément et de services y soient réduites ; plus que d'une ville véritable, il s'agit plutôt d'une grande agglomération ouvrière.

E. — LA VILLE NOUVELLE DE BRATSK

Bratsk, à 600 kilomètres au nord d'Irkoutsk, est surtout connue par sa centrale hydroélectrique, la plus puissante du monde. Mais cette ville nouvelle, créée il y a quelques années en pleine taïga, est attirante par le côté « pionnier » de son implantation et de son existence actuelle. D'ores et déjà, elle est le centre d'une zone industrielle importante et diversifiée.

Le choix du site s'est fait de la manière suivante. L'institut de recherche de l'énergie électrique de Moscou avait retenu trois emplacements entre lesquels les autorités régionales ont choisi.

La progression de la ville a été extrêmement rapide : 14.000 habitants en 1954, 146.000 en 1966. On en prévoit 300.000 en 1970. L'âge moyen de la population actuelle est de vingt-sept ans, 70 % des habitants ayant moins de trente ans.

Le développement de la ville repose sur deux bases économiques : les énormes ressources hydrauliques de l'Angara et l'inépuisable forêt sibérienne aux bois de qualité.

La construction du chemin de fer Taïchet-Léna, qui passe par Bratsk, a permis à cette ville de devenir le point de concentration du bois abattu.

Mais Bratsk est née surtout de la construction de la centrale hydro-électrique qui porte son nom, dont les travaux ont commencé en 1955, près des rapides de Padoune, où la vallée de l'Angara se resserre de 3.000 à 800 mètres.

L'essor accéléré de la ville est illustré par quelques chiffres : construction de près de 75.000 mètres carrés de surface habitable par an ; 25 écoles accueillant 9.900 enfants ; des établissements préscolaires pour 4.400 places ; 15 cinémas et clubs ; une filiale de l'institut polytechnique d'Irkoutsk, une école de médecine, un centre de télévision. D'autres instituts (industrie forestière) et des technicums sont prévus.

La ville se trouve en bordure de la mer de Bratsk, constituée par la retenue d'eau du barrage, qui lui donne un cadre agréable.

Les projets d'aménagement général de la ville font appel aux méthodes récentes en matière d'urbanisme. On a ainsi réalisé vingt microdistricts de 12.000 habitants chacun.

Pour l'approvisionnement en denrées alimentaires, cinq sovkhozes ont été créés dans les environs.

Afin d'attirer les travailleurs, on leur offre divers avantages : douze jours de congés payés supplémentaires ; 40 % de majoration de salaire ; 10 % d'augmentation de salaire tous les deux ans ; un voyage payé dans n'importe quel secteur de l'U. R. S. S. tous les trois ans.

Le combinat du bois.

Il emploie 6.000 ouvriers (14.000 en 1970), dont 60 % de femmes. Le salaire moyen est de 172 roubles par mois et le congé annuel de un mois et demi, ce qui est au-dessus de la moyenne. La semaine de cinq jours de travail, à raison de huit heures par jour, qui ne sera généralisée en U. R. S. S. qu'au cours de l'année 1967, est appliquée aux ouvriers. Les ingénieurs font cinq journées de sept heures et six heures le samedi. Le salaire de l'ingénieur en chef est de 520 roubles.

Ce combinat, qui traitera, à pleine activité, 6,4 millions de mètres cubes de bois, a été fondé pour trois raisons :

- l'extrême abondance des forêts qui couvrent 70 millions d'hectares dans la région, soit 11 % des ressources nationales, ce qui permet l'utilisation de nouvelles coupes pendant cent ans ;
- l'eau est également abondante, elle sert au transport du bois par flottage et au fonctionnement du combinat ;
- la main-d'œuvre qui avait été utilisée pour la construction du barrage a pu être réemployée sur place.

Le combinat comprendra :

- une scierie ;
- une fabrique de plaques de fibres pressées ;
- une fabrique de meubles ;
- une fabrique de contreplaqué ;
- une fabrique de cellulose et de carton ;
- une fabrique de levure pour la nourriture des animaux.

Ce combinat est équipé avec du matériel suédois.

La centrale hydro-électrique.

Cette centrale, la plus grande du monde, a une puissance installée de 4,5 millions de kilowatts, la production annuelle moyenne étant de 23 milliards de kilowattheures.

Le barrage de béton, haut de 127 mètres, a 806 mètres de long. Le front de retenue mesure au total 5.120 mètres.

La centrale de Bratsk fait partie d'un vaste programme de mise en valeur des réserves hydrauliques de l'Angara, qui sont les troisièmes d'U. R. S. S. après celles de la Léna et de l'Iénisséi. Le bassin de l'Angara représente plus d'un million de kilomètres carrés (presque deux fois la France). On prévoit au total six barrages dont la puissance sera de 14 millions de kilowatts, soit une production de 70 milliards de kilowattheures.

L'ensemble de ces centrales sera intégré au réseau d'interconnexion de Sibérie, qui comprendra les installations d'Irkoutsk, Krasnoïarsk, Kouznets, Tomsk et Novosibirsk. L'ensemble représentera une puissance installée de 100 millions de kilowatts, dont 50 hydro-électriques.

Le coût global du barrage, de la ville de Bratsk et des voies de communication est de 700 millions de roubles, dont 500 pour le barrage. La centrale devrait, par l'importance de sa production, payer tous ces investissements d'ici à deux ou trois ans.

Actuellement, le prix de revient du kilowattheure est de 0,08 kopeck. Dans l'avenir, il descendra à 0,04 kopeck. En effet, l'amortissement des travaux entre pour 85 % dans le prix de revient alors que l'entretien, l'exploitation et les salaires ne représentent que 15 %.

L'entretien et l'exploitation sont assurés par 300 personnes travaillant en équipes de neuf par secteur à surveiller.

Le bas prix de l'énergie produite en si grande quantité représente un atout considérable pour le développement économique futur de la Sibérie.

*
* * *

Avant d'en terminer avec la région d'Irkoutsk, il faut dire un mot du merveilleux lac Baïkal, l'un des plus grands et le plus profond des lacs du monde. Ses eaux sont d'une extraordinaire pureté et le site, constitué par des pentes escarpées recouvertes par la taïga, est admirable.

Situé à une soixantaine de kilomètres d'Irkoutsk, le Baïkal est déjà entouré de plusieurs maisons de repos et de vacances. Il devrait devenir plus encore dans l'avenir, compte tenu de l'urbanisation croissante de la région, un lieu d'élection du tourisme.

Pendant son séjour, la délégation a été reçue à déjeuner d'abord par le maire de Bratsk, M. Verchinine, puis par le président du Comité exécutif du Soviet régional d'Irkoutsk, M. Maltsev. Ces réceptions étaient organisées dans des maisons d'hôtes situées au bord, l'une de la mer artificielle de Bratsk, l'autre du Baïkal. Ces établissements, pourvus d'un personnel stylé, sont extrêmement confortables et même luxueux. Ils semblent être réservés aux hôtes de marque : personnalités étrangères, dignitaires du régime.

*
* * *

Irkoutsk, la plus orientale des métropoles sibériennes, et Bratsk, « ville-champignon » de la taïga et de l'Angara, illustrent l'effort de mise en valeur régionale poursuivi par l'Union soviétique. Malgré les obstacles du climat et de l'éloignement, l'exploitation des immenses ressources naturelles de la Sibérie est maintenant largement commencée. Comme partout en U. R. S. S., elle s'accompagne de la croissance des anciennes villes comme Irkoutsk et du surgissement de villes nouvelles comme Bratsk.

*
* * *

VI. — Novosibirsk.

Novosibirsk, métropole de la Sibérie occidentale, est la plus jeune des villes « millionnaires » en habitants du monde, puisqu'elle n'a guère plus de 70 ans.

Cette ville sans passé est devenue, en quelques décennies, l'une des plus importantes d'Union soviétique. Ville moderne, son extraordinaire cité académique, Akademgorod, témoigne de son avenir.

A. — HISTOIRE DE LA VILLE

C'est en 1893 que les constructeurs du Transsibérien édifièrent, sur les bords de l'Obi, une petite cité ouvrière, qui fut appelée Novonikolaïevsk. Dès 1903, avec 22.000 habitants, l'agglomération

a pris un caractère urbain et elle exerce une fonction commerciale régionale notable, favorisée par le chemin de fer. Elle aura 70.000 habitants en 1917. Sa fonction industrielle demeure faible (produits alimentaires, cuir).

C'est le régime soviétique qui va en faire rapidement un centre important de l'industrie sibérienne. Devenue Novosibirsk en 1925, la croissance de la ville est prodigieuse (120.000 habitants en 1926, 404.000 en 1939).

Sa position géographique a constitué un facteur très favorable de développement. Novosibirsk fut d'abord une station du Transsibérien et un port sur l'Obi. Sa fonction de carrefour des grands axes de circulation s'est depuis accrue. Elle est devenue le point de rencontre de plusieurs lignes de chemin de fer et de plusieurs axes routiers et une escale aérienne, ce qui lui permet d'être reliée facilement à la plupart des autres grandes régions de l'Union, malgré les distances considérables (Moscou à 3.000 kilomètres). La voie ferrée la relie non seulement au centre de la Russie et à l'Extrême-Orient mais aussi à l'Altaï, à l'Asie centrale et au Kouzsbass. Il en est de même pour les lignes aériennes. Enfin, le fleuve Obi dessert le Nord et le Sud de la Sibérie occidentale.

Au surplus, Novosibirsk étant située au centre de la Sibérie dans une région où les ressources naturelles, industrielles et agricoles, sont importantes, ne pouvait pas ne pas participer à l'essor économique de cet immense territoire.

Enfin, la seconde guerre mondiale a constitué un élément favorable supplémentaire. Novosibirsk devient alors un centre de repli des entreprises évacuées en même temps qu'elle doit développer au maximum ses propres productions pour soutenir l'effort de guerre national.

Tout ceci a fait qu'au cours du dernier quart de siècle, le développement de la ville s'est maintenu à un rythme très élevé. En 1965, sa production industrielle est 26 fois plus importante qu'en 1940. Sa population est passée de 404.000 habitants en 1939 à 1.066.000 au 1^{er} janvier 1966.

La plus importante branche de l'industrie de Novosibirsk (50 % de l'activité industrielle) est la construction de machines (machines-outils ordinaires et spéciales, générateurs, machines électriques, groupes de forage, machines agricoles, métiers à tisser...). La ville est l'un des principaux fournisseurs de l'Union soviétique pour les machines électriques et les machines-outils.

L'industrie des matériaux du bâtiment et de la construction, l'industrie métallurgique, l'industrie alimentaire, l'industrie textile et de l'habillement et l'industrie légère sont également importantes. On y fabrique notamment beaucoup de récepteurs de radio et de télévision.

Novosibirsk constitue donc un ensemble industriel puissant, complet et varié, qui se trouve au centre d'une des dix premières régions économiques de l'U. R. S. S., car la production agricole (viande, lait, céréales) est également très développée. Cette région vend sa production non seulement à travers l'Union, mais aussi dans une quarantaine de pays étrangers. Ses génératrices équipent aussi bien le barrage d'Assouan, en Egypte, que celui de Bratsk.

Le plan septennal (1959-1965), qui prévoyait une augmentation de 80 % de la production industrielle, a été réalisé. Le plan quinquennal en cours (1966-1970) est encore plus ambitieux (accroissement prévu de 100 %). Il est à souligner que ce doublement ne doit pas s'appliquer seulement à l'industrie lourde, mais aussi aux industries légères et alimentaires. La production agricole doit augmenter de 35 %, poursuivant un développement commencé au cours du précédent septennat (lait : 500.000 tonnes en 1958, 800.000 en 1966, 1,1 million prévu pour 1970 ; blé : 500.000 tonnes livrées à l'Etat en 1958 ; 1,3 million en 1966, malgré un rendement à l'hectare très faible : 12 quintaux.)

B. — L'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE

L'accroissement rapide de la population depuis l'origine pose un certain nombre de problèmes. Devenue « millionnaire » en habitants, Novosibirsk est l'une des villes dont les autorités soviétiques souhaitent contrôler la croissance en limitant au maximum l'immigration en provenance d'autres zones. Cependant, au rythme prévu de 20.000 personnes supplémentaires par an, la population atteindra 1,3 million en 1980.

Sur le plan territorial, la ville couvre déjà une superficie de 47.000 hectares (quatre fois plus que Paris). Grâce à cette extension et à la prévoyance des urbanistes, qui ont abondamment semé la verdure, notamment sur les principales artères de circulation, la ville donne une surface d'espaces verts de 10 mètres carrés par habitant.

L'aspect général est caractérisé par un centre où les édifices publics, un peu trop massifs, dans le style orné d'avant 1955, sont nombreux et par une périphérie couverte de grands ensembles récents et uniformes. Les rues sont très larges et disposées géométriquement, avec de très vastes trottoirs supportant une bande d'arbres et d'arbustes qui isolent les piétons et les habitations de la chaussée. L'impression globale est celle d'une ville assez grandiose.

La circulation des automobiles est, comme partout, peu dense. Les principaux moyens de transports sont les autobus, tramways et trolleybus ainsi que les taxis. La construction d'un métropolitain est envisagée pour 1980.

L'augmentation rapide de la population a imposé un effort de construction important. Le fonds locatif qui, en 1917, était de 368.000 mètres carrés en maisons sans étages est, au 1^{er} janvier 1966, de 11 millions de mètres carrés. De 1959 à 1965, on a construit 100.000 logements, pour une surface habitable totale de 4 millions 200.000 mètres carrés. Aujourd'hui, la moitié du million d'habitants habite des maisons bâties au cours des neuf dernières années. La construction s'est faite jusqu'ici en immeubles de quatre ou cinq étages, mais on prévoit maintenant d'en construire de neuf et même de douze étages.

La base de cet effort de construction est fondée sur l'industrialisation. Novosibirsk compte plusieurs usines productrices d'éléments préfabriqués. Ces techniques ont permis de construire 500.000 mètres carrés en 1966 et devraient permettre d'atteindre les 600.000.

L'effort en faveur de la santé publique a permis d'augmenter de 50 % le nombre des lits d'hôpitaux pendant le plan septennal. La ville compte 4.300 médecins, soit un pour 248 habitants.

L'équipement en établissements commerciaux a fait augmenter le volume de la circulation des marchandises de 65 % de 1959 à 1965. En sept ans, on a construit 340 magasins, 380 établissements d'alimentation publique et 370 de services publics.

La population de Novosibirsk étant jeune en moyenne, les établissements d'enseignement y sont nombreux. On compte 195.000 élèves dans l'enseignement général, 114.000 dans l'enseignement supérieur ou spécialisé, sans compter les cours de perfectionnement professionnel. On estime qu'un habitant sur trois fait des études.

Les établissements préscolaires disposent de 7.500 places dans les crèches et 20.500 dans les jardins d'enfants. En 1969, il devrait y avoir des places pour tous les enfants.

Chaque école possède son terrain sportif. En outre, la ville dispose de treize stades.

L'équipement culturel est important (six théâtres, une philharmonie, un orchestre symphonique, une école chorégraphique, dix écoles musicales, une école de théâtre, 54 clubs et palais de culture, 500 bibliothèques, six parcs de culture et de repos, un centre de radio et de télévision). Le théâtre d'opéra et de ballet est appelé le « Bolchoï de la Sibérie ».

La maison d'éditions de Novosibirsk, une des plus grandes de la Fédération de Russie, a fait paraître 3,5 millions de livres en 1963.

C. — LA VIE ADMINISTRATIVE

Novosibirsk est le centre administratif de la région du même nom, qui fait partie de la Fédération de Russie et qui s'étend, du Sud-Est de la Sibérie occidentale jusqu'à proximité du centre géographique de l'U. R. S. S., sur 177.800 kilomètres carrés (presque le tiers de la France). Au 1^{er} janvier 1966, cette région était peuplée de 2.468.000 habitants seulement, dont 1.522.000 sont des citadins et 946.000 des ruraux. La région, divisée en 29 districts, compte 13 villes et 14 agglomérations ouvrières.

Si l'industrie est la principale activité économique, l'agriculture est importante. Elle couvre 8.700.000 hectares, dont 1.500.000 hectares sont des terres vierges ou en friche mises en exploitation depuis 1954. On y compte 217 sovkhoses contre 187 kolkhoses seulement.

En 1965, la direction de l'économie agricole a été confiée aux soviets locaux, afin de rapprocher l'administration de la production.

Les entreprises industrielles relèvent soit des ministères de l'Union soit des autorités locales.

Novosibirsk est le siège de l'administration régionale, constituée par un Soviet. La ville est administrée par un Soviet urbain qui compte 500 députés.

Le budget de la région s'élève à 220 millions de roubles et celui de Novosibirsk à 101 millions pour 1966. Ils sont en augmentation de 8 % par rapport à 1965.

Les ressources financières sont constituées, à raison de 82 %, par les habituels versements des entreprises (prélèvement sur les bénéfiques et impôt sur le chiffre d'affaires). 15 % proviennent des impôts sur le revenu ; 1,5 % de l'impôt sur les lopins individuels des kolkhoziens et sovkhoziens ; 1,5 % de diverses sources.

Le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires varie selon la nature des industries. Certaines en sont même exonérées (fabrique de génératrices). Le taux est faible pour les activités présentant le plus grand intérêt économique général. Il est, au contraire, élevé pour celles qui présentent un caractère de luxe (alcools et vin par exemple).

Le gouvernement central finance les grands investissements (barrages). Il participe parfois au financement de la construction de logements, notamment pour les ouvriers des complexes industriels dont il a décidé la création. Il verse, en outre, des subventions pour certains investissements locaux.

Les autorités locales ont la charge des salaires de leurs employés, des dépenses de fonctionnement et de celles d'équipement en matière de santé et d'enseignement.

D. — L'USINE DE CONSTRUCTION DE MACHINES ÉLECTRIQUES LOURDES DE SIBÉRIE

La construction de cette usine remonte à 1950 seulement. Elle a fonctionné à plein à partir de 1956. Elle est spécialisée dans la production des génératrices à turbine, des générateurs hydro-électriques et des grandes machines électriques. La superficie couverte est de 65 hectares.

De 1958 à 1965, la production a été multipliée par 4,5 sans que le nombre d'ouvriers fût accru. Par contre, les ingénieurs et techniciens sont cinq fois plus nombreux et ils représentent près du tiers du personnel (2.100 personnes sur 7.500). On prévoit la construction d'un institut technique pour leur formation.

La mise au point des programmes et des plans de développement de la production se fait avec l'aide des calculatrices d'Akademgorod.

L'usine s'est orientée vers l'exportation (41 pays), notamment vers les régions tropicales (14 pays africains).

Grâce à l'existence d'un centre de recherches et d'études, le poids des machines produites a pu être réduit dans des proportions considérables, notamment par la mise en œuvre d'un système de refroidissement de moteurs par liquide. Ceci permet de fabriquer des machines beaucoup plus puissantes. Cette usine a fabriqué des générateurs de 225.000 kW pour la centrale de Bratsk.

La durée du travail hebdomadaire est de 41 heures (5 jours à 7 heures, 6 heures le samedi, la journée étant coupée par 45 minutes pour le déjeuner). Les ingénieurs et techniciens ont droit à un congé annuel de 18 à 24 jours. Les ouvriers ont droit à 14 jours, augmentés en fonction de l'ancienneté et de la qualité du travail, si bien qu'en général ils disposent de trois semaines.

L'âge moyen des ouvriers est de 26 ans. Beaucoup d'entre eux (1.500) font des études. Ceux-ci ont droit à un jour de congé par semaine et à un mois de congé payé pour les examens. Les ouvriers qui travaillent bien voient leurs études payées par l'usine. Ils disposent d'une bourse supérieure à celle des autres étudiants.

Le salaire moyen dans cette usine est de 1.400 roubles par an. Le manœuvre perçoit 100 à 110 roubles par mois, plus une prime de 15 % pour conditions de vie en Sibérie. L'ouvrier hautement qualifié peut atteindre et même dépasser 200 roubles. L'ouvrier très hautement qualifié : 250 roubles.

Un ingénieur moyen touche 170 roubles, plus la prime de 15 %. D'après ce qui nous a été dit, l'ouvrier qualifié et l'ingénieur ont à peu près le même salaire.

L'usine éprouve des difficultés à recruter des manœuvres. Le personnel féminin représente 30 % de l'effectif, il travaille surtout dans les bureaux, mais aussi dans les ateliers d'isolants ou sur de petites machines. Il perçoit des salaires à peu près égaux à ceux des hommes.

Les femmes enceintes ne peuvent travailler après le quatrième mois de grossesse. Après l'accouchement, elles ont droit à un congé sans salaire d'un an. L'usine doit leur conserver leur emploi.

Le fonds de l'entreprise pour l'action culturelle et sociale s'est élevé à 360.000 roubles en 1965. Il sert à l'amélioration des conditions de vie du personnel (crèches, jardins d'enfants, maisons de vacances et de repos, club, camp de pionniers, salle sportive, logements, moyens de transport...).

E. — LA CITÉ ACADEMIQUE DE NOVOSIBIRSK : AKADEMGOROD

Akademgorod, la cité académique satellite de Novosibirsk, constitue l'élément le plus spectaculaire de la métropole sibérienne.

La création de cette cité fut décidée en 1956, après le **xx^e** congrès du P. C. U. S. L'objectif était d'implanter en pleine Sibérie un complexe scientifique chargé d'étudier les problèmes relatifs à la mise en valeur de cette région immense dont les énormes ressources sont très loin d'être toutes connues et encore moins exploitées. Pour que ce centre fût viable, il était nécessaire qu'il groupe un grand nombre de disciplines scientifiques et de chercheurs.

Les moyens financiers mis en œuvre pour la réalisation de ce projet ont été considérables. On les évalue à 200 millions de roubles, soit plus d'un milliard de francs actuels. Les scientifiques soviétiques ont ainsi pu disposer d'un équipement aussi complet qu'ils le souhaitaient, en même temps qu'un gros effort était fait pour rendre agréable la vie des habitants d'une ville distante de 3.000 kilomètres de Moscou et de sa vie intellectuelle et artistique.

Le choix de l'emplacement a été fait en tenant compte de la puissance industrielle de Novosibirsk, qui était indispensable pour l'équipement et le fonctionnement d'un centre scientifique aussi important.

La cité d'Akademgorod a un triple rôle :

- développer les connaissances scientifiques dans certaines matières fondamentales, choisies en fonction de leur importance et de leur efficacité, ce qui est poursuivi par quinze instituts de recherche spécialisés (mathématiques et calcul ; automatisation ; électronique ; physique nucléaire ; chimie minérale ; géologie et géophysique ; cytologie et génétique ; économie et statistique ; mécanique théorique et appliquée ; hydrodynamique ; physique de la chaleur ; physique du solide et semi-conducteurs ; catalyse ; cinétique chimique et combustion ; chimie organique) ;
- unir la recherche scientifique à la formation des étudiants, futurs cadres de cette recherche, par une liaison constante entre les instituts et l'université ;

— travailler en liaison étroite avec l'industrie, dont la recherche scientifique doit aider à résoudre les problèmes essentiels particulièrement cruciaux en Sibérie où beaucoup reste à faire pour améliorer la connaissance et l'exploitation des ressources existantes.

Afin d'accroître au maximum l'efficacité du travail scientifique, les instituts doivent travailler en étroite collaboration. En même temps, un recrutement extrêmement sélectif est opéré pour rassembler à Akademgorod une élite d'étudiants.

Administrativement, la cité académique est le siège de la section sibérienne de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., section qui est présidée par l'académicien Lavrentiev, par qui notre délégation fut excellemment reçue. Cette section dispose d'une large autonomie : son financement relève directement du conseil des ministres de la République de Russie et non du présidium de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S.

Akademgorod est le centre principal de l'équipement scientifique de la Sibérie. Il est en même temps le centre de direction d'un ensemble d'instituts spécialisés qui sont ou seront implantés entre l'Oural et le Pacifique pour étudier sur place des problèmes essentiels pour la zone considérée. Ainsi, à Krasnoïarsk, on étudiera la géologie et les forêts ; à Irkoutsk, la biologie, la botanique et le lac Baïkal ; à Petropavlovsk, les volcans ; à Youjno, l'océanographie ; à Iakoutsk, les diamants ; à Magadan, l'or...

C'est donc à une véritable mise en valeur scientifique de toutes les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient que préside Akademgorod.

La cité, qui s'élève à 25 kilomètres de Novosibirsk, constitue un satellite véritable de cette grande ville. Elle en forme d'ailleurs un arrondissement, administré par un soviet qui dépend de celui de Novosibirsk. Elle lui est reliée par des moyens de transport rapides, notamment par une autoroute, des autobus et une voie ferrée.

Implantée en pleine taïga, à proximité de la « mer » d'Obi, formée par la retenue d'eau de 6.000 kilomètres carrés du barrage de Novosibirsk, la cité couvre 1.370 hectares, dont une grande partie est recouverte par la forêt primitive conservée volontairement intacte.

L'équipement universitaire de la cité comprend :

- la section sibérienne de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S. ;
- l'université ;
- les instituts de recherche ;
- une école de mathématiques et de physique pour enfants particulièrement doués, recrutés à travers toute la Sibérie ;
- quatre écoles secondaires.

Sur une population totale de 35.000 habitants, 10.000 travaillent dans les instituts et à l'université — dont une cinquantaine d'académiciens et de membres correspondants de l'académie, environ 100 docteurs ès sciences et 1.000 candidats ès sciences et 2.000 collaborateurs scientifiques — et 5.000 sont des ouvriers constructeurs.

L'aménagement de la cité s'est fait en respectant trois principes : favoriser le travail scientifique, sauvegarder le cadre naturel et offrir aux habitants tous les avantages d'une ville moderne.

Les centres de recherche ont été implantés, en tenant compte de leurs liaisons mutuelles et des particularités de leur travail, dans la partie nord-est de la cité. Des réserves de terrain ont été créées pour leur développement ultérieur.

Les massifs de verdure existants ont été conservés autant qu'il était possible, si bien qu'une bonne partie du territoire est restée couverte par la forêt.

Une zone de repos a été aménagée sur les bords de la mer artificielle de l'Obi (sports nautiques, plage).

La zone d'habitation occupe la partie la plus haute de la ville. Elle est constituée par des unités d'habitation de 6.000 à 8.000 personnes, logées principalement dans des maisons de quatre étages. Il y a également un certain nombre de cottages individuels, dans lesquels logent des savants et des professeurs. Dans la partie centrale de cette zone se trouve le centre public et commercial de la ville. Un réseau de services courants a été réparti également à l'intérieur de chaque unité d'habitation.

Au centre de la ville, on trouve l'université d'Etat de Novosibirsk et la Maison des savants, qui est équipée d'une salle de spectacles de 800 places, d'une salle de sport, d'un café-restaurant. Ces deux grands édifices sont bordés par des parcs.

Tout ceci forme une ville agréable, verdoyante et aérée, proche de la nature et, en même temps, bien équipée en matière de culture, de commerce et de loisirs et communiquant rapidement avec la métropole voisine.

Akademgorod, centre pilote de l'équipement scientifique de la Sibérie, devrait, ainsi que les autres centres créés ou prévus, permettre une meilleure connaissance et une exploitation plus efficace de ce territoire qui constitue presque un monde à lui seul. La mise en valeur de ses richesses naturelles se heurtent en effet à d'importants obstacles, qui sont le climat, la forêt, les distances et une relative ignorance des ressources potentielles. Une étude scientifique approfondie est nécessaire pour les vaincre. A cet égard, la science se révèle comme un facteur essentiel de l'aménagement du territoire.

*
* *

Malgré leur extrême jeunesse, Novosibirsk et Akademgorod, son satellite, ont déjà acquis une notoriété internationale. Le côté spectaculaire de leur naissance et de leur développement en est la principale raison. Cet aspect ne doit cependant pas masquer l'importance de leur rôle dans l'aménagement du territoire sibérien, rôle qui repose sur la puissance de Novosibirsk et sur la science d'Akademgorod.

CONCLUSION GENERALE

La première impression d'ensemble qui se dégage de cette mission d'information, c'est essentiellement l'importance et la rapidité tout à fait extraordinaires du mouvement d'urbanisation en Union soviétique. Certes, le phénomène avait commencé avant l'avènement du nouveau régime, mais il a pris avec celui-ci une ampleur exceptionnelle.

Cette urbanisation s'est accompagnée de déplacements considérables de population émigrant soit des campagnes dans les villes, soit des régions occidentales vers les autres territoires de l'Union. La mobilité de la population soviétique est extrêmement frappante. Le géographe Pierre George a pu écrire, à propos de l'U. R. S. S. : « La première qualité que l'on demande aux masses, c'est la mobilité » et préciser : « La construction de la nouvelle économie exige d'amples déplacements de population, plus faciles à susciter chez les Russes, habitués par une tradition d'instabilité née de la misère agraire, que chez les Occidentaux, enracinés depuis des siècles au même sol ... »

Le rythme même de cette évolution explique le surgissement et la croissance d'innombrables agglomérations, même dans les régions éloignées où l'urbanisation accélérée a accompagné le « décollage » économique. A cet égard, d'ailleurs, il faut souligner la primauté de l'industrialisation. Celle-ci est, en effet, la cause essentielle de l'essor urbain. Mais si elle a provoqué l'urbanisation, elle n'a pas toujours favorisé l'aménagement et l'équipement des agglomérations. La priorité donnée à la production sur l'habitat et les autres services explique les retards relatifs que soulignent les autorités et la presse soviétiques en matière de logements, de commerces, d'établissements d'alimentation publique et de services courants. C'est pourquoi de grands efforts sont poursuivis pour rendre la vie quotidienne, dans les villes, plus facile et plus agréable.

Le retard n'est d'ailleurs pas seulement quantitatif et caractérisé par une insuffisance du nombre des logements, des services et des biens offerts. Il est aussi, d'après les Soviétiques eux-mêmes, d'ordre qualitatif. La qualité et la solidité des logements construits sont parfois critiquées dans la presse, qui s'attaque aussi aux établissements de location et de réparation d'objets usuels, comme à ceux d'alimentation publique (cantines, cafés, restaurants) et aux services de transports en commun. Les rapports officiels insistent sur la nécessité d'améliorer à la fois la quantité, la qualité et la diversité des biens de consommation mis en vente et de mieux faire concorder l'offre et la demande. Signe des temps nouveaux, les stocks d'articles invendus apparaissent, expression des exigences accrues des consommateurs et de la difficulté d'adaptation des circuits de distribution, trop administratifs pour un domaine qui exige surtout souplesse et initiative.

Au demeurant, si l'on considère le rythme et l'ampleur de la concentration de masses énormes de population dans des centres urbains de plus en plus importants et nombreux, on comprend mieux les obstacles rencontrés par les autorités pour faire suivre la création des complexes industriels, origine de l'urbanisation soviétique, d'un développement rapide et parallèle des services et de l'habitat urbains, comme d'une croissance de l'agriculture et de l'industrie des biens de consommation suffisante pour approvisionner d'une manière satisfaisante des citadins toujours plus nombreux. Les défauts s'atténuent d'ailleurs progressivement et les efforts entrepris pour les faire disparaître s'amplifient depuis quelques années. C'est ainsi que l'accroissement de la production des biens de consommation a pu être récemment qualifié de « tâche primordiale » par les pouvoirs publics. Un tel vocabulaire s'appliquait exclusivement, naguère encore, aux seules industries lourdes.

En ce qui concerne leur aménagement d'ensemble, cependant, les villes soviétiques que la délégation a visitées sont, d'ores et déjà, bien conçues et modernes, ce qui s'explique par la jeunesse de la plupart des quartiers actuels et par l'effort de rénovation des secteurs plus anciens. Le visiteur est notamment frappé par la largeur des voies de circulation et par l'abondance de la verdure, domaines dans lesquels les urbanistes n'ont pas hésité à voir grand et loin. A cet égard, les réalisations soviétiques sont, dans l'ensemble, exemplaires et en avance sur leur temps. Il est vrai que l'absence de propriété privée du sol représente une simplification

extraordinaire pour les responsables de l'urbanisme, débarrassés des problèmes juridiques et financiers de l'expropriation.

Ce qui frappe, finalement, dans la vie quotidienne des villes soviétiques, c'est essentiellement l'effort fait en vue d'assurer à tous les citoyens un égal accès aux biens disponibles. La quantité de ceux-ci étant par nature limitée, il a fallu fixer au meilleur niveau possible la part des choses dont chacun peut jouir. D'où la généralisation, à l'échelle d'une population considérable, des habitations de style standardisé à l'extrême, des transports en commun, des établissements culturels et des centres de loisirs et de vacances collectifs. A notre point de vue d'Occidentaux, habitués à posséder — ou à en rêver, bien souvent — des biens offrant l'apparence ou la réalité du luxe individuel, le cadre et les conditions de vie du peuple soviétique peuvent paraître empreints d'une relative austérité et de collectivisme. Mais les habitants de l'U. R. S. S. actuelle n'ont, dans leur quasi-totalité, jamais possédé ou envié le luxe. Au contraire, ils vivent dans un pays qui, il y a cinquante ans, était très pauvre, sauf pour quelques rares privilégiés. Ils ont donc cherché à supprimer les innombrables taudis d'autrefois pour donner à tous, non pas un impossible appartement de grand standing, mais simplement un logement confortable et sain.

Ce souci d'égalité dans l'utilisation des biens disponibles a conduit à fixer des normes rigoureuses comme, par exemple, celle de la surface habitable accordée à chaque personne. Cette rigueur suppose une parfaite adaptation des types de logements à la composition des foyers. Si on dispose de trop grands appartements, par rapport au nombre de familles nombreuses à loger, le respect de la norme conduit à installer dans les locaux excédentaires des occupants supplémentaires. Une telle situation se produit parfois encore et l'Union soviétique est condamnée à une « fuite en avant » pour que le nombre des logements construits permette non seulement d'élever la norme superficielle générale mais aussi d'achever de donner à toute famille un logement qui lui soit propre et qui corresponde à ses besoins et à sa composition.

En ce qui concerne les aspects véritablement collectifs de la vie urbaine, il n'est pas sûr que les solutions envisagées soient toutes définitivement les meilleures. Dans un article récent de la *Literatournaïa Gazeta*, un économiste soviétique, spécialiste des questions de démographie et de niveau de vie, se demande si « les

logements d'aujourd'hui pourront s'adapter à la vie de demain ». Après avoir rappelé que la famille reste actuellement la cellule de base de la société, l'auteur s'inquiète des tendances à considérer que l'habitat de demain doit être conçu en tenant par trop compte des progrès multiples du secteur des services ménagers collectifs qui débarrassent les femmes des tâches ménagères et du fait qu'enfants et adolescents vivront et seront formés dans des internats spécialisés. Il se demande si les auteurs de ces projets ont vraiment une image bien nette de la vie et des structures familiales des générations futures, auxquelles il suggère de laisser le soin de résoudre elles-mêmes ces problèmes.

L'ampleur considérable de l'urbanisation soviétique doit également être appréciée en fonction de la structure et du rôle du réseau urbain qui en est résulté. Si le nombre des villes approchant ou dépassant, parfois très largement, les 500.000 habitants, est élevé, on ne peut pas dire cependant qu'il s'agisse dans chaque cas d'une véritable métropole régionale exerçant une influence diversifiée sur une vaste zone environnante. Les rivalités entre Sverdlovsk et Tcheliabinsk dans l'Oural, entre Irkoutsk et Krasnoïarsk en Sibérie orientale, indiquent que ces régions ne disposent pas encore d'une véritable capitale. Beaucoup de très grandes villes, importantes par l'industrie et la démographie, n'exercent pas toujours un rayonnement à la mesure de leurs dimensions. Pierre George remarque ainsi que « Léninegrad n'est pas, jusqu'à présent, une capitale régionale », car elle n'a pas su nouer des liens solides avec son arrière-pays. C'est donc davantage par l'importance de leur production industrielle que par un rôle de véritable métropole que se caractérisent beaucoup de villes soviétiques. On trouve ainsi un grand nombre de centres usiniers dans lesquels la population locale se concentre, tandis que fait défaut une réelle hiérarchie de villes aux fonctions spécifiques et complémentaires, allant de la puissante métropole aux petites localités urbaines, et englobées dans des ensembles géographiques coordonnés.

Il convient aussi de souligner que, malgré son extraordinaire extension, le réseau urbain soviétique est encore loin de couvrir l'ensemble du territoire avec une même densité. De vastes zones demeurent à la fois peu peuplées et peu urbanisées, comme les immenses territoires qui s'étendent du lac Baïkal à l'Extrême-Orient. De même, les villes de la Sibérie ou du Kazakhstan restent séparées par de grands espaces faiblement occupés.

*
* *

Tels sont les faits et les impressions que votre délégation a enregistrés au cours de sa mission d'information. Malgré les milliers de kilomètres parcourus à travers l'Union soviétique, l'immensité du pays est telle qu'il n'a pas été possible d'en avoir une vue complète dans le temps qui était imparti. Des régions aussi importantes que l'Ukraine, la Transcaucasie, l'Oural et l'Extrême-Orient n'ont pu être visitées. Or, l'éloignement de ces divers territoires les uns par rapport aux autres est tel que chacun pose des problèmes et présente des aspects particuliers qui lui confèrent une profonde originalité, malgré la rigoureuse uniformité du système politico-économique.

BIBLIOGRAPHIE

N. B. — Cette bibliographie n'a, d'aucune façon, un caractère exhaustif. Elle est bornée à l'énumération de quelques ouvrages fondamentaux ou récents et des principaux documents utilisés pour ce rapport.

*
* *

I. — Ouvrages généraux.

- PIERRE GEORGE. — L'U. R. S. S. (P. U. F., 1962).
MICHEL TATU. — L'U. R. S. S. (Editions Rencontre, 1966).
FRANCIS COHEN. — L'U. R. S. S. en mouvement (Editions sociales, 1963).
Guide Nagel de l'U. R. S. S. (1966).
JEAN MARABINI. — L'U. R. S. S. (Collection Petite Planète, Editions du Seuil, 1959).
Revue socialiste, janvier 1964. — Impressions de voyage en U.R.S.S. par MM. Guy Mollet, Defferre, Gazier, Pineau et Champeix.
Centre de recherches sur l'U. R. S. S. — Annuaire de l'U. R. S. S. (droit, économie, sociologie, politique, culture) (Editions du C. N. R. S., 1965).
PHILIPPE BERNARD. — Destin de la planification soviétique (Les Editions ouvrières, 1963).
MASNATA. — Le Système socialiste soviétique (Edition de la Baconnière, 1965).
SORLIN. — La Société soviétique (Collection U, Colin éditeur, 1964).
GEORGES VEDEL. — Les Démocraties soviétique et populaires (cours polycopié de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, Cours de droit, 1964).
MIKHAILOV. — A travers l'Union soviétique (Editions du Progrès, Moscou, 1964).
DABERNAT. — Les Nouveaux Bolcheviks (Laffont éditeur, 1966).
MOUSKHELY et JEDRYKA. — Le Gouvernement de l'U. R. S. S. (Paris P. U. F., 1961).

II. — Ouvrages et études spécialisés.

- BEAUJEU-GARNIER ET CHABOT. — Traité de géographie urbaine (Colin éditeur, 1963).
Pierre GEORGE. — La Géographie active (P. U. F., 1964).
Pierre GEORGE. — Précis de géographie urbaine (P. U. F., 1961).
Henri CHAMBRE. — L'aménagement du territoire en U. R. S. S. (Paris-Mouton, 1959).
Paul THOREZ. — Moscou (Edition Rencontre, 1964).
Peter HALL. — Les Villes mondiales (Hachette, 1965).

- Annuaire statistique des Nations Unies (1964).
- Annuaire démographique des Nations Unies (1964).
- M. F. PARKINS. — City Planning in Soviet Russia (Chicago, 1953).
- F. POTACHNIKOV. — L'Activité des syndicats en U. R. S. S. dans le domaine de l'habitat et des services publics (Edition des Syndicats de l'U. R. S. S., 1961).
- Semion TOUTOUCHENKO. — L'Habitat en U. R. S. S. (Editions en langues étrangères, Moscou, 1960).
- M. TERENCEV et A. CHTYLKO. — Quinze millions de logements nouveaux (Edition des Syndicats de l'U. R. S. S., 1960).
- Constantin JOUKOV. — La Construction locative en U. R. S. S. (Edition du Progrès, Moscou, 1963).
- Patrice GELARD. — Les Organisations de masse en Union soviétique (Editions Cujas, 1965).
- V. CHKVARIKOV, M. HAOUKE et O. SMIRNOVA. — La Construction des villes nouvelles en U. R. S. S. (Moscou, 1964).
- Institut central de recherches scientifiques sur l'urbanisme du Gosstroï de l'U. R. S. S. — La structure et la forme des villes nouvelles en U. R. S. S. (Moscou, 1966).
- Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture du Gosstroï de l'U. R. S. S. — Building Industry of the U. S. S. R. (Moscou, 1966).

III. — Revues et documents.

- Documentation française (Divers numéros de : Notes et Etudes documentaires, Chroniques étrangères, Problèmes économiques, Articles et Documents, Faits et Opinions.)
- Economie et humanisme (septembre-octobre 1963). — La planification urbaine en U. R. S. S.
- Revue Est et Ouest (n° 361, avril 1966). — La crise du logement dans les villes d'U. R. S. S.
- Les Nouvelles de Moscou (hebdomadaire).
- Revue SURVEY (octobre 1961). — Town Planning and Housing, par Timothy Sosnovy ; Cities of the future par Ernst May.
- Washington University Law Quaterly. — Programs and problems of city planning in the Soviet Union (1963).
- Annales de géographie. — Les grandes villes de l'U. R. S. S. par Otto Langbin (1958).
- Etudes soviétiques (mensuel).
- Recherches internationales (n° 20 et 21). — L'Homme et la Ville (1960).
- I. LOVEIKO, architecte en chef de la ville de Moscou, membre de l'Académie de la construction et de l'architecture de l'U. R. S. S. — Le Plan général d'aménagement de Moscou (Moscou, 1960).
- Anatole KOPP. — Communication sur l'architecture et l'urbanisme en U. R. S. S. (Paris, 1959).
- Editions du C. N. R. S. — Centre de recherches sur l'U. R. S. S. et les pays de l'Est. — Revue des revues de l'U. R. S. S. et des pays de l'Est (trimestrielle).
- France - U. R. S. S. - Magazine (mensuel).

ANNEXE I

EXTRAIT DES DIRECTIVES DU XXIII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE CONCERNANT LE PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'U. R. S. S. (1966-1970)

AMELIORATION DU BIEN-ETRE MATERIEL ET DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE

Le but principal de la production socialiste étant la satisfaction toujours plus complète des besoins matériels et culturels croissants du peuple, il faut assurer dans le prochain quinquennat une nouvelle et substantielle amélioration du bien-être sur la base d'une productivité du travail plus élevée, d'un volume plus grand de la production des valeurs matérielles et d'un accroissement accéléré du revenu national.

Prévoir l'accomplissement des tâches essentielles suivantes :

- élever en 1966-1970 en moyenne d'au moins 20 % les salaires des ouvriers et des employés et de 35-40 % en moyenne les revenus en nature et en espèces des kolkhoziens, provenant de l'exploitation collective, en assurant par là même un rapprochement des niveaux de la rémunération du travail des kolkhoziens, d'une part, et des ouvriers et des employés, de l'autre ;
- assurer une consommation accrue des denrées alimentaires et des articles manufacturés, améliorer la structure de la consommation. Augmenter la vente des articles de consommation courante par le canal du commerce d'Etat et coopératif de 1,4 fois au moins. Elargir le choix et améliorer la qualité de ces marchandises ;
- accroître de 40 % au moins les avantages et les allocations en espèces accordées à la population par l'intermédiaire des fonds sociaux de consommation : sommes payées par assurances sociales, différentes allocations, pensions et retraites, bourses, congés payés, instruction et assistance médicale gratuite, bons de séjour dans les maisons de cure et de repos délivrés gratuitement ou à des conditions avantageuses, entretien des jardins d'enfants et des crèches, et autres formes de services sociaux et culturels ;
- augmenter le 1,3 fois le volume des constructions locatives et améliorer leur qualité. Construire dans les villes, cités ouvrières et sovkhozes, avec les investissements de l'Etat et les ressources des coopératives de logements, des maisons dont la superficie globale dépassera de 100 millions de mètres carrés celle construite dans le quinquennat précédent ; améliorer sensiblement les services communaux et culturels.

1. Améliorer les salaires des ouvriers et des employés au moyen des mesures essentielles suivantes :

- porter les salaires minima dans l'économie nationale à 60 roubles par mois, augmenter en même temps les tarifs et les traitements de la catégorie des travailleurs à rétribution moyenne ;
- augmenter la rémunération du travail des ouvriers, des ingénieurs, des techniciens et des employés en utilisant les fonds d'encouragement matériel créés dans les entreprises qui adoptent les nouvelles méthodes de planification et de stimulation économique. Augmenter sensiblement la part des primes et des allocations exceptionnelles dans les salaires, assurant par là même une association plus complète des intérêts de chaque travailleur avec ceux de toute la collectivité de l'entreprise et de la société dans son ensemble. Plus grande sera la contribution de chaque collectivité et de chaque travailleur au développement de la production et à l'élévation de son efficacité, et plus considérable sera l'accroissement des salaires, provenant de cette source ;
- introduire, là où ils ne sont pas encore appliqués, des coefficients de majoration de salaire pour les ouvriers et les employés occupés dans les entreprises et les organisations de l'Extrême-Orient, de la Sibérie, du Nord européen. Accorder plus d'avantages aux personnes travaillant dans le Grand Nord et les régions assimilées.

Tout en réalisant ces mesures, avantager en premier lieu ceux qui travaillent dans des conditions dures et insalubres, dans les mines ou à des travaux à rythme intense. Perfectionner les formes et les systèmes de la rémunération, en insistant particulièrement sur leur rôle stimulant dans l'accroissement de la productivité du travail, l'accélération du progrès technique et l'amélioration de la qualité des produits.

2. Compte tenu de l'accroissement prévu de la production sociale, du développement de la science et de l'extension de la sphère des services, fixer à 91-92 millions de personnes le nombre d'ouvriers et d'employés dans l'économie nationale en 1970.

3. Assurer le passage graduel, dans les entreprises, les bureaux et les organisations, des ouvriers et des employés à la semaine de 5 jours (avec 2 jours de repos) sans diminution du nombre d'heures hebdomadaires, ce qui améliorera les conditions du travail, offrira des possibilités meilleures de perfectionnement professionnel et de culture, et contribuera à rendre plus efficace l'utilisation des fonds de production.

4. Poursuivre l'application des mesures tendant à la suppression ou à la réduction des impôts sur les salaires de certaines catégories de travailleurs.

5. Assurer sur une plus large échelle l'introduction dans les entreprises des moyens modernes de protection du travail et l'amélioration de l'état sanitaire des conditions d'hygiène. A cette fin, augmenter la production et améliorer la qualité des machines et des dispositifs indispensables, des chaussures et des vêtements spéciaux et prévoir la création d'entreprises spécialisées.

6. Augmenter sensiblement les revenus des kolkhoziens en provenance de l'exploitation collective en élevant la productivité du travail et en utilisant de la manière la plus judicieuse les ressources de main-d'œuvre des kolkhozes au cours de toute l'année. Introduire progressivement une rétribution mensuelle garantie du travail des kolkhoziens, ajustée sur le niveau des salaires touchés par les ouvriers des sovkhozes pour les travaux correspondants et selon les normes de rendement en vigueur. Perfectionner le système de rémunération du travail, d'encouragement en nature et en espèces des kolkhoziens, en les faisant dépendre directement des progrès de la production et de la productivité du travail, de l'amélioration de la qualité et de la réduction du prix de revient des produits. Les exploitations individuelles auxiliaires doivent constituer également une des sources de revenus de la population rurale.

7. Prévoir une nouvelle augmentation des pensions et retraites des ouvriers, des employés et des kolkhoziens.

Fixer à cinquante ans l'âge de la retraite pour certaines catégories d'ouvrières travaillant dans des branches industrielles où la cadence de travail est élevée.

Assimiler les kolkhoziens aux ouvriers et aux employés quant à l'âge de la retraite et aux modalités des pensions-vieillesse.

Augmenter le chiffre minimum des pensions versées aux kolkhoziens invalides de la 1^{re} catégorie ; instituer des pensions à l'intention des kolkhoziens invalides de la 3^e catégorie par suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

8. Améliorer la structure de la consommation des denrées alimentaires. Augmenter la consommation par habitant de 20-25 % en moyenne pour la viande et ses produits, de 15 à 18 % pour le lait et les produits laitiers, de 25 % environ pour le sucre, de 35 à 40 % pour les légumes et les cucurbitacés, de 40 à 46 % pour l'huile, de 45 à 50 % pour les fruits et le raisin, de 50 à 60 % pour le poisson et les produits poissonniers.

Augmenter de 1,4 fois la vente à la population des tissus, des vêtements et des articles de bonneterie, et notamment de 1,9 fois celle des articles de bonneterie.

9. Améliorer les services commerciaux, en prévoyant un développement plus rapide du commerce à la campagne en fonction de l'accroissement des revenus de la population rurale.

Augmenter partout le choix des denrées alimentaires, en premier lieu des produits panifiés, de la confiserie et des pâtes alimentaires, des produits laitiers, de l'huile et du beurre, des conserves et d'autres produits de large consommation. Améliorer sensiblement la qualité des pommes de terre et d'autres légumes, vendus à la population par le réseau commercial de l'Etat et des coopératives.

On doit accorder une attention particulière à la satisfaction de la demande, et avant tout celle de la population rurale, en articles ménagers et d'usage culturel, ainsi qu'en matériaux de construction. Augmenter sensiblement la vente des postes de T. S. F. et des pick-up, des postes de télévision, des meubles, des réfrigérateurs, des voitures, des mobylettes et des vélomoteurs, du bois d'œuvre, du ciment, des matériaux de couverture souples et des ardoises.

Elargir le commerce des articles fabriqués à partir de matières premières locales, augmenter l'achat par les organisations de commerce aux kolkhozes et à la population des produits agricoles en excédent, ainsi que des fruits et des baies sauvages, des champignons et du miel. Améliorer sensiblement le commerce sur les marchés kolkhoziens, réunir les conditions propres à faire participer plus largement les kolkhoziens à la vente des fruits, des légumes et d'autres produits sur les marchés ; organiser la vente par les sovkhoses, aux marchés ou dans les magasins, des excédents de produits directement à la population.

Les travailleurs du commerce doivent mieux étudier la demande en articles de large consommation, répartir d'un manière plus judicieuse les marchandises dans les diverses régions du pays, compte tenu des modifications de la demande, des fluctuations saisonnières, des conditions climatiques et des particularités nationales.

Appliquer largement les méthodes commerciales modernes et commodes pour la population ; commande des marchandises et livraison à domicile, commerce par échantillons, etc. Développer les achats par correspondance et le colportage, surtout à la campagne. Augmenter le nombre des magasins, notamment des magasins des coopératives de consommation, les entrepôts d'Etat et de coopératives, les frigorifiques, les dépôts.

Les travailleurs des entreprises produisant des articles de large consommation doivent prendre en temps opportun les mesures propres à augmenter le choix et à améliorer la qualité de ces marchandises, après étude des demandes de la population et des commandes des organisations commerciales.

Assurer une participation active des ouvriers, des employés, des kolkhoziens et des ménagères au contrôle public du travail des entreprises du commerce et de l'alimentation publique.

10. Augmenter de 45 % environ au cours du quinquennat le chiffre d'affaires des entreprises de l'alimentation publique et de 70 % les produits qu'elles fabriquent sur place. Améliorer le service dans les cantines, cafés, restaurants; étendre le réseau de ces entreprises. Accorder une attention particulière à l'amélioration de la qualité des mets et au perfectionnement du service dans les cantines des entreprises, administrations, sovkhoses et établissements scolaires.

11. Afin d'accroître les revenus réels de la population, à mesure qu'augmentera la production d'articles de consommation courante et que s'accumuleront les ressources commerciales et financières indispensables, appliquer les baisses des prix de détail établis par l'Etat pour certaines denrées alimentaires et certains articles manufacturés de large consommation, avant tout pour les marchandises destinées aux enfants.

Assurer une consolidation continue de la circulation monétaire, élever le pouvoir d'achat du rouble, condition indispensable à l'accroissement des revenus réels de la population et à un intéressement accru des travailleurs aux résultats de leur travail.

12. Augmenter les constructions locatives et satisfaire plus pleinement les besoins de la population dans ce sens.

Construire en 1966-1970, dans les villes, cités ouvrières et sovkhoses, avec les fonds provenant des investissements de l'Etat et des coopératives, des logements d'une superficie totale de 400 millions de mètres carrés environ, en accordant une attention particulière à l'extension des constructions locatives à la campagne.

Prévoir la construction à la campagne, par la population et les kolkhozes, de 2-2,5 millions de maisons d'habitation; dans les villes, cités ouvrières et sovkhoses, la construction par les ouvriers et les employés, avec des crédits de l'Etat, de maisons individuelles d'une superficie totale de plus de 80 millions de mètres carrés.

Construire plus de maisons pour les ouvriers et les employés en utilisant les fonds des entreprises destinés aux œuvres sociales et culturelles et à la construction locative. Multiplier par trois ou quatre la construction des maisons appartenant aux coopératives de logements, prendre des mesures pour l'encourager et attirer dans les coopératives de logements de plus larges couches de la population. Aider les ouvriers, les employés et les kolkhoziens à construire des maisons individuelles avec leurs propres ressources et les crédits de l'Etat.

Améliorer la qualité des constructions locatives et édifier des maisons plus confortables. Prendre des mesures pour assurer la conservation, augmenter le confort et perfectionner l'exploitation du fonds locatif existant.

Améliorer les services communaux. Achever pour l'essentiel l'adduction d'eau dans toutes les villes. Porter à 50-55 % dans les villes et à 20-25 % à la campagne la proportion de logements dotés de gaz. Installer le gaz au moins dans 1.000 villes et agglomérations de type urbain. Utiliser plus largement l'énergie électrique pour les besoins courants. Augmenter la production de l'énergie électrique destinée aux besoins courants de 1,6 fois dans les villes et de plus de 3 fois à la campagne. Prévoir le développement de tous les transports en commun et améliorer sensiblement leur fonctionnement dans les villes d'au moins 1,5 fois.

Améliorer l'esthétique des immeubles, des quartiers résidentiels, des villes et des cités ouvrières. Améliorer la qualité de la planification et de l'aménagement des villes et des agglomérations. Améliorer l'état sanitaire des agglomérations, lutter plus résolument contre la pollution des eaux et de l'air dans les villes et les cités ouvrières, renforcer la protection de la nature surtout dans les banlieues des grandes villes.

13. Assurer le développement de tous les services publics. Faire de la sphère des services un grand secteur automatisé de l'économie nationale. Augmenter vers 1970 le volume des services rendus à la population de 2,5 fois environ, à la campagne de plus de 3 fois. Augmenter de 6 fois la capacité des teintureriers, de 8 fois celle des ateliers de réparations d'appartement, de 3 fois celles des ateliers de réparations des appareils électroménagers, des moyens de transport et des meubles.

Prévoir une extension du réseau des entreprises de services mécanisées avec des ateliers et bureaux fixes et mobiles, spécialiser et améliorer l'équipement des entreprises de services. Organiser dans les villages des filiales et des bureaux de réception des entreprises de services situées dans les grandes villes et les chefs-lieux les plus proches.

La tâche la plus importante des travailleurs de cette branche est d'améliorer les services et de réduire les délais de l'exécution.

14. Prévoir le développement de l'instruction publique, l'élévation du niveau de culture générale et de la qualité de la formation des cadres. Achever pour l'essentiel au cours du quinquennat, l'introduction de l'enseignement secondaire général pour les jeunes.

Augmenter de plus de 2 fois le nombre des élèves dans les écoles d'études surveillées et de plus de 1,4 fois celui des écoles de la jeunesse ouvrière et rurale.

Porter le nombre des enfants élevés dans les établissements préscolaires de l'Etat à 12,2 millions, soit une augmentation de 1,6 fois par rapport à 1965. Cela permettra de satisfaire pour l'essentiel les besoins de la population urbaine et d'augmenter sensiblement le nombre de ces établissements à la campagne.

Former en 5 ans environ 7 millions de spécialistes ayant une instruction supérieure ou secondaire spécialisée, soit 65 % de plus que dans les années 1961-1965. Porter vers 1970 le nombre des élèves admis dans les établissements d'enseignement secondaire spécialisé à 1.600.000, et dans les établissements d'enseignement supérieur, à 940.000. Améliorer la formation des spécialistes.

Etendre la formation des ouvriers qualifiés pour toutes les branches de l'économie nationale. Porter le nombre des personnes admises dans les écoles techniques professionnelles en 1970 à 1.700.000-1.800.000, soit 1,7 à 1,8 fois plus que l'admission annuelle moyenne dans le quinquennat écoulé.

15. Prévoir une amélioration de l'assistance médicale à la population urbaine et rurale. Assurer un large développement à la construction d'hôpitaux dotés d'équipement médical moderne. Etendre dans les villes le réseau des hôpitaux et polycliniques importants, pouvant assurer une assistance médicale spécialisée, en insistant sur l'extension du réseau des établissements de traitement et de prophylaxie pour les femmes et les enfants. Porter en 1970 le nombre des lits d'hôpitaux à 2.680.000.

Augmenter de plus de 1,7 fois la production de l'industrie travaillant pour la médecine. Elargir sensiblement la fabrication et améliorer l'utilisation des instruments et appareils médicaux, en particulier des médicaments efficaces pour la prévention et le traitement des maladies cardio-vasculaires et psychiques, tuberculeuses, des tumeurs et des maladies infectieuses et virales. Réduire les délais d'organisation de la fabrication industrielle des produits médicaux. Accroître la production des médicaments et élargir leur assortiment. Assurer entièrement les médicaments nécessaires à la population.

Prendre des mesures pour améliorer constamment le traitement dans les centres de cure et les stations balnéaires, et le repos organisé des travailleurs, étendre le réseau des stations de cure, pensions, maisons de repos, bases de tourisme, colonies de vacances pour les pionniers et installations sportives. Elargir le réseau des maisons-internats pour les vieux et les invalides.

Propager toujours plus largement parmi les masses les sports et la culture physique, en mettant l'accent sur leur développement dans les écoles d'enseignement général, de même que dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé.

16. Prévoir un vaste développement du réseau des établissements de la culture et des arts, de même qu'une amélioration intégrale des services culturels pour la population, surtout dans les régions rurales. Augmenter le nombre des théâtres, des bibliothèques publiques et des clubs, en consolidant leur base matérielle et technique. Porter le nombre des appareils de projection à 160.000 en insistant sur l'extension du réseau en milieu rural.

Prendre des mesures pour développer encore la télévision (y compris la télévision en couleurs) qui est appelée à jouer un rôle important dans le rapprochement des niveaux culturels des populations citadines et rurales, ainsi que celui des différentes régions du pays. Améliorer le contenu des programmes de la télévision et de la radio.

Assurer le développement continu de l'édition et de l'industrie du livre. Augmenter le tirage des livres d'environ 25 %, celui des revues de plus de 1,5 fois et le tirage des journaux d'à peu près 40 %. Améliorer la qualité des livres et des autres publications.

Accélérer les livraisons de courrier, journaux et revues. Organiser une transmission rapide du texte des grands journaux par la phototélégraphie dans les plus grandes villes du pays, afin qu'ils soient imprimés et diffusés dans ces villes le jour de leur parution à Moscou.

Compte tenu de l'augmentation prévue des salaires des ouvriers et des employés, de l'accroissement des revenus en espèces et en nature des kolkhoziens, de la baisse des prix dans le commerce d'Etat et coopératif, ainsi que sur les marchés kolkhoziens, de l'extension de la consommation par l'intermédiaire des fonds sociaux, élever les revenus réels d'environ 1,2 fois par habitant.

Le Congrès considère que les objectifs concernant le mieux-être des travailleurs, et, avant tout, l'augmentation des salaires ne constituent pas un plafond.

Le développement de l'initiative des travailleurs en ce qui concerne l'accroissement de l'efficacité de la production, l'application de nouvelles méthodes dans la gestion économique, l'augmentation du fonds d'encouragement matériel grâce à l'amélioration du travail des entreprises offrent la possibilité d'élever encore davantage les revenus réels des travailleurs conformément au principe socialiste de la répartition du travail.

LA REPARTITION DES FORCES PRODUCTIVES ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DANS LES REPUBLIQUES FEDEREES

L'accroissement de l'efficacité de la production sociale exige une amélioration constante de la répartition des forces productives, une diversification et une spécialisation de l'économie des républiques fédérées et des régions économiques, une plus large participation de la population apte au travail à la production, et une juste harmonisation de la planification régionale et du principe de gestion par branche dans l'économie nationale.

Prévoir les principales mesures suivantes tendant à améliorer la répartition des forces productives :

1. Dans les régions orientales du pays disposant de ressources de combustible, d'énergie et des matières premières bon marché, développer à des rythmes élevés. l'extraction du combustible, la production de l'énergie électrique, la métallurgie des non-ferreux et l'industrie chimique dont la fabrication emploie beaucoup d'énergie, de même que le traitement complexe du bois. Porter, en 1970, la part des régions situées à l'est de l'Oural dans l'extraction globale du

charbon à environ 45 % (77 % pour l'extraction à ciel ouvert), du gaz naturel à 35 % et du pétrole à 16 % ; porter leur part dans la production globale de l'énergie électrique à 28 %, de l'aluminium à 65 %, de l'alumine à 37 %, du cuivre brut à 58 %, de la cellulose à 28 % et du carton à 31 %. En vue d'assurer des conditions favorables à la vie et au travail de la population et de former des cadres permanents dans les régions orientales et septentrionales, y réaliser des rythmes de construction locative, communale et culturelle plus élevée que ceux de tout le pays.

2. Dans les régions économiques de la partie européenne du pays et dans l'Oural, disposant d'importants fonds de production et de ressources de main-d'œuvre, prévoir le développement continu des forces productives, principalement grâce à la modernisation et à une meilleure utilisation des capacités de production existantes, en particulier par un renouvellement et une utilisation complète de l'équipement, et par la construction de nouvelles entreprises dans les branches industrielles exigeant beaucoup de main-d'œuvre. En règle générale, il ne faut pas prévoir la construction, dans ces régions, de nouvelles entreprises consommant beaucoup d'énergie ; il faut limiter le développement de ce genre d'entreprises déjà existantes.

3. En vue d'utiliser toujours mieux les ressources de main-d'œuvre et d'assurer une répartition plus égale de l'industrie, les nouvelles entreprises doivent être construites essentiellement dans les villes de petite et moyenne importance, compte tenu de la nécessité d'utiliser le travail masculin et féminin. Dans les grandes villes, le développement de l'industrie doit être assuré par une utilisation plus complète des capacités de production existantes et une modernisation rationnelle des entreprises, ainsi que par la construction d'entreprises nouvelles pour assurer les services de la population et la vie économique de ces villes.

4. Perfectionner les liens économiques entre les régions et entre les républiques, surtout entre les régions occidentales et orientales du pays. A ces fins, renforcer certains secteurs des lignes de transport est-ouest, mettre en service sur toute sa longueur la ligne ferroviaire de la Sibérie moyenne, construire de nouvelles voies ferroviaires réunissant l'Asie centrale à la partie européenne du pays. Construire des systèmes de gazoducs reliant l'Asie centrale au centre du pays et la Sibérie orientale à la partie européenne de l'U. R. S. S.

5. Elever le niveau de la motivation économique et technique pour la répartition et les dimensions optima des entreprises nouvelles et en voie de modernisation, en partant de la nécessité de réduire les frais sociaux de production, y compris les dépenses pour l'énergétique, pour le logement, les services communaux et autres branches voisines, de même que pour les livraisons des produits aux consommateurs.

Planifier la répartition de la production grâce aux schémas scientifiquement fondés du développement et de la répartition des branches de l'économie nationale et du développement des régions économiques. Intensifier l'élaboration des problèmes scientifiques ayant trait à la planification régionale et à la définition de l'efficacité économique de la répartition des forces productives ; exclure toute manifestation d'esprit de clocher dans la solution de ces problèmes.

6. Assurer un nouvel et puissant essor des forces productives et l'amélioration du bien-être de la population dans toutes les républiques fédérées.

Définir les objectifs essentiels du développement de l'économie nationale des républiques fédérées pour 1966-1970.

ANNEXE II

L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE EN MATIERE DE CONSTRUCTION

L'introduction des acquisitions de la science et de la technique dans la construction est une des principales conditions du progrès de cette branche.

En U. R. S. S., la recherche est conduite en fonction d'un plan qui fait partie du Plan d'Etat de développement de l'économie nationale.

Le Comité du Plan d'Etat de l'U.R.S.S., le Comité d'Etat pour la construction, le Comité d'Etat pour la science et la technique, le Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture ont la charge de fixer les principales orientations de la recherche en matière de construction dans le pays, de planifier et de financer les travaux de recherche.

Ces travaux sont conduits par des Instituts de recherche et de projet. L'ensemble de ces Instituts est organisé d'après les principales directions de l'activité de construction : construction industrielle, développement urbain, construction civile, matériaux de construction.

En outre, il existe des Instituts chargés des problèmes généraux dans les domaines des structures de construction, du béton, des fondations, de la physique de la construction, de l'économie du bâtiment, de l'organisation, de la mécanisation et du service technique.

Les principaux Instituts sont les suivants :

- l'Institut de recherche pour l'organisation, la mécanisation et les services techniques de la construction ;
- l'Institut de recherche du ciment ;
- l'Institut fédéral de recherche du béton armé ;
- l'Institut d'Etat de recherche des matériaux et des structures de la construction ;
- l'Institut fédéral de recherche des nouveaux matériaux de construction ;
- l'Institut de recherche de l'équipement sanitaire ;
- l'Institut central de recherche et de projet des constructions et structures industrielles.

Les travaux de recherche dans le domaine du logement et de la construction civile sont assurés par des instituts dépendant du Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture du Gosstroï de l'U. R. S. S.

Ces Instituts sont les suivants :

- l'Institut central de recherche et de projet du développement urbain ;
- l'Institut central de recherche et de projet pour la conception standardisée et expérimentale de logements ;
- l'Institut central de recherche et de projet des constructions éducatives ;
- l'Institut central de recherche et de projet des constructions commerciales ;

- l'Institut central de recherche et de projet des constructions médicales et de repos sanitaire ;
- l'Institut central de recherche et de projet des constructions récréatives et sportives ;
- l'Institut central de recherche et de projet de l'équipement technique.

Afin de tenir compte des différentes conditions climatiques, des instituts régionaux, travaillant sous la conduite de l'Institut central de recherche et de projet pour la conception standardisée et expérimentale des logements, ont été créés à Léninegrad, Kiev, Novosibirsk, Tachkent et Tbilissi.

L'Institut de recherche de la théorie, de l'histoire et des perspectives de l'architecture soviétique étudie les problèmes du développement urbain, de l'histoire et de la théorie de l'architecture.

Les instituts centraux de recherche et de projet ont la charge des problèmes de planification régionale et de développement urbain, de la construction résidentielle et publique, de l'équipement technique des villes et des bâtiments.

Les thèmes de recherche sont déterminés par les problèmes posés par la pratique.

Les instituts de recherche traitent les questions relatives à la distribution rationnelle des forces productives, à la planification et au développement des villes nouvelles et à la reconstruction des anciennes, au développement coordonné des transports urbains... Ils mettent au point de nouveaux types de constructions résidentielles et publiques avec des solutions améliorées pour le tracé et les structures et pour l'équipement.

Les résultats de ces travaux sont utilisés pour la réalisation des projets et des constructions.

Un trait caractéristique des activités de ces instituts est l'étroite imbrication de la recherche et des projets réalisés. La recherche, en règle générale, précède la solution des problèmes spécifiques relatifs aux projets et aux constructions. Elle permet l'introduction dans les projets des solutions les plus avancées issues des travaux de recherche.

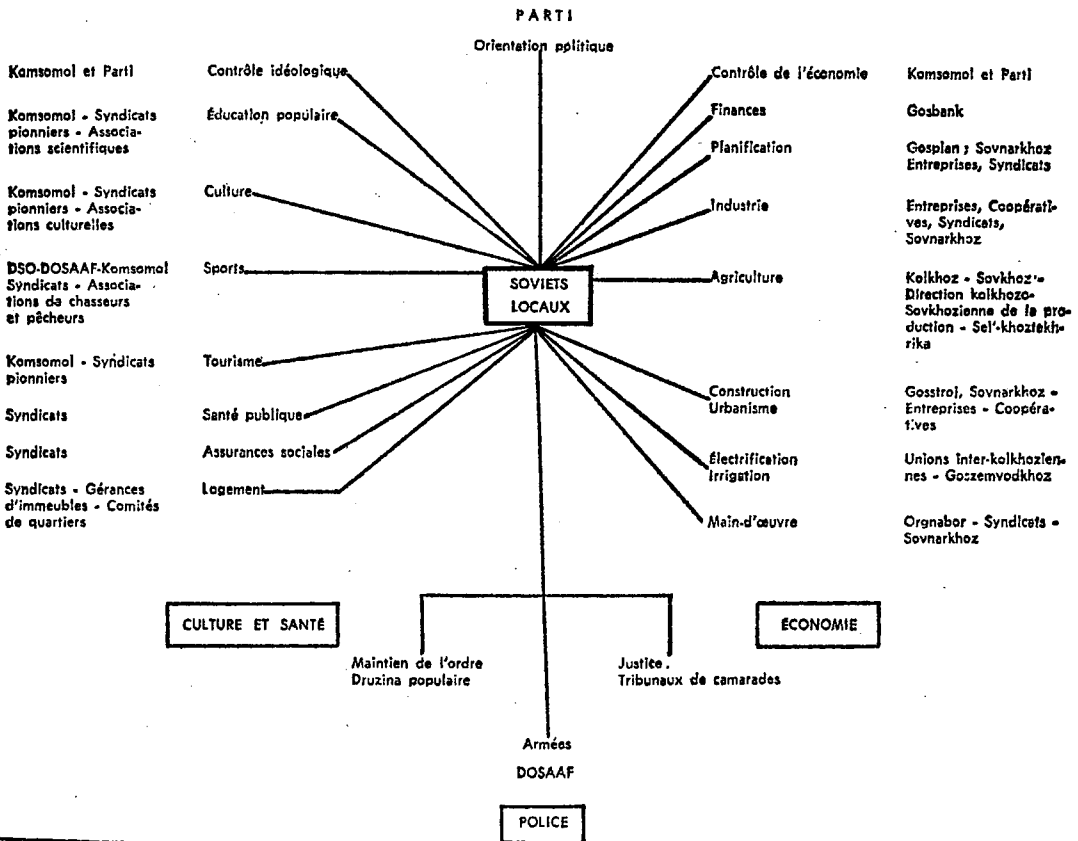
L'expérimentation est largement utilisée dans le travail des instituts de recherche comme méthode d'investigation et comme une étape conduisant à l'exécution de projets standardisés.

Les instituts de recherche s'occupent également de la préparation des travaux scientifiques dans le domaine de la construction et de l'architecture.

(Source : Building Industry of the U. S. S. R. — Comité d'Etat pour la construction civile et l'architecture du Gosstroï de l'U. R. S. S., Moscou, 1966.)

ANNEXE III

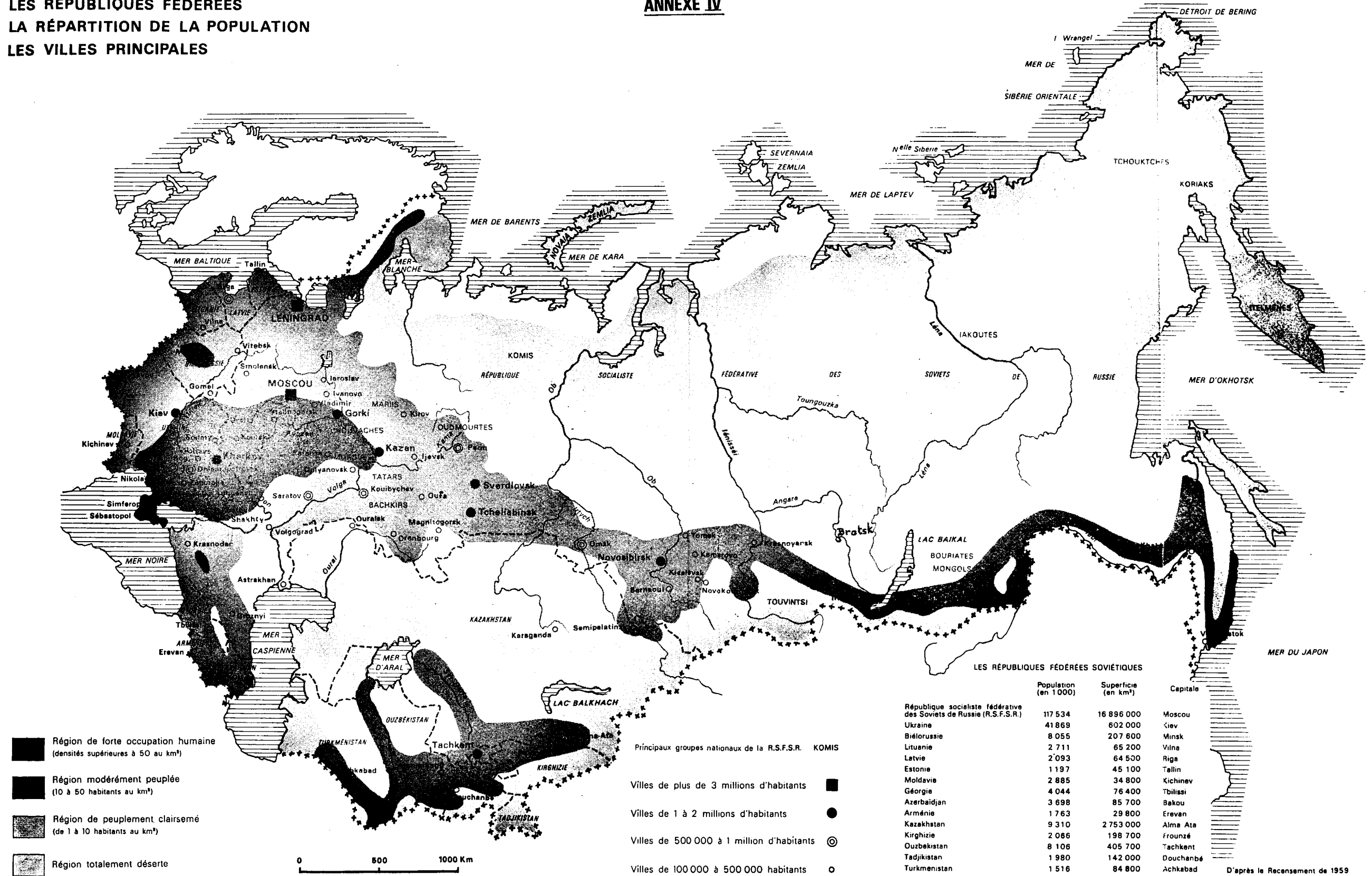
LES SOVIETS LOCAUX PLAQUE TOURNANTE DE LA VIE ADMINISTRATIVE, CULTURELLE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE L'U. R. S. S. (1)



(1) Ce tableau indique les différentes organisations sociales et économiques avec lesquelles les soviets locaux participent à la vie du pays. Les organes de l'Etat ne sont pas mentionnés.

**LES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES
LA RÉPARTITION DE LA POPULATION
LES VILLES PRINCIPALES**

ANNEXE IV



- Région de forte occupation humaine (densités supérieures à 50 au km²)
- Région modérément peuplée (10 à 50 habitants au km²)
- Région de peuplement clairsemé (de 1 à 10 habitants au km²)
- Région totalement déserte

0 500 1000 Km

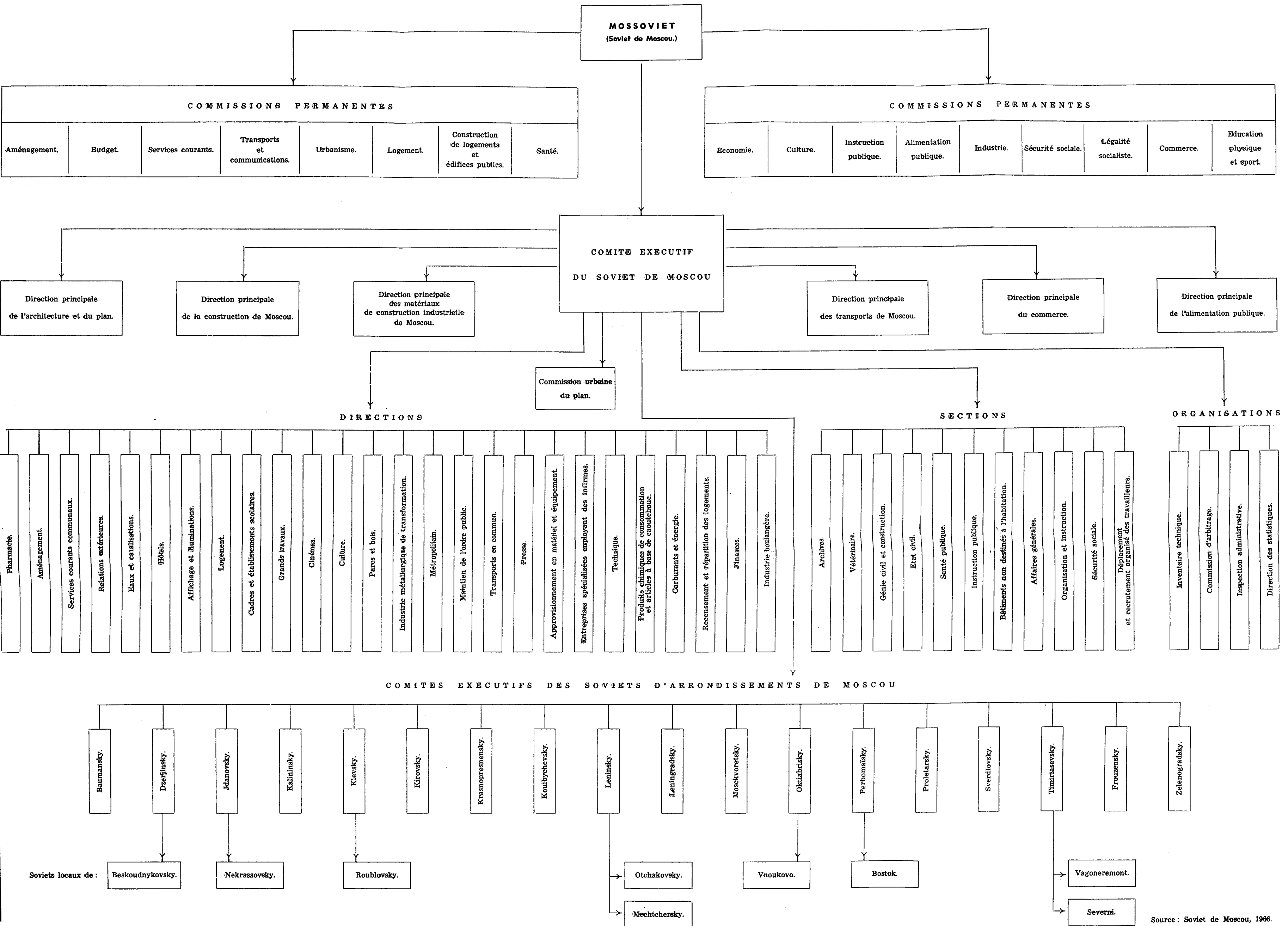
- Principaux groupes nationaux de la R.S.F.S.R. KOMIS
- Villes de plus de 3 millions d'habitants
 - Villes de 1 à 2 millions d'habitants
 - Villes de 500 000 à 1 million d'habitants
 - Villes de 100 000 à 500 000 habitants

LES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES SOVIÉTIQUES			
	Population (en 1 000)	Superficie (en km ²)	Capitale
République socialiste fédérative des Soviets de Russie (R.S.F.S.R.)	117 534	16 896 000	Moscou
Ukraine	41 869	602 000	Kiev
Bielorussie	8 055	207 600	Minsk
Lituanie	2 711	65 200	Vilna
Letvie	2 093	64 500	Riga
Estonie	1 197	45 100	Tallin
Moldavie	2 885	34 800	Kichinev
Géorgie	4 044	76 400	Tbilissi
Azerbaïdjan	3 698	85 700	Bakou
Arménie	1 763	29 800	Erevan
Kazakhstan	9 310	2 753 000	Alma Ata
Kirghizie	2 086	198 700	Frounzé
Ouzbékistan	8 106	405 700	Tachkent
Tadjikistan	1 980	142 000	Douchanbé
Turkmenistan	1 516	84 800	Achabad

D'après le Recensement de 1959

ANNEXE V

STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE L'AGGLOMERATION MOSCOVITE



Source : Soviet de Moscou, 1966.